

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL

MOBILITÉ, VULNÉRABILITÉ ET EXPLOITATION : LA TRAITE DES
FEMMES ET DES FILLES DANS L'ÉTAT INDIEN
DU BENGAL OCCIDENTAL

MÉMOIRE
PRÉSENTÉ
COMME EXIGENCE PARTIELLE
DE LA MAÎTRISE EN GÉOGRAPHIE

PAR
PASCALE McLEAN

FÉVRIER 2011

UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL
Service des bibliothèques

Avertissement

La diffusion de ce mémoire se fait dans le respect des droits de son auteur, qui a signé le formulaire *Autorisation de reproduire et de diffuser un travail de recherche de cycles supérieurs* (SDU-522 – Rév.01-2006). Cette autorisation stipule que «conformément à l'article 11 du Règlement no 8 des études de cycles supérieurs, [l'auteur] concède à l'Université du Québec à Montréal une licence non exclusive d'utilisation et de publication de la totalité ou d'une partie importante de [son] travail de recherche pour des fins pédagogiques et non commerciales. Plus précisément, [l'auteur] autorise l'Université du Québec à Montréal à reproduire, diffuser, prêter, distribuer ou vendre des copies de [son] travail de recherche à des fins non commerciales sur quelque support que ce soit, y compris l'Internet. Cette licence et cette autorisation n'entraînent pas une renonciation de [la] part [de l'auteur] à [ses] droits moraux ni à [ses] droits de propriété intellectuelle. Sauf entente contraire, [l'auteur] conserve la liberté de diffuser et de commercialiser ou non ce travail dont [il] possède un exemplaire.»

REMERCIEMENTS

Ce travail de recherche n'aurait pu être possible sans le concours de nombreuses personnes. Je tiens d'abord à remercier mon directeur de recherche, Monsieur Frank Remiggi, professeur au département de géographie de l'Université du Québec à Montréal, pour m'avoir guidée et appuyée tout au long de ce projet. Ses pertinents conseils, son perfectionnisme et la rigueur de son analyse furent des plus précieux et m'ont amenée à la rédaction du mémoire sous sa forme actuelle.

Je remercie également Madame Anne Latendresse, professeure au département de géographie de l'Université du Québec à Montréal, et Madame Shree Mulay, professeure à la faculté de médecine de l'Université McGill, pour m'avoir sensibilisée à un sujet aussi fascinant qu'est la traite des femmes et des filles.

Cette recherche n'aurait pu être possible sans une étude sur le terrain en sol indien. Je souhaite donc remercier les membres du *Calcutta Research Group* qui m'ont accueillie tout au long de mon séjour à Kolkata. Je tiens également à remercier tous les intervenants qui ont accepté de partager leur expérience et leurs connaissances et je remercie plus particulièrement ceux qui ont pris le temps de m'aider à rencontrer les intervenants, les villageois, les groupes de femmes et de filles de même que les victimes et leur famille. Leur générosité à mon égard fut grandement appréciée. J'espère que ceux qui m'ont offert cette aide sauront se reconnaître puisque je ne peux malheureusement les nommer étant donné mon devoir de confidentialité dans la présente recherche.

J'exprime une profonde reconnaissance à toutes les victimes et parents de victimes qui ont accepté de livrer leur témoignage et je les en remercie sincèrement. En espérant que chaque femme et chaque fille aient un jour la chance de vivre avec dignité et respect.

Enfin, je tiens à reconnaître le support financier de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) géré par l'Association des Universités et Collèges du Canada.

TABLES DES MATIÈRES

LISTE DES FIGURES.....	vii
LISTE DES TABLEAUX	viii
LISTE DES ABRÉVIATIONS.....	ix
RÉSUMÉ.....	xi
INTRODUCTION	1
CHAPITRE I	
LA MOBILITÉ SPATIALE : UN PHÉNOMÈNE MULTIDIMENSIONNEL ET MULTISCALEAIRE AUX RETOMBÉES INÉGALES	6
1.1 Les types de migration	8
1.1.1 L'évolution des migrations internationales.....	10
1.1.2 Les migrations irrégulières.....	15
1.1.3 Les migrations au féminin.....	17
1.2 La traite des femmes et des filles	20
1.2.1 Les définitions de la traite des personnes.....	22
1.2.2 Pertinence de la géographie sur la traite	24
1.2.3 La traite à l'échelle internationale.....	25
1.2.4 Les mesures de lutte adoptées au fil du temps	27
1.3 Objectifs et hypothèses.....	32
1.4 Méthodologie	34
1.4.1 La recherche documentaire	34
1.4.2 La préparation du terrain.....	34
1.4.3 La recherche sur le terrain.....	35
1.4.4 Le traitement des données.....	41

CHAPITRE II	
LA TRAITE DES FEMMES ET DES FILLES : UNE CONSÉQUENCE DE LA CITOYENNETÉ INACHEVÉE.....	
	43
2.1	L'Asie du Sud et l'Inde 43
2.1.1	Le Bengale occidental 50
2.2	La traite des femmes et des filles en Asie du Sud, en Inde et dans le Bengale occidental..... 54
2.2.1	Comment définir la traite des personnes ? 54
2.2.2	La traite en Asie du Sud 58
2.2.3	La traite en Inde et dans le Bengale occidental 59
2.3	Les causes de la traite 64
2.3.1	La vulnérabilité des victimes..... 64
2.3.2	Une citoyenneté inachevée 70
CHAPITRE III	
LA LUTTE CONTRE LA TRAITE DES FEMMES ET DES FILLES : LES DÉFIS DE LA GOUVERNANCE.....	
	82
3.1	La gouvernance ou la nécessité de coordonner les efforts 82
3.2	Les mesures de lutte préconisées à l'échelle internationale 86
3.3	Les mesures de lutte en Inde et dans le Bengale occidental..... 89
3.3.1	Sanlaap : une pionnière en matière de lutte..... 90
3.3.2	La " <i>Anti-Human Trafficking Unit</i> " (AHTU)..... 92
3.3.3	Regards critiques sur les mesures de lutte indiennes et ouest-bengalaises..... 93
3.3.4	Retour sur la gouvernance : les acteurs se prononcent..... 110
CHAPITRE IV	
DÉVELOPPEMENT HUMAIN, EMPOWERMENT ET LIBERTÉ DE MOBILITÉ : VERS UN CHANGEMENT PARADIGMATIQUE UTOPIQUE	
	116
CONCLUSION	
	125

APPENDICE A	
GUIDE D'ENTRETIEN AVEC LES RÉPONDANTES ET RÉPONDANTS	130
APPENDICE B	
FORMULAIRE DE CONSENTEMENT	133
BIBLIOGRAPHIE	135

LISTE DES FIGURES

Figure	page
1.1.	Pays d'origine de la traite 28
1.2.	Pays de transit de la traite 29
1.3.	Pays de destination de la traite 30
2.1.	Sous-continent indien (2004)..... 45
2.2. a)	Indicateur sexospécifique (2007)..... 49
2.2. b)	Taux d'alphabétisation des adultes (2007) (% de la population de 15 ans et plus) 49
2.2. c)	Revenus estimés du travail (2005) (PPA USD)..... 49
2.3.	Districts du Bengale occidental (2007) 51
2.4.	La traite en Asie..... 60

LISTE DES TABLEAUX

Tableau	page
1.1	Liste des intervenants impliqués directement ou indirectement dans la lutte à la traite dans le Bengale occidental, été 2008.....	36
2.1	Taux d’alphabétisation et de participation au travail en fonction du genre du pays et du Bengale occidental, 2001	53

LISTE DES ABRÉVIATIONS

ACDI	Agence canadienne de développement international
ADB	Asian Development Bank
AHTU	Anti Human Trafficking Unit
ATSEC	Action against Trafficking and Sexual Exploitation of Children
AUCC	Association des universités et collèges du Canada
BSF	Border Security Force
CATW	Coalition against Trafficking in Women
CBO	County-Based Organisation
CES	Commerce de l'exploitation sexuelle
CIA	Central Intelligence Agency
CID	Criminal Investigation Department
CMMI	Commission mondiale sur les migrations internationales
DWCD	Department of Women and Child Development
GAATW	Global Alliance against Traffic in Women
GO	Gouvernement Order
IDH	Index de développement humain
ILO	International Labour Organisation
ITPA	Immoral Traffic Prevention Act
MWCD	Ministry of Women and Child Development
NAWO	National Alliance of Women's Organisations
NGO	Non-Governmental Organisation
OIM	Organisation internationale des migrations
ONG	Organisation non gouvernementale

PNUD	Programme des Nations Unies pour le développement
PPA	Parité de pouvoir d'achat
SAARC	South Asian Association for Regional Cooperation
SOP	Standard Operating Procedure
TDH	Terre des hommes
UNESCO	Organisation des Nations Unies pour l'éducation, la science et la culture
UNFPA	Fonds des Nations Unies pour la population
UNICEF	Fonds des Nations Unies pour l'enfance
UNIFEM	Fonds de développement des Nations Unies pour la femme
UNODC	Office des Nations Unies contre la drogue et le crime

RÉSUMÉ

Ce mémoire a pour objectif général d'essayer de comprendre pourquoi, malgré toutes les mesures et actions entreprises au fil des ans pour lutter contre la traite des personnes, en particulier des femmes et des filles, ce problème persiste sinon s'accroît de nos jours, notamment dans certaines régions du monde telles que l'Asie du Sud. Pour atteindre cet objectif général, nous avons effectué une recherche sur le terrain dans l'État indien du Bengale occidental. Nous avons procédé à une recherche qualitative et avons interviewé divers intervenants à l'aide d'un questionnaire comprenant des questions ouvertes, semi-ouvertes et fermées. Au total, nous avons réalisé trente-cinq entrevues : treize avec des représentants d'ONG, trois avec des porte-parole d'organisations internationales, trois avec des chercheurs, quatre avec des employés de l'appareil administratif du Bengale occidental, une avec le dirigeant d'un village, une avec le sous-inspecteur de la police locale, deux avec les responsables d'un comité mis sur pied à l'échelle locale pour lutter contre la traite. Puis, huit entretiens collectifs ont eu lieu avec des victimes, des parents de victimes, un groupe d'adolescentes et un groupe de femmes.

Le travail n'emprunte pas la structure traditionnelle d'un mémoire de maîtrise en ce sens qu'il ne comprend pas un premier chapitre introduisant le cadre théorique ou conceptuel de l'étude. Du fait que la traite des femmes et des filles s'avère un phénomène complexe qui requiert le recours à divers concepts de base, nous avons jugé nécessaire d'intercaler ces derniers aux endroits appropriés du mémoire. Ainsi, dans le chapitre premier, nous faisons une recension des écrits sur le phénomène de la mobilité afin de faire ressortir clairement l'idée que la traite des femmes et des filles est bel et bien une forme de mobilité, une réalité qui n'est pas reconnue d'emblée par plusieurs chercheurs et intervenants impliqués dans la lutte contre la traite. Ce premier chapitre comporte également une description de la traite des femmes et des filles telle qu'elle s'opère à l'échelle internationale. Le deuxième chapitre s'attarde aux causes de la traite, aux facteurs qui contribuent à la vulnérabilité des victimes potentielles de la traite tels qu'on les retrouve en Asie du Sud. Or, nous retenons comme principale cause ce que nous appelons la « citoyenneté inachevée » des femmes sud-asiatiques ; ce qui nous amène à explorer la notion de citoyenneté telle qu'elle s'est développée au cours des siècles. Le troisième chapitre porte sur les mesures et les actions retenues aux échelles internationale, nationale (Inde), régionale (Bengale occidental) et locale pour lutter contre la traite. Cela a exigé une analyse de la notion de gouvernance, laquelle est définie comme étant la nécessité pour les acteurs de coordonner leurs efforts. Le dernier chapitre est une synthèse des concepts de mobilité, de citoyenneté et de gouvernance en vue d'identifier une ou des pistes possibles pour véritablement contrer les problèmes de la traite des femmes et des filles. Notre conclusion est qu'il faut resituer le tir de la lutte contre la traite et s'attarder à la cause première qu'est la citoyenneté des femmes. Il faut de plus assurer une mobilité plus sécuritaire. Finalement, une organisation internationale ayant les pouvoirs pour protéger les droits des migrants nous paraît nécessaire.

Mots-clés : Traite des femmes et des filles – mobilité – citoyenneté – gouvernance.

INTRODUCTION

La migration des peuples n'est pas un phénomène nouveau. À travers les époques, certains groupes ont cherché à se déplacer d'un lieu à un autre, franchissant des distances plus ou moins grandes. Aujourd'hui, l'écart entre la mobilité des uns et des autres nous paraît particulièrement intéressant à étudier. Certains peuvent faire le tour du monde dans un court laps de temps en utilisant les moyens de transport les plus efficaces alors que d'autres n'ont que la possibilité de se déplacer à quelques kilomètres de leur lieu de résidence en prenant plusieurs heures, voire plusieurs jours, parce qu'ils n'ont pas accès à un moyen de transport ou ne sont pas en mesure d'en payer les frais. Dans le spectre des migrations, il y a ceux qui peuvent obtenir leur résidence dans un pays comme le Canada en investissant une somme d'argent importante ou en se qualifiant comme travailleurs indépendants grâce à leurs études. Il y a aussi les dépendants des immigrants et ceux qui sont reconnus en tant que réfugiés parce qu'ils ont réussi à démontrer qu'ils ont des craintes raisonnables d'être persécutés dans leur propre pays. Il y a les déplacés internes, c'est-à-dire ceux qui craignent pour leur sécurité mais qui n'arrivent pas à franchir une frontière internationale. Il y a aussi ceux qui migrent de façon irrégulière, souvent au péril de leur vie, en utilisant ou non les services d'un agent qui promet de les aider à traverser la frontière et qui se retrouvent la plupart du temps en situation illégale ou sans statut dans le pays d'accueil. Au bout du spectre des migrations, il y a les personnes qui se retrouvent prises dans des espaces de traite et qui ont du mal à s'en sortir. En effet, les plus vulnérables qui n'ont pas de moyens pour se déplacer, accepteront volontiers les offres d'un agent qui promet un avenir meilleur en ville et un emploi qui assurera la survie de la famille. Pour certaines, leur expérience migratoire sera effectivement des plus profitable. Pour d'autres, la migration, en ville ou dans un autre pays, sera synonyme d'exploitation et même de traite. Dans le cadre de notre recherche, nous chercherons donc à comprendre pourquoi des femmes et des filles se retrouvent dans des espaces de traite alors qu'avec la mondialisation, il semble de plus en plus facile de se déplacer d'un endroit à un autre. C'est dans ce contexte que nous nous questionnerons sur la citoyenneté de certaines femmes en contexte migratoire et sur les modes de gouvernance

reliés à la traite des personnes. Nous verrons que les moyens empruntés pour lutter contre la traite ne touchent pas suffisamment les causes primaires de la traite, et ce, à toutes les échelles : internationale, nationale régionale et locale.

Pour mieux comprendre comment s'articulent les concepts de mobilité, de citoyenneté inachevée et de gouvernance, nous avons choisi de nous attarder au phénomène de la traite des femmes et des filles dans l'État indien du Bengale occidental. Puisque ce sujet relève du monde criminel et informel, les données quantifiables sont pratiquement impossibles à recueillir. C'est pourquoi nous avons opté pour une recherche qualitative où nous avons interrogé des acteurs sur le terrain. Le choix du terrain pour mieux comprendre la traite a donc pris une grande importance. Nous avons choisi le Bengale occidental parce que le phénomène de la traite est bien connu dans cette région du monde et plusieurs parties prenantes sont impliquées dans la lutte à la traite, dont certaines de façon très énergique et originale. Nous pourrions ainsi mieux comprendre comment s'articule, à différentes échelles, la lutte à la traite des femmes et des filles à partir du Bengale occidental.

Plusieurs disciplines s'intéressent à la traite des femmes. Nous pouvons penser, entre autres, à la sociologie, à l'histoire, à la criminologie et au droit. Nous avons cependant privilégié l'approche géographique, laquelle est utile pour effectuer une recherche sur la traite des femmes et des filles puisqu'elle permet d'étudier les relations entre la population et l'espace et questionne les dynamiques qui s'installent au moment de la migration. La mobilité spatiale des groupes humains est un des phénomènes qui intéressent grandement les géographes de la population puisqu'il s'inscrit directement dans l'espace. Mais ce phénomène est aussi l'un des plus difficiles à étudier car il est en constante évolution et réversible (Guillon et Stokman, 2004 : 101).

Nous étudierons ce concept de mobilité spatiale au premier chapitre. Nous commencerons par nous attarder à sa définition et aux différents types de migration, du point de vue des géographes. Nous aborderons ensuite l'historique des migrations internationales, ce qui nous permettra de mieux comprendre comment elles ont évolué à travers les années, en mettant l'accent sur les migrations depuis le début du XXe siècle. Nous nous pencherons

ensuite sur les migrations irrégulières pour en arriver aux migrations des femmes. Cela nous conduira à l'étude de la traite des femmes et des filles, à sa définition, à son histoire et à sa répartition à l'échelle mondiale. Le premier chapitre se terminera avec une description de la méthodologie utilisée dans le cadre de ce mémoire.

Au deuxième chapitre, nous décrirons la traite des femmes et des filles au Bengale occidental. Nous commencerons toutefois par décrire la région afin de mieux comprendre le terrain sous étude. Puis, nous aborderons les causes soulevées par les acteurs, tant dans la littérature que sur le terrain. Nous nous attarderons alors au concept de citoyenneté inachevée, lequel explique, selon nous, pourquoi certaines femmes et certaines filles se retrouvent dans des espaces de traite. Pour mieux comprendre ce concept, nous aborderons la citoyenneté telle que décrite par le célèbre sociologue Thomas H. Marshall, laquelle prévoit que chaque citoyen doit pouvoir jouir des droits civils, politiques et sociaux et doit aussi avoir accès aux institutions qui y sont rattachées comme les tribunaux, les institutions gouvernementales, les hôpitaux et les écoles. Le concept de citoyenneté inachevée réfère donc au fait que certaines femmes, citoyennes d'un État légalement, peuvent difficilement faire valoir leurs droits et utiliser les institutions qui doivent les protéger en plus de devoir faire face à une discrimination de genre. Nous croyons donc que la cause première de la traite des femmes et des filles au Bengale occidental est leur citoyenneté inachevée au lieu d'origine qui se caractérise par la discrimination en fonction du genre, l'extrême pauvreté, le manque de soins de santé, de scolarisation et de qualification et l'accès restreint ou inexistant aux institutions qui devraient les protéger.

Le troisième chapitre s'attardera aux moyens utilisés pour lutter contre la traite des personnes et fera une revue de la littérature sur la gouvernance puisque, comme nous le verrons, plusieurs parties prenantes sont impliquées dans cette lutte. Nous entendons ici par gouvernance la façon dont l'État et les différents acteurs coordonnent entre eux la lutte contre la traite des femmes et des filles. Nous étudierons ainsi les recommandations des Nations Unies en matière de lutte à la traite et nous analyserons les méthodes ouest-bengalaises sur cette question. Pour mieux comprendre comment se fait la lutte dans la région sous étude, nous donnerons l'exemple d'une ONG, Sanlaap, très impliquée au Bengale occidental et

même à l'échelle nationale. Nous parlerons aussi de l'Unité anti-traite des personnes, financée par l'UNODC, qui consiste en une équipe composée de policiers et de représentants d'ONG et qui s'intéresse à l'aspect criminel de la traite des personnes (UNODC, 2009 : 195). Ces unités se retrouvent dans cinq États indiens, dont le Bengale occidental. Nous verrons ensuite que les efforts misent surtout sur la prévention de la traite, la réhabilitation des victimes et la poursuite des criminels. Nous constaterons que ce dernier moyen est peu efficace vu les vices qui se retrouvent dans la loi et les difficultés dans la mise en application, ce qui mène même à la double-victimisation dans certains cas, ce qui signifie que des victimes, plutôt que d'être secourues, seront considérées des criminelles aux yeux de la loi. Nous ne pouvons aborder les mesures de lutte sans parler du débat sur la légalisation de la prostitution qui a pris une place non négligeable à travers les années. Puis, nous rapporterons les commentaires des acteurs rencontrés quant à la gouvernance en matière de lutte à la traite.

Notre dernier chapitre permettra de faire une analyse entre la mobilité, la citoyenneté et la gouvernance. Nous remarquerons que les actions de lutte entreprises à toutes les échelles ne s'attardent pas aux inégalités sociales et économiques, ni à la sécurité dans le processus migratoire. C'est pourquoi nous suggérons comme piste de solution des mesures qui visent davantage le développement humain, l'empowerment et la liberté de mobilité avec une institution internationale pour représenter les droits des migrants. Cela impliquerait de se questionner sur l'ordre mondial actuel mais nous croyons que cela est nécessaire pour s'assurer que chacun se voit tous ses droits de citoyen reconnus.

Notre hypothèse de départ est que les femmes et les filles de milieux pauvres et souvent ruraux ont une citoyenneté qui est inachevée puisqu'elles sont peu en mesure de faire valoir leurs droits tant civils, politiques que sociaux. Au moment de leur migration, ces femmes et ces filles sont plus vulnérables, ont plus de risque de se faire exploiter et de se retrouver dans des espaces de traite. Plusieurs de celles qui se retrouvent dans de tels espaces peuvent difficilement s'en sortir puisqu'elles deviennent apatrides *de facto*, c'est-à-dire qu'elles perdent en réalité les droits rattachés à leur citoyenneté. La gestion des migrations des femmes et des filles, étant déficitaire, ne permet donc pas de les protéger adéquatement lorsqu'elles se déplacent.

Il faut noter que le cadre conceptuel de ce mémoire est divisé en trois parties abordées dans trois chapitres distincts, contrairement au mémoire traditionnel où la revue de la littérature est concentrée dans le même chapitre pour tous les concepts. Nous avons cru plus utile d'analyser la mobilité spatiale au chapitre premier pour amener le sujet de la traite des femmes et des filles. Il nous a aussi semblé préférable d'introduire le concept de citoyenneté inachevée au chapitre deux puisque ce concept permet plus facilement d'expliquer la vulnérabilité des femmes et des filles qui se retrouvent prises dans des espaces de traite. Quant au concept de gouvernance, il nous a paru utile de l'examiner au moment où nous étudions les mesures et les actions de lutte à la traite, soit au chapitre trois.

CHAPITRE I

LA MOBILITÉ SPATIALE : UN PHÉNOMÈNE MULTIDIMENSIONNEL ET MULTISCALEAIRE AUX RETOMBÉES INÉGALES

La « mobilité » est définie comme étant « *L'ensemble des manifestations lié au mouvement des réalités sociales (hommes, objets matériels et immatériels) dans l'espace* » (Lévy et Lussault, 2003). Le géographe David (2004 : 100) affirme pour sa part que la mobilité est un concept englobant l'ensemble des déplacements de la population, incluant tous les mouvements que font les humains à la surface du globe, à savoir les déplacements quotidiens, les déplacements saisonniers ou encore les déplacements qui impliquent un changement dans le lieu de résidence. Aussi, le niveau de développement économique et social d'un peuple peut expliquer la plus ou moins grande propension à la mobilité des sociétés (*ibid.* : 103). Ainsi, les pays développés sont caractérisés par leur hypermobilité sur des échelles spatio-temporelles variées et par l'amplitude des déplacements qui sont aussi très variés (*ibid.*). À l'inverse, les pays en voie de développement sont caractérisés par des déplacements beaucoup plus limités mais où les migrations intrarégionales sont beaucoup plus importantes, tel l'exode rural vers des régions urbaines (*ibid.*). Il faut souligner de plus qu'une partie importante des flux migratoires est orientée par les inégalités économiques entre les espaces : la majorité des mouvements se font des lieux en difficulté vers ceux qui offrent des emplois, des campagnes vers les villes, des centres traditionnels vers les centres modernes, des vieilles régions industrielles vers celles qui développent des activités nouvelles, des pays en voie de développement vers les pays développés (Guillon et Stokman, 2004 : 115). Il faut donc analyser les mobilités en tenant compte des conditions géographiques, économiques, sociales et technologiques dans lesquelles elles se développent.

La « migration », quant à elle, est définie par les géographes Guillon et Stokman (2004 : 101) comme étant une forme particulière de mobilité, soit « *les déplacements exceptionnels, entraînant l'installation durable dans un lieu autre que le lieu d'origine, et s'accompagnant d'un changement de lieu de résidence habituelle* » (vocabulaire élaboré par la Division démographique des Nations Unies). David (2004 : 101) décrit la migration comme une forme particulière de mobilité dans la mesure où elle implique un changement de résidence avec un déplacement sans retour ou tout au moins durable, lequel changement est associé à d'autres paramètres tels que la durée du déplacement et les conséquences sur l'organisation de la vie quotidienne des migrants. Quant à Lévy et Lussault (2003 : 615-616), ils la décrivent ainsi : « *le déplacement d'un individu ou d'un groupe d'individus, suffisamment durable pour nécessiter un changement de résidence principale et d'habitat, et impliquant une modification significative de l'existence sociale quotidienne du migrant* ». Ils font référence, en outre, à des paramètres qu'ils considèrent principaux :

- a) Un déplacement qui est marqué par le franchissement d'une échelle d'espace et de temps. Il peut s'agir de migrations temporaires ou définitives.
- b) Les acteurs du champ migratoire. Il s'agit des migrants eux-mêmes mais aussi de ceux qui sont impliqués dans le processus, tels que ceux qui assurent la possibilité de migrer (passeurs, transporteurs, logeurs, employeurs, avocats). Chacun de ces acteurs occupe une position sociale et spatiale, maîtrise des accès, met en œuvre des technologies de la distance et du mouvement et déploie des stratégies.
- c) La résidence et l'habitat d'un migrant changent de façon durable. En effet, le migrant change de contexte d'appartenance.
- d) La vie quotidienne du migrant et son habitat changent en profondeur par la migration.

Peu importe le type de mobilité, qu'il s'agisse de déplacements habituels ou de migrations définitives, la mobilité exige des habiletés particulières (David, 2004 : 108). Pour que la démarche migratoire fonctionne, il faut que les migrants aient une connaissance de l'environnement géopolitique, puis une certaine maîtrise des technologies de l'information et de communication. En plus de devoir disposer de moyens financiers, ils doivent souvent maîtriser une langue étrangère et connaître les procédures administratives nécessaires lors des

passages aux frontières et aussi concernant le droit à la citoyenneté (*ibid.*). Les candidats à la migration sont donc sélectionnés en fonction de leurs compétences, lesquelles engendrent une hiérarchie quant aux lieux de destination (*ibid.* : 109). Le géographe David (*ibid.*) affirme que « *la mobilité exige des savoir-faire inégalement répartis au sein de la population, composant un capital au même titre que les revenus ou les relations sociales* ». En effet, la mobilité est sélective et ne concerne pas tous les humains de la même façon. Les personnes les plus qualifiées et qui ont de fortes compétences pourront bénéficier d'un rayon de migration beaucoup plus grand alors que les autres seront restreintes à des déplacements moins importants.

1.1 Les types de migration

Nous pouvons classer les migrations en six catégories : les migrations temporaires, les migrations forcées, les migrations internes, les migrations internationales, les migrations irrégulières et les migrations au féminin. Nous aborderons chacune d'entre elles mais porterons une attention particulière aux trois dernières.

Les **migrations temporaires** sont elles-mêmes divisées en trois catégories. Il y a d'abord les migrations de pointe qui s'effectuent pour une très courte période, par exemple une migration pour la construction d'un pont dans une région éloignée (Derruau, 2002 : 115). Ensuite, il y a les migrations saisonnières, caractéristiques des sociétés agricoles, qui durent plus longtemps que les premières, soit de trois à sept mois, et se répètent à chaque année (*ibid.*). Par exemple, plusieurs Népalais se rendent chaque année dans les plantations de thé à Darjeeling pour travailler à l'entretien et à la culture du thé. Enfin, il y a les migrations qui concernent un déplacement pour une durée longue mais non illimitée et sans l'intention de se fixer dans le pays où le migrant va travailler (Derruau, 2002 : 115). Nous pouvons penser aux Indiens qui vont travailler dans les pays du Golfe.

Les **migrations forcées** se produisent lorsque des circonstances obligent des populations entières à se déplacer, regroupant ainsi toutes les classes d'âge et toutes les catégories sociales (Guillon et Stokman, 2004 : 149). Il s'agit normalement d'exode,

temporaire ou définitif, face à des situations de danger, par exemple lors de catastrophes naturelles, de famine ou de déplacements imposés par le gouvernement. Les conflits armés en font aussi partie et forcent des populations civiles à vivre dans des camps de réfugiés (David, 2004 : 106). Les personnes les plus durement touchées sont souvent celles qui font partie des franges les plus pauvres et les plus marginales de la société; les peuples autochtones sont également souvent touchés (Guillon et Stokman, 2004 : 149). Par exemple, l'Inde enregistre un nombre important de déplacements dû à des décisions gouvernementales pour le développement du pays : sur 23 millions de déplacés, 40% appartiennent aux groupes tribaux (*ibid.* : 150).

Les **migrations internes** concernent les migrations à l'intérieur même d'un État. Parmi les mouvements migratoires les plus importants des dernières décennies, l'exode rural semble avoir une place privilégiée (*ibid.* : 119). L'exode rural dans les pays en développement fait en sorte que les villes deviennent des pôles de concentration des migrants ruraux à la recherche d'un logement, d'un emploi et de meilleures conditions de vie (David, 2004 : 111). Delcourt (2007 : 4) signale l'augmentation de la population urbaine dans les pays en développement au détriment des milieux ruraux. Ce géographe affirme qu'il s'agit de l'urbanisation de la pauvreté qui a pour conséquence une augmentation spectaculaire des bidonvilles depuis le début des années 1990. Pour lui, les taux annuels de croissance des bidonvilles, lesquels se rapprochent des taux annuels de croissance urbaine, en Afrique subsaharienne et en Asie du Sud et de l'Ouest, démontrent que l'urbanisation est devenue synonyme de « bidonvilisation » (*ibid.*). C'est comme si le bidonville était la seule porte d'entrée à la ville pour les nouveaux migrants. Pourtant, la ville semble offrir des avantages non négligeables pour les migrants qui quittent les campagnes : elle offre des perspectives de travail même si les emplois sont durs et précaires, des infrastructures comme les fontaines d'eau potable, la possibilité de branchement à l'électricité et les hôpitaux sont proches même s'ils sont plus ou moins accessibles (Guillon et Stokman, 2004 : 120). Il ne faudrait pas non plus négliger que la terre des paysans ne permet plus toujours de nourrir toute la famille.

Quant aux **migrations internationales**, elles impliquent que l'on quitte un pays d'origine pour se rendre dans un autre État avec l'intention de s'y établir de façon durable

(temporairement ou définitivement) (Derruau, 2002 : 118). Ce type de migration nécessite le franchissement des frontières politiques, ce qui implique que le migrant se voit conférer un statut d'étranger au lieu de destination. Les migrations internationales font donc en sorte que les déplacements s'accompagnent d'un changement de territoire et, normalement, de formalités diverses qui permettent de travailler dans le pays d'accueil (Noin, 2005 : 236). La plupart des États développés sont devenus des terres d'immigration. Les transports ont évolué et les sociétés se sont développées en réseaux, ce qui augmente le volume des mouvements de population et accélère les déplacements (Bribosia et Rea, 2002 : 18).

1.1.1 L'évolution des migrations internationales

Les migrations internationales ne sont pas nouvelles, mais les flux migratoires ont pris différentes formes à travers les époques. Nous pensons aux migrations transocéaniques amorcées à la fin du XVe siècle et au début du XVIe siècle, lesquelles ont engagé le départ de deux à trois millions d'Européens pour les colonies du Nouveau-Monde (Zolberg, 1994 : 44). Du XVIIe jusqu'à la fin du XIXe siècle, les pays du Nouveau-Monde ont besoin de plus d'individus pour peupler les colonies. Or, jusque vers les années 1880, les migrations n'étant pas réglementées, à peu près quiconque pouvait payer le transport sur l'océan et s'établir en Amérique pour une vie nouvelle (Castles et Miller, 2009 : 84)¹. Ce fut le cas principalement du monde anglo-saxon et protestant.

En plus de la nécessité de peupler les colonies, on avait besoin de main-d'œuvre pour travailler. On fit ainsi venir plus de dix millions d'esclaves africains pour exploiter les plantations de cannes à sucre situées d'abord dans les îles de la périphérie euro-africaine et ensuite au Nouveau-Monde, dont plus de 60% sont arrivés au XVIIIe siècle (Courville, 2002 : 34). Dans les dernières décennies du XIXe siècle, l'esclavage a été remplacé par le système de « coolies », lequel a impliqué le recrutement d'un grand groupe de travailleurs, parfois par la force, et leur transport à un autre lieu de travail (Castles et Miller, 2009 : 83). Ces travailleurs « coolies » représentaient la source principale du travail dans les champs de

¹ Pour plus de détails sur les migrations à cette époque et les personnes qui pouvaient migrer, voir l'étude quasi définitive de Courville (2002).

plantation. C'est ainsi que les Britanniques ont recruté plusieurs habitants du subcontinent indien pour travailler en Afrique du Sud ou dans les Caraïbes. Ils ont aussi recruté des Chinois pour travailler sur les chemins de fer dans les colonies. Ces travailleurs étaient souvent liés par des contrats de travail sévères en ce que les conditions de travail étaient dures, les revenus peu élevés et les bris de contrat sévèrement punis (*ibid.*).

Pour les fins de la présente recherche, nous limiterons l'historique aux migrations internationales depuis la fin du XIXe siècle. Noin (2005 : 236) mentionne qu'il y a trois grandes périodes de migrations internationales dans l'histoire contemporaine. La première période se situe à la fin du XIXe et au début du XXe siècle lorsque l'économie de marché et le système étatique sont devenus des formes universelles d'organisation sociale (Zolberg, 1994 : 49). Une caractéristique importante de cette époque est la formation d'un fossé de plus en plus large entre un petit groupe de pays puissants détenant capital et technologie, et le reste du monde (*ibid.*). Elle est aussi caractérisée par les grandes migrations transocéaniques. Ces migrations ont amené des millions de personnes vers l'Amérique du Nord, l'Amérique latine et l'Australasie à partir de l'Europe occidentale puis de l'Europe méditerranéenne et orientale.

À la fin du XIXe siècle, les États riches commencent à institutionnaliser un contrôle plus efficace des frontières. Ils imposent alors des limites à l'immigration puisqu'ils craignent une invasion de populations hétérogènes (*ibid.* : 50). En effet, ces pays veulent des immigrants mais sont réticents à la venue de certains « indésirables ». Par exemple, les pays d'outre-mer qui étaient gouvernés par des populations d'origine européenne ont mis en place des politiques pour empêcher l'immigration asiatique permanente (*ibid.*). Aux États-Unis, dès 1890, des mesures ont été mises en branle pour réduire l'arrivée des « indésirables » en provenance d'Europe de l'Est et du Sud qui étaient surtout catholiques, orthodoxes et juifs. Au Canada, des voix commencent à se faire entendre à la fin du XIXe siècle pour dénoncer la faible capacité d'intégration des Asiatiques, tels que les sikhs et les Chinois, mais aussi des immigrants de l'Europe de l'Est. (Courville, 2002 : 69). C'est ainsi, par exemple, que des taxes sont imposées pour les Chinois, ce qui limite leur venue au pays.

La deuxième grande période de migrations internationales se situe dans l'entre-deux-guerres. Les migrations transocéaniques déclinent puisque, entre autres, les pays neufs, devenus occupés et mis en valeur, n'ont plus autant besoin de main-d'œuvre non qualifiée (Noin, 2005 : 237). Mais aussi, la Première Guerre mondiale a provoqué un renforcement aux frontières et des restrictions ont été imposées au nom de la sécurité nationale. Vers 1920, une loi fut passée aux États-Unis pour réduire le nombre d'immigrants provenant d'Europe à 150 000 têtes par an (Zoldberg, 1994 : 50). Les autorisations de voyager étaient alors réparties en fonction de la nationalité d'origine, de façon à minimiser le nombre de migrants de l'Europe de l'Est et du Sud (*ibid.*). Ce système est appelé celui « des quotas ». Au Canada, en 1931, les migrants sont répartis en quatre classes dites « préférées » : les sujets britanniques avec suffisamment d'argent, les citoyens américains, les dépendants des résidents canadiens et les agriculteurs (Castles et Miller, 2009 : 86).

La troisième période se situe après la Deuxième Guerre mondiale. En effet, l'Europe connut alors une grande crise de réfugiés, lesquels se sont implantés en grand nombre aux États-Unis, dans les pays du Commonwealth ou dans des zones d'occupation occidentales de l'Allemagne (Zoldberg, 1994 : 53). De 1950 à 1965, il y a reprise des flux migratoires transatlantiques vers les Amériques et l'Australasie parce qu'une augmentation de la main-d'œuvre est nécessaire pour faire face à la croissance (Noin, 2005 : 237). De plus, dans les années 1950 et 1960, puisque les travailleurs nationaux sont insuffisants, les pays industriels européens recrutent des travailleurs étrangers qui ne sont toutefois pas des « immigrants » comme tels². Les travailleurs nationaux, étant plus scolarisés, sont attirés vers des emplois plus intéressants et mieux payés. Noin (*ibid.*) mentionne ainsi que :

des vides se sont formés à la base de l'échelle des métiers qui ont été comblés par un recours aux travailleurs étrangers; ce recours à une main-d'œuvre étrangère peu exigeante, acceptant des travaux sales, dangereux ou mal payés, s'est manifesté d'abord dans le bâtiment ou les travaux publics pour s'étendre, peu à peu, à presque tous les secteurs de l'industrie et même à de nombreux secteurs des services; les immigrants ont occupé des emplois bien définis où leur présence a permis de freiner les hausses de salaire et a renforcé l'ascension des travailleurs nationaux vers les emplois les plus intéressants. De plus en plus, on voit apparaître dans ces pays deux marchés du travail non concurrentiels et complémentaires, celui de la main-d'œuvre

² On peut penser au phénomène de décolonisation où les anciens colonisés gagnent les métropoles.

nationale et des meilleurs emplois, celui de la main-d'œuvre étrangère et des emplois les moins attirants.

Par ailleurs, à partir des années 1960, de nouvelles lois d'immigration voient le jour, notamment aux États-Unis, au Canada, en Nouvelle-Zélande et en Australie, parce que les Européens émigrent beaucoup moins, le besoin de main-d'œuvre persiste et une nouvelle « conscience sociale » se fait sentir. C'est ainsi que dans des pays occidentaux, la discrimination fondée sur l'origine ethnique dans les lois d'immigration est abolie et les nouvelles politiques d'immigration regroupent désormais trois catégories de migrants, soit les migrants économiques, ceux provenant de la réunion familiale et les réfugiés. Au Canada, c'est en 1962 qu'a lieu une réforme des politiques migratoires afin d'éliminer la discrimination basée sur l'origine ethnique et la couleur. Puis, en 1967, un mécanisme est établi pour la sélection des immigrants par une grille de sélection qui attribue des points en fonction de l'éducation et de l'âge de l'immigrant, des opportunités de travail, des caractéristiques personnelles et de la connaissance des langues du pays. Par ailleurs, dans le cadre de l'immigration familiale, les immigrants parrainés ne sont pas évalués selon le système de points précédent mais doivent répondre à certains critères de base au niveau de la santé et de la sécurité, et le parrain doit s'engager à fournir une aide financière en cas de nécessité pour une certaine période (Crépeau, 2002 : 98). Enfin, l'immigration humanitaire concerne l'accueil de réfugiés par le gouvernement canadien. Il faut noter que le nombre de réfugiés admis au Canada connaît une baisse importante dans les dernières années (*ibid.*: 101).

De 1965 à 1990, le pourcentage de la population mondiale à s'être déplacé dans un autre pays est de 2,3% de la population, pourcentage qui est faible et demeuré constant (UNDP, 2006). En 2005, 191 millions de personnes vivent à l'extérieur de leur pays de naissance sur 6,5 milliards d'habitants, ce qui représente 3% de la population mondiale (*ibid.*). Ce qui a changé à travers les années dans les migrations est la diversité des peuples qui migrent et l'augmentation de la population mondiale. En effet, de 1913 à 1999, la population mondiale a plus que triplé (Derruau, 2002 : 99).

L'immigration internationale soumet aujourd'hui les pays industrialisés à des pressions contradictoires : d'une part, l'accroissement de la demande de main-d'œuvre étrangère permet de remédier aux effets de la baisse du taux de fécondité, au vieillissement démographique et à la pénurie de jeunes travailleurs (Simmons, 2002 : 7). D'autre part, ces mêmes populations s'inquiètent de plus en plus des changements culturels que pourrait entraîner une hausse de l'immigration, des réfugiés et des migrants clandestins. Ainsi, les pays riches ont besoin de main-d'œuvre immigrante, laquelle subit des pressions politiques qui limitent son déplacement (*ibid.* : 8).

Or, l'un des effets de la mondialisation telle que nous la connaissons aujourd'hui, a été de hausser les exigences concernant le niveau de scolarité et de qualification des candidats d'immigration que les pays d'accueil souhaitent accueillir (*ibid.* : 23). En effet, les travailleurs hautement qualifiés dans des domaines comme la technologie de l'information, les soins de santé et l'enseignement supérieur peuvent migrer plus facilement. De plus, Malecki et Ewers (2007 : 473) affirment qu'il y a trois attributs de la mondialisation qui encouragent et/ou facilitent la migration pour le travail :

- a) La révolution dans les transports et les communications a réduit le coût de la migration;
- b) Le marché de la main-d'œuvre s'est développé par le biais d'intermédiaires dans les pays d'exportation de la main-d'œuvre, la plupart étant des agents qui recrutent et qui trouvent du travail contre rémunération. Cela fait en sorte qu'il est beaucoup plus facile pour les travailleurs de se déplacer à travers les frontières;
- c) Les médias ont mené à une étendue mondiale des valeurs culturelles, des priorités et des désirs matériels.

Pour certaines populations, la mondialisation a toutefois des effets pervers. Malecki et Ewers (*ibid.*; 476) affirment qu'il n'est pas rare que les agences de recrutement pour le travail chargent des frais exorbitants et tiennent des activités illégales. Simmons (2002 : 31) écrit en conclusion :

De plus en plus, les pays riches attirent les migrants de toutes les parties du globe, en particulier ceux des pays pauvres. Ces derniers entreprennent des périples plus lointains qu'auparavant car, en quête d'un pays plus riche que celui d'où ils

viennent, ils se heurtent de plus en plus à un refus, qui les contraint à la migration clandestine, laquelle n'est pas recensée. La mondialisation fait naître chez les personnes qui ont besoin d'asile le désir de se déplacer vers d'autres pays pour y obtenir protection, mais elle engendre aussi un système de règles et de restrictions qui entrave la migration et retient dans leur pays beaucoup de personnes déplacées par les conflits et la guerre civile. Avec elle enfin risque de s'accroître le trafic des migrants destinés au travail au noir et à la prostitution.

1.1.2 Les migrations irrégulières

Le monde semble avoir atteint un point tournant en matière de migration et de mobilité. Les capitaux, les biens et les idées peuvent circuler facilement d'un bout à l'autre de la planète mais les obstacles sont de taille pour les travailleurs peu qualifiés et les demandeurs du statut de réfugié qui veulent immigrer ou encore pour les personnes qui désirent être parrainées par un membre de la famille à l'étranger (Draganova, 2007 : 29). Parallèlement, dans plusieurs pays, une main-d'œuvre flexible et bon marché est nécessaire pour compenser la décroissance et le vieillissement de la main-d'œuvre nationale et pour faire le travail que les nationaux trouvent peu attrayant. Cela ne signifie pas toutefois qu'on est prêt à accepter ces immigrants peu qualifiés en tant que participants de plein droit dans le pays de destination (*ibid.*). En effet, les États ont l'impression de perdre le contrôle sur les flux transfrontaliers de personnes et font preuve de plus de fermeté, en contrôlant, entre autres, les flux migratoires par des mesures de plus en plus coercitives aux frontières (MacLeod et Ricard-Guay, 2006 : 30). Or, les politiques d'immigration plus strictes font en sorte qu'il y a une augmentation des migrants qui optent pour la clandestinité (*ibid.*).

Certains parlent de migrations illégales ou de migrations clandestines. D'autres préfèrent l'expression « migrations irrégulières » pour désigner le passage irrégulier de frontières, le séjour irrégulier sur un territoire, le trafic des migrants et la traite internationale des personnes (*ibid.*). La *Convention no 143*, adoptée par la Conférence du Bureau international du travail en 1975, définit ces migrations irrégulières comme étant celles où les migrants se retrouvent « *au cours de leur voyage, à leur arrivée ou durant leur séjour ou leur emploi, dans des conditions contrevenant aux instructions, aux accords internationaux, multinationaux ou bilatéraux pertinents ou à la législation nationale* ». Les origines de la migration irrégulière sont semblables à celles de la migration pour main-d'œuvre puisque ce

sont les écarts des niveaux de vie entre les pays qui motivent les migrants (David, 2004 : 106). Par contre, les conditions de déplacement sont différentes de la migration pour le travail en ce qu'elles sont beaucoup plus dangereuses parce que clandestines, le passage aux frontières étant une véritable contrainte (*ibid.*).

Plusieurs ressortissants des pays pauvres seront attirés par le rêve de conditions de vie meilleures et considéreront les avantages de la migration dans les pays plus riches malgré le fait qu'ils n'ont pas les compétences, l'instruction et l'argent pour être admis légalement et s'y installer avec succès (Simmons, 2002 : 8). Cette migration irrégulière et mal recensée fait en sorte que les migrants deviennent à la merci des employeurs et sont considérés des criminels aux yeux de la police (Simmons, 2002 : 8), comme c'est le cas pour les victimes de la traite. Guillon et Stokman (2004 : 161) affirment toutefois que l'immigration irrégulière n'aurait pas pris autant d'ampleur dans le monde si les pays d'emploi, les « niches professionnelles », ne détenaient pas des secteurs économiques dont l'activité est basée sur le travail au noir. La plupart de ces travailleurs au noir sont des autochtones ou des immigrés et puisqu'ils ne sont pas en règle, ils sont enfermés dans ce segment de l'emploi (*ibid.*). Suite à leurs recherches dans les pays du Golfe, Malecki et Ewers (2007 : 478) notent qu'il devient alors difficile d'obtenir l'information puisque plusieurs employeurs ne veulent pas reconnaître la relation d'emplois et ne veulent pas donner accès aux travailleurs. Il serait encore plus difficile d'obtenir l'information auprès de ceux qui travaillent en marge de la société, notamment les travailleuses du sexe.

Certains migrants deviennent donc plus vulnérables parce que marginalisés, soit parce qu'ils ne sont pas capables de parler la langue du lieu de destination ou à cause des barrières culturelles ou ethniques, la couleur de peau ou encore à cause d'une occupation peu reconnue socialement ou qui procure un faible salaire ou encore par le fait d'avoir un statut légal incertain (Hugo, 2007 : 81). Draganova (2007 : 30) affirme à ce sujet :

De toute manière, la politique de contrôle des flux migratoires doit être à la fois suffisamment répressive pour assurer la précarité et la vulnérabilité des migrants irréguliers et suffisamment indulgente pour que ces migrants irréguliers continuent à venir fournir leurs services au marché. Il s'agit en d'autres mots de ne pas criminaliser une majorité de migrants irréguliers, de ne pas les précariser sans leur

accorder de droits et de ne pas en expulser une minorité en poursuivant le but de faire pression sur les autres candidats immigrants.

Il faut rappeler que dans toutes les phases de développement du capitalisme, il y a eu des travailleurs libres et d'autres qui ne l'étaient pas (Castles et Miller, 2009 : 79). Les migrants travailleurs ont souvent été brimés, soit parce qu'ils ont été amenés de force dans les endroits où leur travail était nécessaire, soit parce que leurs droits ont été bafoués comparativement aux autres travailleurs (*ibid.* : 80).

Il faut tenir compte également que les politiques restrictives, qui limitent l'immigration légale, contribuent à augmenter les entrées irrégulières (Guillon et Stokman, 2004 : 161). Castles (2007 : 2) écrit que les politiques migratoires n'ont pas réussi à atteindre leurs objectifs restrictifs et donne l'exemple des politiques américaines pour prévenir les migrations irrégulières en provenance de l'Amérique latine. En 1994, des murs ont été construits à la frontière entre les États-Unis et le Mexique afin de prévenir les migrations irrégulières. Cela a eu pour conséquence l'augmentation en flèche du taux de mortalité à la frontière, les trafiquants de migrants ont augmenté leur prix et plusieurs migrants temporaires ont décidé plutôt de rester de façon permanente dans le pays d'accueil. Depuis le début des années 1990, un phénomène particulier de l'immigration irrégulière en Europe, qui a pris de l'ampleur, est la traite des femmes et des enfants par des réseaux de prostitution (Guillon et Stokman, 2004 : 162). Nous y reviendrons dans la prochaine sous-section.

1.1.3 Les migrations au féminin

Selon les Nations Unies, il y a aujourd'hui environ 95 millions de femmes migrantes, soit près de la moitié des migrants internationaux dans le monde (UNFPA, 2006 : 1). Or, la demande pour les femmes migrantes ne cesse d'augmenter mais la discrimination à leur égard et le manque de protection de leurs droits humains et de travailleuses font en sorte que plusieurs d'entre elles sont exposées à des situations et à des sévices intolérables (*ibid.* : 2).

Les géographes, entre autres, ont mis du temps avant de se pencher sur le genre dans le processus migratoire, mais reconnaissent aujourd'hui que les migrations au féminin ont des caractéristiques, causes et incidences différentes des migrations au masculin (Hugo, 2007 :

82). Aujourd'hui, les analyses migratoires sur le genre portent sur la façon de structurer le pouvoir et les différences et vérifient comment cela influe sur la mobilité des populations (*ibid.*). Les études féministes sur les migrations cherchent à comprendre les dimensions spatiales et sociales de la mobilité, associées au genre, à la citoyenneté, aux classes, à la sexualité, aux castes et à la religion (Silvey, 2006 : 65). L'attention est portée sur les rôles que jouent le genre et les autres différences sociales dans la formation des géographies inégales de mobilité, d'appartenance, d'exclusion et de déplacement (*ibid.*).

Il est intéressant de noter comment la géographie nous permet de comprendre la ségrégation des lieux de travail des hommes par rapport à ceux des femmes. Dans la plupart des cultures, il y a des lieux de travail où les femmes sont interdites, parfois par la loi et d'autres fois par des pratiques sociales (Domosh et Seager, 2001 : 61). En outre, les occupations réservées aux hommes sont habituellement les mieux payées alors que les occupations réservées surtout aux femmes ont souvent moins de prestige et sont moins bien rémunérées; on peut penser aux infirmières et aux enseignantes du primaire (*ibid.*). Souvent, le seul travail disponible pour les migrantes non qualifiées au lieu de destination est le travail informel, ce qui signifie un emploi dans le domaine des services, par exemple à titre d'aide familiale pour veiller aux plus jeunes ou aux personnes âgées (*ibid.* : 129). Pour certaines femmes, la migration peut sembler une façon d'élargir leurs opportunités et d'acquérir de l'autonomie. Elles migrent parfois de cultures et de régions d'oppression vers des endroits qui leur semblent leur ouvrir de nouveaux horizons (*ibid.*). Le travail d'aide familiale peut apparaître, pour celles-ci, comme étant une façon d'échapper aux règles strictes de la famille et ainsi devenir financièrement indépendantes (*ibid.*). Pourtant, en tant que travailleuses étrangères, elles sont beaucoup plus exploitables (*ibid.*). Elles sont marginalisées dans un pays étranger, elles ne connaissent pas leurs droits et recours. Elles sont dépendantes des largesses de l'employeur et plus enclines à travailler de longues heures que les travailleurs locaux (*ibid.* : 133). Encore aujourd'hui, les migrantes sont surreprésentées dans les emplois les moins désirables, tels que le travail répétitif dans une usine et les emplois les moins qualifiés dans les secteurs des services personnels et communautaires (Castles et Miller, 2009 : 39).

Les différences entre les sexes portent souvent sur l'intensité de la migration et sur l'ampleur du déplacement (Guillon et Stokman, 2004 : 112). C'est Ravenstein (1885, 1889), au milieu de la période coloniale, qui a écrit une œuvre géographique phare : « *The Laws of Migration* ». Les présomptions qu'il a faites concernant les échelles continuent d'influencer plusieurs recherches sur le genre et les migrations (Silvey, 2006 : 67). À l'instar de Ravenstein, la géographe Silvey (*ibid.*) affirme que les femmes migrent plus que les hommes à l'intérieur de leur pays d'origine mais sont moins tentées de migrer à l'extérieur, ce qui fait en sorte que l'échelle nationale joue un aspect important dans la mobilité des femmes. À l'inverse, les migrations internationales sont considérées masculines alors que les échelles de la maison et du corps sont largement ignorées et implicitement comprises comme étant féminines (*ibid.*). Par contre, Paul Boyle (2002 : 534) affirme que les femmes ont un rôle de plus en plus important dans les migrations transnationales en ce que la demande pour leur travail a augmenté plus rapidement dans les secteurs des services comme le travail domestique et le gardiennage d'enfants, de personnes âgées et de personnes avec un handicap. Ce chercheur réfère principalement au travail dans le domaine des services pour les migrantes peu qualifiées puisque c'est là qu'elles trouvent le plus souvent du travail lorsqu'elles arrivent au lieu de destination. Il affirme ainsi que la pénurie dans le domaine des services augmente la demande pour les femmes migrantes, ces dernières démontrant de la flexibilité au travail et, étant retirées de leur milieu familial, peuvent être plus dévouées pour la famille qui les engage et rendre les services personnels qui leur sont nécessaires (*ibid.*). De plus, l'ethnicité et la citoyenneté des migrantes les différencient des femmes qui les embauchent et influencent les relations de pouvoir dans les arrangements de travail. Le travail dans les services personnels est généralement stigmatisé en tant qu'emploi inférieur par la classe moyenne et est de plus en plus en demande par les familles qui ne sont pas si riches (*ibid.*). La place marginale réservée aux femmes migrantes, travaillant dans les services, soulève donc les relations qui entrecroisent le genre, l'ethnicité, la classe et la citoyenneté. Nous pouvons penser qu'il en est aussi de même pour les femmes migrantes qui travaillent en usine, tant dans le secteur formel qu'informel.

Les perspectives féministes mettent en lumière comment la construction de la masculinité et de la féminité a soutenu de vieilles inégalités et comment la restructuration

mondiale les a approfondies et retravaillées pour produire de nouvelles inégalités (*ibid.*: 537). En effet, il est ironique de constater que certaines femmes des pays développés se croient plus libérées que les femmes des pays pauvres. Elles sont en mesure de poursuivre leur carrière tout comme leur partenaire masculin parce que des femmes désavantagées migrantes de couleur prennent leur place et font leur travail à la maison.

Il faut noter également que les migrations ne représentent pas nécessairement la liberté pour les migrantes qui cherchent un avenir meilleur puisqu'elles sont souvent prises dans des structures patriarcales du travail et parce qu'elles ont rarement les droits minimaux de citoyens dans le pays de destination (*ibid.*). De plus, pour les aides familiales, les espaces privés deviennent des espaces publics en ce que leur maison est leur lieu de travail et parfois, les endroits publics à l'extérieur deviennent plus privés pour ces travailleuses (*ibid.* : 539). Elles sont isolées avec peu de contacts entre amis ou avec d'autres travailleurs, dans une culture différente où on leur demande d'être dociles et accommodantes (Domosh et Seager, 2001 : 133). C'est pourquoi elles sont particulièrement vulnérables, qu'il est souvent difficile pour elles de faire valoir leurs droits et que des politiques visant leur protection est nécessaire. Puisqu'elles sont plus vulnérables, se retrouvant dans un environnement méconnu, certaines d'entre elles voulant échapper à leur milieu de vie, se retrouveront dans des espaces de traite parce qu'elles n'ont pas de contrôle sur leur mobilité.

1.2 La traite des femmes et des filles

En effet, il faut se questionner plus amplement sur les relations de pouvoir impliquées dans le cadre des migrations (Massey, 1998 : 149). Différents groupes sociaux ont une relation différente avec la mobilité spatiale : certains sont en charge et initient le mouvement alors que d'autres sont emprisonnés à l'intérieur des flux migratoires en ce qu'ils n'ont aucun contrôle sur leur destinée à partir du moment où ils quittent leur lieu d'origine (*ibid.*). Il y a des différences notoires entre certains groupes dans leur capacité à se déplacer, soit quant à l'amplitude du déplacement et quant à l'accès aux communications, mais aussi dans le degré de contrôle et de l'initiative. La façon dont les gens sont placés à l'intérieur de la « compression temps-espace » est donc très complexe et variée (*ibid.*: 150) dans la mesure

où certaines personnes ou certains groupes peuvent facilement parcourir une grande distance en peu de temps alors que d'autres ont du mal à parcourir quelques kilomètres en plusieurs heures. Certains sont donc en mesure de comprimer le temps pour parcourir une grande distance alors que d'autres n'ont aucune capacité pour le faire puisqu'ils n'ont pas accès aux communications et n'ont pas les ressources nécessaires. Par exemple, il y a le scientifique qui décide de migrer sur un autre continent parce qu'il se voit offrir un poste dans une université de ce nouveau pays. Puis il y a la jeune femme indienne rurale qui n'a pas les moyens de se payer un billet de train pour se rendre en ville, qui n'a pas accès aux communications, qui rencontre une personne qui lui promet un emploi bien rémunéré en ville si elle accepte de le suivre et qui, finalement, se retrouve dans un espace de traite; cette femme a pour ainsi dire peu ou pas de contrôle sur son déplacement.

Les femmes pauvres qui veulent migrer pour travailler deviennent souvent plus vulnérables étant donné la discrimination de genre. Certaines n'ont parfois pas le choix d'utiliser un agent pour y arriver, lequel demande des frais élevés, fait de fausses promesses sur le type de travail et falsifie la documentation (Van Den Anker, 2006 : 164). En se déplaçant, les femmes se retrouvent dans un environnement insécurisant et non familier, elles sont dépendantes de leur employeur et deviennent plus vulnérables à l'exploitation (Banerjee, 2003 : 126). La presque-totalité d'entre elles n'ont jamais pensé au travail du sexe avant d'être approchées par un agent et trompées par la promesse d'un avenir riche à l'étranger (Robinson, 2002 : 55). Ainsi, la féminisation de la pauvreté et la féminisation des stratégies de survie, combinées à la migration, augmentent le nombre d'émigrantes qui se retrouvent dans ce qu'on appelle les « emplois 3D » : dégoûtants, dégueulasses et dangereux, ce qui rend les femmes encore plus vulnérables à l'exploitation économique et aux abus sexuels (*ibid.* : 56). Nous croyons ainsi qu'avec la féminisation des stratégies de survie et avec le manque de pouvoir et de contrôle des femmes sur leur migration, plusieurs d'entre elles deviennent plus à risque de se retrouver dans les espaces de traite. Mais avant d'aller plus à fond, il faut définir en quoi consiste la traite des personnes.

1.2.1 Les définitions de la traite des personnes

La traite des personnes est souvent décrite comme une forme d'esclavage qui évoque pour plusieurs l'image de femmes et d'enfants qui sont enlevés de leur milieu et transportés ailleurs en utilisant la force. Or, selon une étude réalisée pour l'Organisation internationale des migrations (Anderson et O'Connell Davidson, 2003 : 8), les recherches démontrent plutôt que dans la plupart des cas, la traite est une forme corrompue de migration qui transforme certains projets migratoires³ en cauchemar.

La définition de la traite des personnes qui semble la plus universelle est celle provenant de l'article 3 a) du *Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée* (aussi appelé Protocole de Palerme) qui a été signé en 2000. Entrée en vigueur en 2003, la définition du Protocole se lit comme suit :

Le recrutement, le transport, le transfert, l'hébergement ou l'accueil de personnes, par la menace de recours ou le recours à la force ou à d'autres formes de contraintes, par enlèvement, fraude, tromperie, abus d'autorité ou d'une situation de vulnérabilité, ou par l'offre ou l'acceptation de paiements ou d'avantages pour obtenir le consentement d'une personne ayant une autorité sur une autre aux fins d'exploitation. L'exploitation comprend, au minimum, l'exploitation de la prostitution d'autrui ou d'autres formes d'exploitation sexuelle, le travail ou les services forcés, l'esclavage ou les pratiques analogues à l'esclavage, la servitude ou le prélèvement d'organes⁴.

Aucun pays de l'Asie du Sud n'a ratifié ce Protocole bien que l'Inde et le Sri Lanka l'aient signé (Pattanaik, 2006 : 17).

Quant à la Banque de développement asiatique, elle retient la définition de Radhika Coomaraswamy, rapporteur sur la violence faite aux femmes de la Commission des droits humains, laquelle se lit comme suit :

³ Par exemple, migrer dans le but d'accumuler des économies ou subvenir aux besoins de la famille ou encore, rêver d'assurer un meilleur avenir à son enfant en l'envoyant à l'étranger ou en le mariant.

⁴ Voir le Protocole : <http://www.unodc.org/documents/treaties/UNTOC/Publications/TOC%20Convention/TOCebook-f.pdf>. Consulté le 9 novembre 2009.

1. *The recruitment, transportation, purchase, sale, transfer, harbouring or receipt of persons: by threat or use of violence, abduction, force, fraud, deception or coercion (including the abuse of authority), or debt bondage, for the purpose of:*
2. *Placing or holding such person(s), whether for pay or not, in forced labor or slavery-like practices, in a community other than the one in which such person lived at the time of the original act described in I” (ADB, 2003 : 12).*

Selon la Banque de développement asiatique (*ibid.*: 11), les caractéristiques clés de la traite sont :

- a) L’existence de la demande pour du travail où il est facile de maintenir des personnes dans des conditions d’exploitation et de violation des droits humains et des normes du travail. Par exemple, le travail sexuel, le travail pour servitudes dans le milieu industriel ou agricole, le travail domestique ou celui relié aux activités de cirques, de courses de chameaux ou encore la quête d’argent, permettent de maintenir plus facilement les personnes en état d’exploitation;
- b) Le recrutement et des conditions de travail qui sont caractérisés par la contrainte, le manque de consentement et l’incapacité pour la victime de faire des choix quant à cet emploi une fois que le processus de la traite est mis en branle;
- c) La traite implique le mouvement et fait partie d’une expérience migratoire; la victime déménage d’un endroit à un autre;
- d) Le facteur temps est important. Le processus de la traite a un début différent de la fin avec plusieurs implications tant pour la victime que pour le trafiquant. Le mal peut être moins grand si la victime est retirée au début du processus que si elle l’est à la fin;
- e) Les tiers ou les parties qui profitent de la traite : il s’agit de tous ceux qui bénéficient de la traite d’une personne, du lieu d’origine jusqu’au lieu de destination.

De plus, la traite ne doit pas être confondue avec le « trafic illicite de migrants », lequel est défini par le *Protocole contre le trafic illicite de migrants par terre, air et mer, additionnel à la convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale* à l’article 3 a) comme étant « *le fait d’assurer, afin d’en tirer, directement ou indirectement, un*

avantage financier ou un autre avantage matériel, l'entrée illégale dans un État Partie d'une personne qui n'est ni un ressortissant, ni un résident permanent de cet État ». Or, la traite et le trafic sont similaires du fait que les délinquants transportent des êtres humains dans le but d'en tirer un avantage financier. Il y a par contre trois différences majeures entre ces deux phénomènes. La première différence concerne le consentement : les personnes qui sont trafiquées ont le désir de migrer et veulent changer de pays; pour les victimes de la traite, il n'y a pas de consentement, elles sont contraintes à l'exploitation. La deuxième différence concerne l'exploitation : le trafic cesse dès l'arrivée du migrant à destination alors que pour la traite, l'exploitation de la victime continue quand le transport est terminé. La troisième différence est le caractère transnational des infractions : le trafic est toujours transnational alors que la traite ne l'est pas nécessairement, elle peut se faire à l'intérieur d'un État (UNODC, 2006b : 17).

1.2.2 Pertinence de la géographie sur la traite

Une étude géographique sur le phénomène de la traite des femmes en Asie du Sud est innovatrice puisque peu de géographes se sont intéressés à ce jour à ce phénomène. Lorsque les géographes abordent la traite, ils le font de façon très brève et sans aller en profondeur, sauf pour Laura Agustín qui a écrit plusieurs textes sur le sujet, dont « *The Disappearing of a Migration Category : Migrants Who Sell Sex* » (2006 : 40) dans lequel elle prétend, entre autres, qu'il s'agit de polémique lorsque certaines féministes parlent de chiffres alarmants quant à la traite des femmes et que cela contribue à stigmatiser les femmes migrantes. Elle semble toutefois généraliser le phénomène de la traite ou de l'industrie du sexe qui se produit en Europe avec ce qui se passe sur tout le globe. Or, notre étude permettra de mieux comprendre au niveau géographique les conditions qui contribuent à la traite dans une région spécifique du monde qu'est l'Asie du Sud.

Le phénomène de la traite relève de la géographie des populations, et plus particulièrement de la géographie des migrations, incluant les questions de migrations forcées et de flux migratoires. La géographie féministe tient aussi une place de choix puisque la traite interpelle le rôle des femmes dans l'espace de même que la division sexuée du travail.

De plus, les recherches féministes sur les migrations en géographie nous permettent d'étudier les relations de pouvoir impliquées dans les changements migratoires depuis la mondialisation telle qu'on la connaît depuis le début des années 1990 et d'expliquer les dynamiques de féminisation des flux migratoires internes et externes (Silvey, 2004 : 490). Finalement, elles aident à comprendre la construction et la façon dont fonctionnent les différentes échelles incluant le foyer, les échelles locale, nationale, suprarégionale et globale. Selon Paul Boyle (2002 : 539), la géographie permet en finale de mieux comprendre le rôle des femmes dans le modèle de mobilité des populations.

La traite des femmes s'inscrit, à notre avis, dans les géographies inégales de mobilité, d'exclusion et de déplacements. Les recherches géographiques sur le genre et sur les migrations peuvent questionner comment les relations de genre en interaction avec les relations interethniques, les classes sociales et autres différences se développent à travers les mobilités spatiales en Asie du Sud pour en arriver au phénomène de la traite des femmes (Silvey, 2006 : 65). C'est ainsi qu'un regard géographique sur la traite des femmes permet d'aborder ce phénomène en tenant compte : (1) des femmes dans le contexte de la migration, (2) des flux migratoires mais aussi (3) des échelles impliquées. Nous croyons en effet obtenir une figure plus complète du phénomène en observant le phénomène à différentes échelles. Par exemple, s'attarder aux niveaux local et régional permet de saisir comment est analysé le phénomène de la traite à l'échelle d'une ville comme Kolkata et d'un État indien comme le Bengale occidental. L'échelle nationale permet de son côté de mieux comprendre comment les différents États interviennent au niveau national pour lutter contre la traite. Ces différentes échelles seront abordées plus en détail dans les deuxième et troisième chapitres. Mais avant tout, il importe de dresser un portrait de la traite à l'échelle internationale et de voir brièvement les mesures retenues à ce jour par des organismes mondiaux pour lutter contre ce problème.

1.2.3 La traite à l'échelle internationale

La traite en soi n'est pas un phénomène nouveau. Ce qui change, c'est que cette activité est de plus en plus intégrée dans des activités criminelles transnationales et s'ajuste à

la structure économique mondiale⁵. L'industrie du sexe, par exemple, est une des entreprises mondiales illégales qui croît le plus rapidement après le commerce de la drogue et celui des armes; il génère un bénéfice annuel de plusieurs milliards de dollars (UNFPA, 2006 : 44). Selon diverses études, on estime qu'à travers le monde, il y avait en 2003 entre 500 000 et 4 millions de femmes et enfants victimes de la traite⁶. Il faut rappeler cependant que les statistiques ne peuvent être qu'approximatives, la nature clandestine du phénomène rendant impossible la collecte de données précises (*ibid.*). Qui plus est, les données disponibles sont inconsistantes et sous-estimeraient le nombre de victimes (ADB, 2003 : 22-25). Masud Ali (2005: 154) signale, par exemple, que les données chiffrées relatives à la traite englobent un amalgame d'informations provenant de différentes sources, recueillies de différentes manières, à différents moments et utilisant différentes définitions. Plusieurs conviennent toutefois que les dimensions et la variété des formes de traite sont devenues alarmantes. Dans certains États du monde, la traite se fait surtout à l'intérieur même d'un pays alors que dans d'autres régions, la traite des personnes est surtout un phénomène transnational : les victimes proviennent surtout de certains États alors que d'autres États sont reconnus pour recevoir les victimes.

Il faut noter par ailleurs que le Protocole des Nations Unies en matière de traite s'applique seulement pour la traite transfrontalière. Pour les Nations Unies, la structure de la traite se fait à l'aide de trois éléments : les États d'origine, les États de transit et les États de destination (UNODC, 2006a : 75). Les premiers regroupent les lieux où se font le recrutement et l'exportation. Les principaux pays d'origine sont ceux de l'ex-URSS et de l'Asie, incluant l'Asie du Sud, tel qu'en fait foi la figure 1.1⁷. Les pays d'Amérique du Sud

⁵ Source : Coalition contre la traite des femmes.
<http://action.web.ca/home/catw/readingroom.shtml?x=16043>. Consulté le 20 novembre 2009.

⁶ Source: UNESCO Trafficking Statistics Project. 2004.
http://www.unescobkk.org/fileadmin/user_upload/culture/Trafficking/project/Graph_Worldwide_Sept_2004.pdf. Consulté le 20 novembre 2009.

⁷ Pour dresser les tableaux, les Nations Unies ont fait une étude qui tient compte du degré de dénonciation par les différents acteurs de la présence de traite, soit comme pays d'origine, de transit ou de destination. Pour plus de détails, voir à cet effet UNODC (2006). *Trafficking in Persons : Global Patterns*.

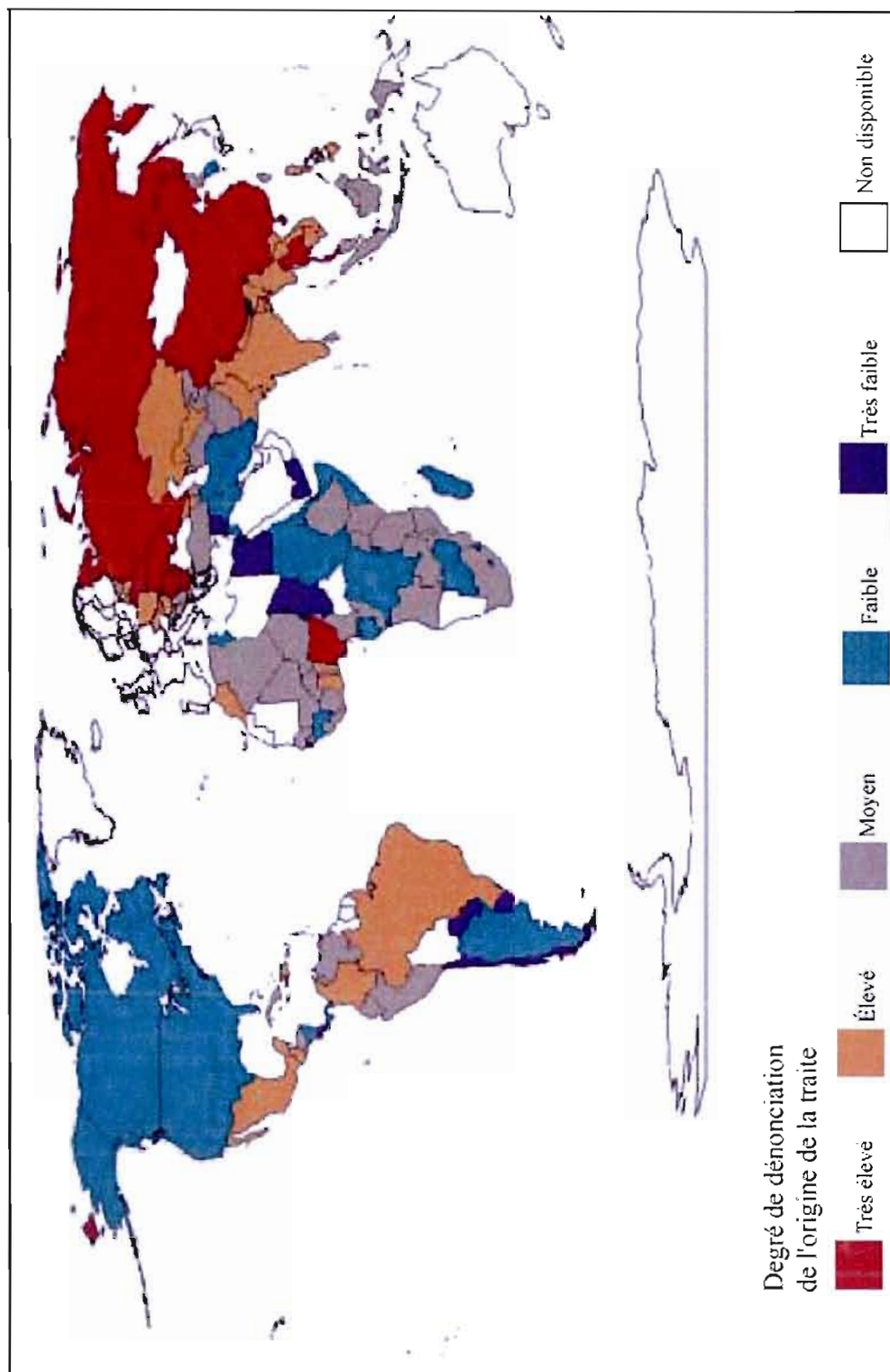
sont aussi des pays d'origine importants. Les États de transit sont ceux principalement où le transport s'effectue; ils se retrouvent sur la route, entre les pays d'origine et les pays de destination. Les États de transit se retrouvent surtout en Europe et en Asie du Sud-Est (voir la figure 1.2). Les États de destination sont les pays d'accueil et d'exploitation. Les principaux pays de destination se retrouvent en Amérique du Nord, en Europe, en Asie, en Océanie et dans les pays du Golfe, tel que le démontre la figure 1.3.

La plupart des auteurs considèrent que la traite des femmes et des enfants est intimement liée au phénomène de la mondialisation; c'est le cas notamment de Jean D'Cunha de l'organisme Unifem (1999 : 1), de Mona Domosh et Joni Seager (2001 : 136) et du sociologue Richard Poulin (2005 : 38). De l'avis toutefois de certains analystes, d'autres facteurs, outre la mondialisation proprement dite, interviennent également. Par exemple, l'historienne Malka Markovich (2006 : 449), une consultante internationale sur la traite des femmes et la prostitution et dirigeante de la *Coalition contre la traite des femmes en Europe* (CATW), affirme que l'ampleur de la traite tire son existence de la persistance des inégalités entre les hommes et les femmes, les discriminations sexistes et la corruption. Lillian S. Robinson (2002 : 55) mentionne de son côté que les femmes pauvres du globe n'ont pas le choix de migrer dans les pays plus riches et c'est ainsi qu'elles se retrouvent, trompées, dans l'industrie du sexe. De façon plus générale, Rachel Silvey (2004 : 490) écrit que les modèles de migration et les façons de procéder des migrations des femmes ont changé avec la globalisation de l'économie qui a suivi 1989. Jacqueline Oxman-Martinez et Jill Hanley (2007 : 2) écrivent pour leur part que la féminisation de la migration est l'une des conséquences structurelles de la mondialisation de l'économie, alors que le géographe Graeme Hugo (2007 : 83) affirme que les femmes deviennent plus vulnérables à l'exploitation au moment de migrer.

1.2.4 Les mesures de lutte adoptées au fil du temps

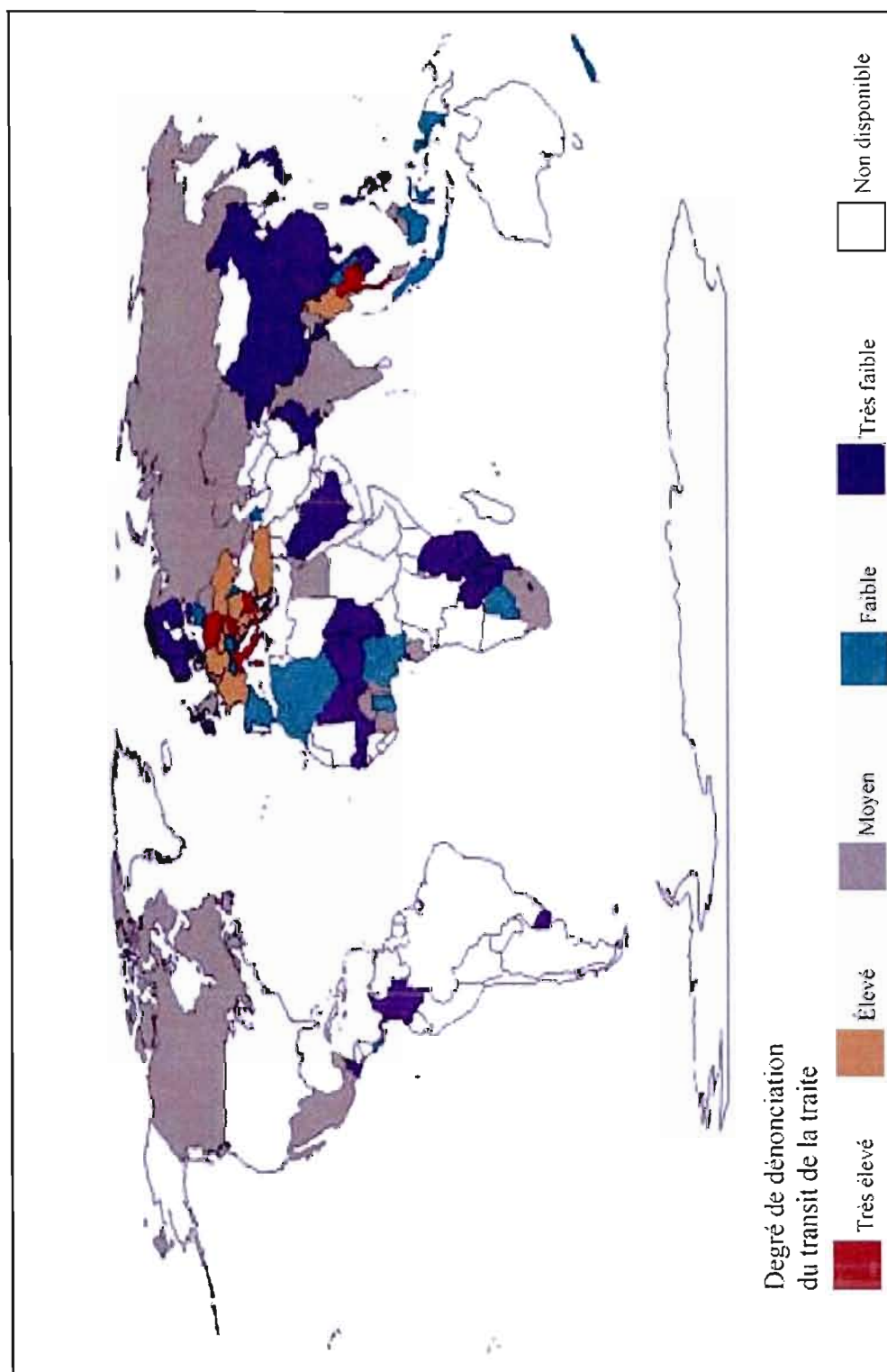
Plusieurs ententes ont été conclues au fil des ans pour lutter contre la traite, en particulier depuis 1949. Selon Ockrent (2006 : 453), le phénomène de la traite a commencé avec la « traite des Blanches » pour alimenter les maisons closes des colonies sur tous les continents, de Bombay à Buenos Aires. On faisait venir des femmes d'Europe puisque la

Figure 1.1 Pays d'origine de la traite, selon le degré de dénonciation



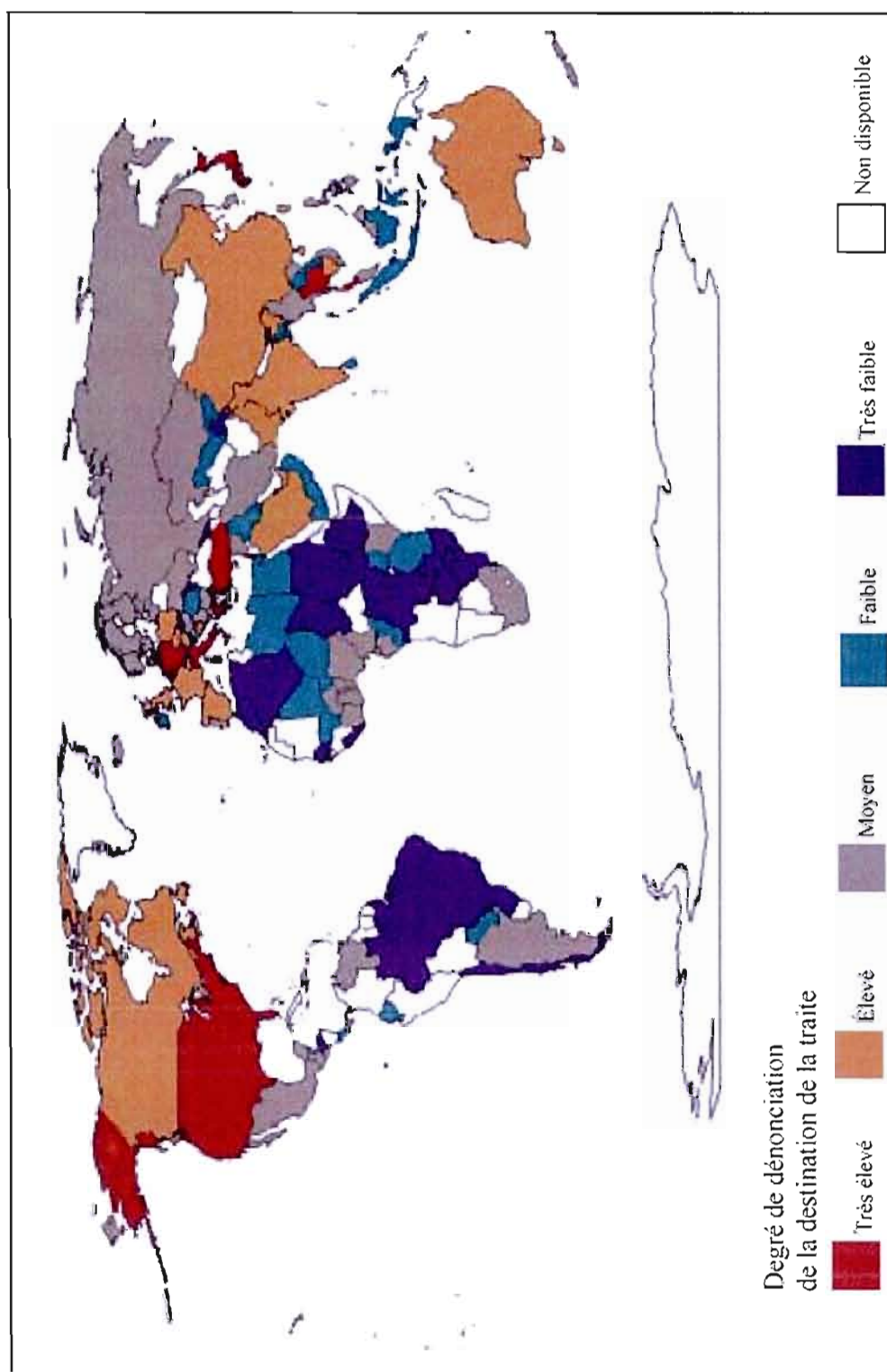
Source: UNODC (2006) « Trafficking in Persons: Global patterns ».

Figure 1.2 Pays de transit de la traite, selon le degré de dénonciation



Source: UNODC (2006) « Trafficking in Persons: Global patterns ».

Figure 1.3 Pays de destination de la traite, selon le degré de dénonciation



Source: UNODC (2006) « Trafficking in Persons: Global patterns ».

peau blanche était plus cotée sur le marché sexuel (*ibid.*). Les proies des trafiquants furent alors celles qui étaient les plus vulnérables, soit les femmes ayant une situation économique difficile. Il y avait les Irlandaises qui croyaient partir pour le Nouveau Monde, des femmes juives de l'empire austro-hongrois ayant fui les persécutions et des travailleuses du sexe vendues par leurs proxénètes à l'intérieur de l'Europe, punies pour mauvaise conduite et envoyées vers les terres plus lointaines (*ibid.*). C'est ainsi que l'on voit survenir à Paris, en 1904, la première entente internationale pour supprimer la « traite » (*ibid.*: 455), terme qui faisait alors référence au déplacement des femmes pour des fins immorales, c'est-à-dire la prostitution.

En 1949, la *Convention pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui* voit le jour. Selon la Coalition contre la traite des femmes (CATW), cette convention fait en sorte que la traite et la prostitution sont incompatibles avec la dignité et la valeur de la personne humaine⁸. Cette convention veille également sur la traite tant nationale que transnationale (Ockrent, 2006 : 456). Aucun pays d'Asie du Sud n'a ratifié cette convention (Pattanaik, 2006 : 17). En 1981, la *Convention sur l'élimination de toutes formes de discrimination contre les femmes* est signée par la majorité des États membres des Nations Unies; cette convention prévoit entre autres que les États doivent prendre toutes les mesures appropriées, y compris législatives, pour éliminer sous toutes leurs formes, la traite et l'exploitation des femmes⁹. Il y a aussi une volonté de protéger les enfants au moyen d'un nouvel instrument international : la *Convention relative aux droits des enfants* de 1989, laquelle interdit la traite et la prostitution des enfants ainsi que toute forme d'exploitation sexuelle (Ockrent, 2006 : 462). Il faut noter que durant les années 1980, les groupes en faveur de la légalisation de la prostitution se développent tout comme le Front anti-prostitution (*ibid.*: 461), ce qui complexifie la façon de lutter contre la traite. C'est ainsi qu'en 1988, la Coalition contre la traite des femmes voit le jour (CATW)¹⁰, laquelle s'affiche contre la légalisation de la prostitution. En 1994, est fondée l'Alliance

⁸ Source : <http://action.web.ca/home/catw/readingroom.shtml?x=16043>. Consulté le 11 mai 2009.

⁹ Source : (*ibid.*). Consulté le 11 mai 2009.

¹⁰ Voir le site Internet du CATW : <http://www.catwinternational.org/index.php>. Consulté le 11 mai 2009.

globale contre la traite des femmes (GAATW)¹¹ qui penche plutôt en faveur de la légalisation de la prostitution. Depuis la fin de l'année 2000, les mesures retenues pour lutter contre la traite proviennent principalement du *Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants*, additionnel à la *Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée* dont l'objectif, comme l'indique son titre, est de prévenir et combattre cette infraction et de favoriser la coopération internationale dans ce domaine¹². Nous reviendrons sur les mesures retenues dans les dernières années à différentes échelles et verrons ce qu'en pensent les acteurs rencontrés sur le terrain.

1.3 Objectifs et hypothèses

On peut voir ainsi que, à l'échelle internationale à tout le moins, il existe plusieurs conventions ayant pour but d'éliminer la traite des personnes. La question se pose donc : comment expliquer qu'en 2010, le phénomène de la traite persiste, notamment celle des femmes et des filles, en particulier dans certaines régions du monde tel le sous-continent indien? L'objectif principal est alors de comprendre les raisons qui font en sorte que certaines personnes se retrouvent dans des espaces de traite alors que la mondialisation permet la mobilité spatiale accrue d'un grand nombre d'individus. Notre hypothèse principale repose sur le fait que les femmes et les filles de milieux pauvres et souvent ruraux ont une citoyenneté qui est inachevée puisqu'elles sont peu en mesure de faire valoir leurs droits tant civils, politiques que sociaux. Lorsqu'elles migrent, elles perdent davantage leur citoyenneté en devenant redevables à l'agent qui les a conduites au lieu de destination ou à leur employeur et ce, d'autant plus qu'elles sont rarement les bienvenues à retourner vivre dans leur communauté d'origine dans le cas où elles arriveraient à se sortir de l'espace de traite. Puis, la gouvernance en matière de lutte contre la traite est déficitaire, de sorte qu'il est difficile de protéger adéquatement les femmes et les filles lorsque celles-ci se déplacent. En effet, les mesures de lutte mises en place jusqu'à ce jour ne ciblent pas suffisamment les

¹¹ Voir le site Internet du GAATW : <http://www.gaatw.org/>. Consulté le 11 mai 2009.

¹² Voir le site Internet du Protocole : http://untreaty.un.org/French/TreatyEvent2002/CTOC_Prot1_9.htm. Consulté le 11 mai 2009.

causes primaires de la traite. De plus, les politiques migratoires des pays les plus riches favorisent seulement les immigrants scolarisés qui ont les moyens financiers pour assumer les frais reliés au processus migratoire, ou ceux qui ont de la famille à l'extérieur de leur pays. Il en résulte que la mobilité spatiale des femmes les plus vulnérables dans les régions les plus pauvres est restreinte, et qu'elles sont plus à risque de se retrouver dans des espaces de traite puisqu'elles ne sont pas en contrôle du processus de mobilité.

Trois objectifs secondaires découlent tout naturellement de notre hypothèse centrale. Le premier est de comprendre pourquoi le Bengale occidental est un lieu important de la traite des femmes et des filles. L'hypothèse à cet égard est que cet État indien, doté d'un bon réseau de transport, est situé aux frontières du Bangladesh, du Népal et de certains États indiens comprenant de grandes populations tribales. Ainsi, les itinéraires empruntés par les trafiquants passent régulièrement par le Bengale occidental et par Kolkata, la plus grande ville de la région, faisant de cet endroit un lieu à la fois de transit et de destination. Le deuxième objectif secondaire concerne les caractéristiques des femmes sud-asiatiques qui se retrouvent dans les espaces de traite. Ici, nous partons de l'hypothèse que ces femmes détiennent une citoyenneté inachevée marquée par a) leur situation économique, incluant la pauvreté et le manque de scolarité, voire l'analphabétisme; b) leur statut juridique et culturel empreint de discrimination; c) l'impossibilité de participer à l'immigration internationale volontaire, laquelle privilégie les migrants scolarisés ou qualifiés. Le troisième objectif secondaire est de porter un regard critique sur la gouvernance en matière de lutte à la traite. Tel que signalé précédemment, plusieurs conventions ont été adoptées à l'échelle internationale et nombre d'États ont également légiféré en matière de traite des personnes; en outre, plusieurs ONG travaillent très fort dans ce domaine. Cependant, notre hypothèse est que tous ces efforts n'ont pas donné les résultats escomptés en raison du manque d'intérêt de la part des gouvernements ainsi que de la communauté internationale, l'absence de coordination entre les divers acteurs impliqués et, surtout, les buts visés par les différents intervenants, lesquels s'attardent davantage aux conséquences de la traite qu'à ses causes. Dans la sous-section suivante, nous décrivons donc la méthodologie retenue pour atteindre nos objectifs et pour confirmer ou infirmer nos hypothèses.

1.4 Méthodologie

Nous avons choisi le Bengale occidental comme terrain d'étude parce qu'une recherche préliminaire sur la traite a révélé que l'Inde est un important pays d'accueil, de transit et de destination. Notre attention s'est portée plus particulièrement sur Kolkata et le Bengale occidental car cet État abrite de nombreuses organisations qui œuvrent de façon assidue et originale contre ce problème. Il faut dire que nous avons déjà un intérêt pour la situation des femmes sud-asiatiques : étant avocate, nous avons représenté certaines d'entre elles qui fréquentent le Centre communautaire des femmes sud-asiatiques de Montréal pendant quelques années. Nous avons ainsi été sensibilisée aux problèmes vécus par ces femmes migrantes, incluant la discrimination en fonction du genre à laquelle certaines doivent faire face.

1.4.1 La recherche documentaire

Pour mener à bien ce projet de maîtrise, nous avons commencé par une recherche documentaire sur la mobilité spatiale et sur le phénomène de la traite. Nous avons scruté les travaux en géographie, mais aussi ceux réalisés dans d'autres sciences sociales, notamment la sociologie et les sciences politiques et juridiques. Outre la recension des écrits académiques, nous avons examiné également ce qu'il convient d'appeler la littérature officielle, c'est-à-dire les ententes et protocoles internationaux, les politiques migratoires et certaines lois.

1.4.2 La préparation du terrain

Dans un deuxième temps, nous avons établi, à l'aide d'une recherche Internet, une liste des différents acteurs impliqués directement ou indirectement dans la lutte à la traite dans la région du Bengale occidental. Cette étape consistait à identifier le plus précisément possible les organismes et les intervenants qui pourraient être rencontrés lors de notre séjour sur le terrain. Nous avons repéré ainsi cinq organisations internationales, quatre organes du gouvernement national indien, trois organismes relevant de l'État du Bengale occidental, quatre centres de recherche et quatorze ONG. Le tableau 1.1 indique que ces divers organismes ne sont pas tous basés dans le Bengale occidental, et ils n'ont pas tous pour mission principale la lutte à la traite des femmes et des filles. En raison cependant de leurs

mandats respectifs, les acteurs identifiés sont tous actifs, d'une manière quelconque, dans notre terrain d'étude ainsi que dans le dossier de la traite.

Par la suite, nous sommes entrée en contact avec le *Mahanirban Calcutta Research Group*, lequel a subséquemment accepté de nous accueillir sur place et de nous fournir un espace de travail. Du fait qu'il rassemble des chercheurs qui s'intéressent notamment aux migrations forcées et à la condition des femmes en Asie du Sud, ce centre de recherche nous semblait en effet tout indiqué pour amorcer notre travail sur le terrain. Il importe d'ajouter, enfin, que durant toute cette période préparatoire, nous avons rencontré des membres du Centre communautaire des femmes sud-asiatiques de Montréal ainsi qu'une chercheuse montréalaise spécialisée sur la condition des femmes en Inde. Ces échanges ont permis de recueillir des informations variées, à la fois sur le phénomène de la traite et sur la culture et la condition féminine en Inde.

1.4.3 La recherche sur le terrain

Nous avons opté pour une recherche qualitative car nous voulions comprendre pourquoi la traite persiste et comment elle s'actualise. Ce sujet se prête mal de toute façon aux enquêtes quantitatives, comme l'ont démontré les données chiffrées bigarrées sur le nombre de victimes que nous avons présentées précédemment. Pour atteindre nos objectifs, il nous paraissait par ailleurs incontournable de rencontrer et d'échanger de vive voix avec les personnes qui sont engagées dans la lutte contre la traite. De plus, nous voulions comprendre comment la gouvernance est établie dans la région du Bengale occidental. Or si l'Internet nous avait fourni des informations à ce sujet, une recherche-terrain s'avérait nécessaire à nos yeux afin de confronter la réalité à ce qui est annoncé dans le cyber espace. Une recherche sur le terrain était aussi une opportunité d'amasser la documentation non disponible sur Internet. Cette recherche sur le terrain a été rendue possible grâce à l'obtention d'une bourse « Étudiants pour le développement », financée par l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et gérée par l'Association des Universités et Collèges du Canada

Tableau 1.1

Liste des intervenants impliqués directement ou indirectement dans la lutte à la traite dans le Bengale occidental, été 2008

Intervenant	Mission principale	Base géographique et adresse Internet
<u>Organisations Internationales</u>		
ILO	Protection sociale, emploi, genre, migration pour le travail et travail forcé (traite des humains)	Delhi http://www.ilo.org/public/english/region/asro/newdelhi
IOM	Entre autres : respect de la dignité humaine et du bien-être des migrants	Hyderabad http://www.iomindia.in/default.html
Unicef	Protection des enfants, développement, éducation	Kolkata www.unicef.org
Unifem Asie du Sud	Réduction de la pauvreté et de l'exclusion des femmes par le respect de leurs droits et leur sécurité	Delhi www.unifem.org.in
UNODC Asie du Sud	Contrôle de drogue et lutte à la traite des humains et support aux victimes	Delhi http://www.unodc.org/southasia/
<u>Organes du gouvernement national indien</u>		
Ministry of Home Affairs	Entre autres : Sécurité interne et gestion des frontières	Delhi http://www.mha.nic.in/
Ministry of Labour and Employment	Entre autres : Travail des femmes et des enfants, sécurité sociale et secteurs informels	Delhi http://labour.nic.in/
Ministry of Women and Child Development	Entre autres : Élaborer des plans, politiques et législation pour les femmes et prévenir la traite	Delhi http://wcd.nic.in/
National Commission for Women	Entre autres : Aviser le gouvernement des politiques qui affectent les femmes	Delhi http://ncw.nic.in/

Organes de l'État du Bengale occidental

AHTU	Lutter contre la traite au Bengale occidental	Kolkata http://www.unodc.org/india/ahtu_wb_200308.html
Police	Entre autres : Prévenir le crime et maintenir l'ordre public	Kolkata http://www.kolkatapolice.gov.in/
West Bengal Commission For Women	Entre autres : Aviser le gouvernement sur les politiques qui affectent les femmes	Kolkata http://www.wbcw.org/
Women and Child Social Development and Welfare	Entre autres: Sensibiliser la population sur la discrimination envers les femmes	Kolkata http://wbcs.gov.in/

Centres de recherche

Asian Centre for Human Rights	Promouvoir les droits humains	Delhi www.achrweb.org
Center for Feminist Legal Research	Analyser le rôle de la loi dans la vie des femmes;	Delhi http://www.cflr.org/
Center for Social Research	Restructurer les relations de genre à travers la recherche et prévenir la traite et la violence contre les femmes	Delhi www.csrindia.org/
Mahanirban Calcutta Research Group	Réunir les chercheurs et activistes sur les sujets de migrations forcées, justice, relations de genre	Kolkata http://www.mcrs.ac.in/

ONG

All Bengal Women's Union	Lutter pour l'abolition de la traite au Bengale occidental	Kolkata www.abwu.org
BhorukaPublic Welfare Trust	Procurer des services de santé à la société, programme contre la traite et programme d'intervention auprès des camionneurs	Kolkata et ailleurs dans le Bengale occidental et en Inde www.bpwt.org
Centre d'accueil pour filles	Accueillir les filles de moins de 18 ans qui n'ont pas de toit	Kolkata

Cini-Asha	Améliorer la qualité de vie des enfants vulnérables	Kolkata et ailleurs dans le Bengale occidental http://www.ashanet.org/la/Projects/Cini-asha/
Durbar	Lutter pour la reconnaissance du travail du sexe en tant que travail, supporter les femmes dans le travail du sexe	Kolkata et ailleurs dans le Bengale occidental www.durbar.org
Economic Rural Development Society	Aider au développement des villages et implanter des activités sociales et de prévention de la traite	Kolkata et ailleurs dans le Bengale occidental www.erds.org
Jabala	Organisation pour les droits humains pour enfants : éducation, santé, anti-traite	Kolkata et ailleurs dans le Bengale occidental www.jabala.org
Liberal Association for Movement of People	Aider les personnes les plus vulnérables à améliorer leur environnement	Kolkata http://www.lamp-ngo-india.org/Women's%20empowerment/Appeal.htm
Maitri	Aider les femmes à acquérir l'autonomie	Asie du Sud http://www.maitri.org/index.html
Samaritans	Réduire la pauvreté, promouvoir l'éducation pour les personnes ayant des problèmes de drogue et programme contre la traite	Kolkata http://ncdap.nisd.gov.in/calcuttasamaritans.php
Sanlaap	Lutter contre la traite, groupe de support pour les femmes dans la prostitution et refuges pour les filles	Kolkata et ailleurs dans le Bengale occidental et en Inde www.sanlaapindia.org
Socio-Legal Aid Research Training Center	Offrir des services juridiques aux femmes et aux enfants, programme sur les problèmes liés au genre et sur la traite des enfants	Kolkata et ailleurs dans le Bengale occidental www.slartc.org
Swayam	Réduire la violence contre les femmes	Kolkata http://www.swayam.info/
Women Interlink Foundation	Intervenir pour le bien-être des femmes, contre la violence et la traite	Kolkata www.womeninterlinkfoundation.com

(AUCC). Cela nous a permis de séjourner en Inde pendant plus de quatre mois, soit du 8 août au 17 décembre 2008. Les premières semaines se sont passées au centre de recherche à Kolkata, où nous nous sommes attardée à créer un réseau de contacts afin d'effectuer les entrevues. Bien que nous soyons demeurée principalement à Kolkata durant tout le séjour, nous avons pu réaliser des entrevues dans les districts suivants du Bengale occidental : Darjeeling, Jalpaiguri, Malda, North 24 Paraganas et Haora¹³. Nous sommes aussi allée à Delhi pour compléter quatre entrevues, et nous avons passé quelques jours à Kathmandu, au Népal, pour interviewer le représentant d'un groupe local luttant contre la traite et pour rencontrer le porte-parole d'une autre organisation internationale qui a rédigé des textes sur le sujet.

Au total, nous avons effectué trente-cinq entrevues, dont treize avec des représentants d'ONG, trois avec des porte-parole d'organisations internationales, trois entrevues avec des chercheurs et quatre avec des employés de l'appareil administratif du Bengale occidental, soit avec un agent du ministère du Bien-être social, une représentante de la Commission des femmes, un procureur d'État et un enquêteur de police. Malgré de nombreuses tentatives, nous n'avons pu malheureusement rencontrer aucun employé ou porte-parole du gouvernement indien, ce qui, croyons-nous, reflète à la fois le caractère tabou de la traite et l'engagement mitigé du gouvernement central dans ce dossier (nous y reviendrons). En revanche, lors de nos passages en milieu rural, il a été possible d'interviewer le dirigeant d'un *panchayat*¹⁴, un sous-inspecteur de la police locale, les responsables de deux comités de vigilance¹⁵. En outre, deux ONG ont pris l'initiative d'organiser des rencontres fortuites avec des victimes de la traite et avec des parents de victimes, de même qu'avec un groupe d'adolescentes et un groupe de femmes. Nous avons pu réaliser ainsi huit entretiens

¹³ Voir la carte du Bengale occidental, figure 2.3.

¹⁴ Il s'agit de conseils de villages élus qui élisent eux-mêmes des représentants aux conseils administratifs supérieurs (Jaffrelot, 2006 : 428).

¹⁵ Les comités de vigilance ont pour but de lutter contre la traite et sont composés d'individus de la communauté locale, préférablement ceux et celles qui ont une certaine influence comme les enseignants, les membres du *panchayat*, des représentants des groupes communautaires. Ils sont formés par les ONG dans les communautés les plus vulnérables. Ces comités bénéficient d'une formation sur les problèmes liés à la traite et sur leur rôle en matière de prévention.

collectifs qui, bien qu'informels, ont considérablement enrichi notre compréhension du phénomène de la traite et de ses effets sur les victimes.

Par contraste aux entrevues de groupe susmentionnées, nos échanges avec tous les informateurs et informatrices ont pris la forme d'entretiens semi-directifs. Selon Mario Bédard (2008, 105), cette méthode laisse une ouverture à l'interviewé de structurer lui-même sa pensée mais l'oblige à focaliser sur des thèmes déterminés par le chercheur. Aussi avons-nous élaboré un questionnaire comprenant trente questions, semi-ouvertes pour la plupart. À la lecture de l'appendice A, on notera que les questions étaient réparties en cinq blocs. Le premier visait à mieux connaître l'interlocuteur et son organisation, alors que le deuxième portait sur les caractéristiques de la traite, le troisième sur les lieux d'origine et de destination des victimes et le quatrième sur le Bengale occidental plus spécifiquement. La dernière section du questionnaire était axée pour sa part sur les actions visant la lutte à la traite et la perception des répondantes et répondants quant à l'efficacité des mesures et mécanismes actuellement en place.

Il convient de signaler que les entretiens formels avec les ONG et les autres personnes-ressources ont duré une heure en moyenne. En guise de comparaison, la durée des huit entrevues informelles a varié, selon le nombre de participantes et participants, entre quinze minutes et une heure. Il faut préciser par ailleurs que les entrevues réalisées à Kolkata, à Delhi et à Kathmandu se sont toutes déroulées en anglais. Cependant, en milieu rural, où l'anglais est moins répandu, il a fallu recourir aux services d'un interprète. Celui-ci a pu être embauché grâce à la bourse de l'ACDI et a été recruté par le biais de nos contacts au *Calcutta Research Group*. Au finale, vingt entrevues se sont tenues en anglais, et quinze en bengali ou en népali¹⁶, y compris notamment les entretiens collectifs avec les victimes et les parents de victimes. Il est à noter que toutes les personnes rencontrées sont Indiennes.

Pour permettre aux interlocuteurs de s'exprimer librement, nous leur assurons d'emblée la confidentialité. Avant même de débiter l'entrevue, nous avons demandé à

¹⁶ Dans le nord du Bengale occidental, plusieurs personnes parlent le népali.

chaque répondante et répondant de signer un formulaire de consentement à cet effet (voir l'appendice B). Pour ceux et celles qui ne lisaient pas l'anglais, nous avons demandé à l'interprète de procéder à la traduction du formulaire, que les interlocuteurs ont ensuite signé, sauf dans les cas des analphabètes qui nous ont donné leur accord de façon verbale.

Il importe de mentionner que, nonobstant nos efforts à cet égard, certains informateurs se sont montrés craintifs. Par exemple, une interlocutrice a refusé d'être enregistrée de peur d'être citée et donc reconnue. De même, un répondant qui avait accepté initialement d'être enregistré a exigé à mi-chemin que l'on arrête l'appareil, car il voulait nous livrer des informations supplémentaires qu'il jugeait trop délicates¹⁷. Il faut ajouter que pour obtenir les entrevues, nous avons dû faire preuve de persévérance auprès de certaines organisations qui se sont montrées réticentes à nous rencontrer pour discuter d'un phénomène qui est tabou, en plus d'être illégal. Dans quelques cas, nous pensons que le fait d'être étrangère nous a rendu la tâche plus difficile.

Nous avons terminé notre séjour en sol indien par un cours intensif de deux semaines organisé par le *Calcutta Research Group* ayant pour thème les migrations forcées en Asie du Sud, incluant la traite des femmes. Cette activité regroupait environ vingt-cinq professionnels (travailleurs sociaux des Nations Unies et de la Commission des droits de la personne au Sri Lanka, avocats, chercheurs...) qui travaillent dans le domaine dans l'ensemble du sous-continent indien. Ce cours a sûrement contribué à l'enrichissement du présent mémoire par toutes les informations complémentaires qui y ont été recueillies.

1.4.4 Le traitement des données

Toutes les entrevues ont été transcrites en anglais par une Américaine mariée à un Indien qui vit à Kolkata depuis plus de dix ans. Elle est parfaitement bilingue, bengali-anglais, et comprend bien l'accent de la région. Elle nous a confirmé la conformité de la traduction pour les entrevues en bengali qui nous ont été traduites en anglais.

¹⁷ Dans trois autres cas, des problèmes techniques sont survenus qui ont fait en sorte que nous n'avons pu enregistrer l'entrevue en tout ou en partie.

Avant d'aller plus à fond, il faut toutefois mentionner trois éléments concernant notre recherche. Dans un premier temps, nous avions l'intention que notre recherche porte exclusivement sur la traite des femmes et d'exclure les filles de moins de 18 ans. En allant sur le terrain, nous avons constaté que cette distinction est impossible puisque les victimes semblent être très jeunes mais aussi, parce que cette distinction n'est pas faite clairement sur le terrain. Dans un deuxième temps, nous voulions vérifier si l'appartenance à une minorité ethnique ou à une caste inférieure avait une importance, ce que nous n'avons pu faire puisque les acteurs se réfèrent aux victimes plutôt par leur pauvreté économique et leur manque de scolarité. Dans un troisième temps, nous voulions nous attarder à la traite pour des fins d'exploitation sexuelle mais aussi pour des services reliés à d'autres formes d'exploitation et à l'esclavage. Or, sur le terrain, la plupart des acteurs rencontrés travaillent uniquement sur la traite pour des fins d'exploitation sexuelle. Nous croyons toutefois qu'une recherche qui porterait sur la traite pour d'autres formes d'exploitation permettrait d'enrichir les connaissances et de faire des distinctions qui ne sont pas faites à l'heure actuelle.

Pour procéder à l'analyse de contenu des entrevues, nous avons construit une grille d'analyse, laquelle était divisée en trois parties. La première partie porte sur la mobilité spatiale et plus particulièrement sur les raisons de la migration et sur les moyens utilisés par les victimes pour migrer. La deuxième partie porte sur les facteurs de vulnérabilité, incluant les caractéristiques des femmes et des filles de même que celles des lieux d'origine et de destination. La troisième partie analyse les mesures et les mécanismes de lutte, les liens entre les ONG et la perception des résultats obtenus par les interlocuteurs. Ainsi, nous avons été en mesure de rédiger le présent mémoire et de nous appuyer sur les propos de nos répondants. Nous verrons donc dans les prochains chapitres que le terrain contribue à mieux connaître les concepts de citoyenneté inachevée et de gouvernance liés à la traite des femmes et des filles et ainsi, en évaluer la portée.

CHAPITRE II

LA TRAITE DES FEMMES ET DES FILLES : UNE CONSÉQUENCE DE LA CITOYENNETÉ INACHEVÉE

Afin de mieux comprendre la traite des femmes et des filles en Asie du Sud, nous commencerons par décrire cette région du monde, en particulier l'Inde et le Bengale occidental. Ensuite, nous verrons comment s'opère la traite des humains dans le Bengale occidental. Pour ce faire, nous verrons les origines de la traite et les caractéristiques qui lui sont propres dans la région à l'étude. Puis, nous aborderons les causes de la traite, en mettant l'accent sur les facteurs qui font en sorte que les femmes et les filles y sont particulièrement vulnérables. Cela nous amènera au concept de citoyenneté inachevée, lequel s'appuie sur l'idée que des femmes et des filles, bien que citoyennes d'un État sur le plan légal, ne peuvent en réalité faire valoir leurs droits civils, politiques et sociaux et ne peuvent recourir aux institutions qui protègent ces droits puisque les facteurs de vulnérabilité les en empêchent.

2.1 L'Asie du Sud et l'Inde

Une description de l'Asie du Sud s'avère nécessaire comme point de départ si on veut comprendre les mouvements de population dans cette région du monde. Ce sous-continent est constitué de sept pays : le Bangladesh, le Bhoutan, l'Inde, les Maldives, le Népal, le Pakistan et le Sri Lanka (Figure 2.1). L'Inde partage 4 053 km de frontières avec le Bangladesh, 1 463 km avec le Myanmar (Birmanie), 3 380 km avec la Chine, 605 km avec le Bhoutan, 1 690 km avec le Népal et 2 912 km avec le Pakistan¹⁸. Certains de ces États connaissent des crises importantes. Le Cachemire, par exemple, est un territoire en guerre,

¹⁸ Source : <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/in.html>. Consulté le 15 octobre 2009.

alors que le Népal a connu l'insurrection maoïste; il y a aussi le mouvement « People's War Army » qui s'étend de l'Andra Pradesh au Bihar, et lequel entretient des liens avec d'autres mouvements armés dans le Nord-Est de l'Inde, au Cachemire, au Népal et au Bangladesh (Gonon, 2007 : 417).

Le sous-continent indien est aujourd'hui marqué par son poids démographique. En 2005, l'Asie du Sud comptait près de 1,6 milliard de personnes sur plus de 6,5 milliards d'habitants sur la terre (PNUD, 2007 : 246), ce qui représente près du quart de la population mondiale sur environ 2% des terres habitées (Gonon, 2007 : 407). L'Inde, avec une population de plus d'un milliard d'individus, est le deuxième pays le plus peuplé au monde après la Chine et compte une superficie de 3 287 240 kilomètres carrés¹⁹. La densité moyenne de population est de 325 habitants par kilomètre carré.

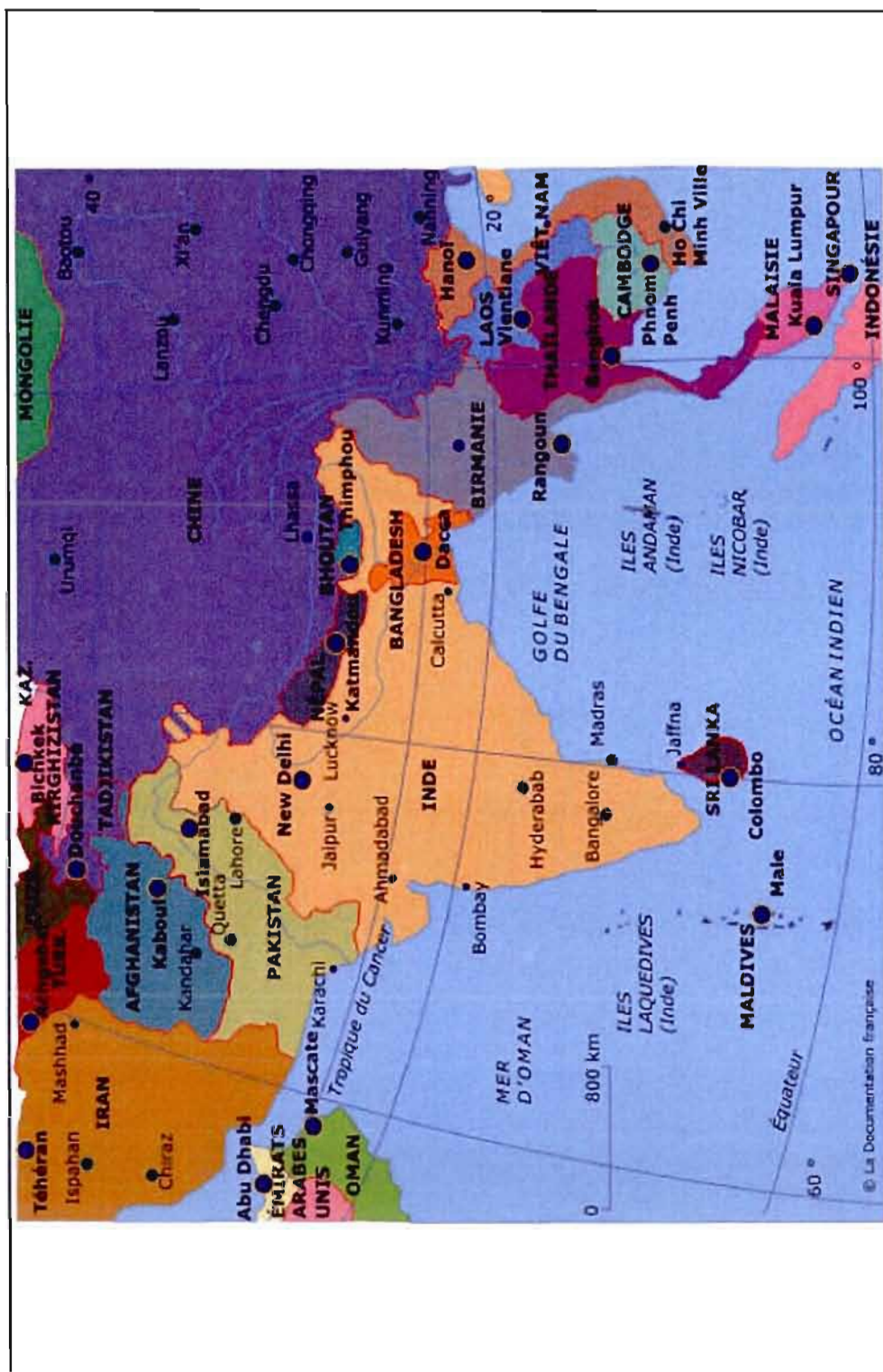
L'Asie du Sud est caractérisée par une grande richesse culturelle et historique. Plusieurs religions se chevauchent, telles que l'hindouisme, l'islam, le sikhisme, le jaïnisme, le bouddhisme et le christianisme (CIA, 2005). En Inde, plus de 80% de la population est hindoue, plus de 13% est musulmane et une proportion de moins de 3% chacune est chrétienne, sikhe, bouddhiste, jaïn et autres²⁰. Plus d'une vingtaine de langues sont officielles mais plusieurs dialectes sont également utilisés dans différentes tribus. L'un des principaux traits dominants du monde indien est le système de castes, hérité de la période védique²¹ (Gonon, 2007 : 403). La société est constituée de castes hiérarchiquement ordonnées selon un degré de pureté qui est congénitale. Ce système fait en sorte que les castes inférieures et les Intouchables ont des espaces réservés pour eux. Ces derniers sont les plus socialement et économiquement défavorisés de la société et sont des travailleurs forcés par excellence (Jaffrelot, 2006 : 508-524).

¹⁹ Source : http://censusindia.gov.in/Census_Data_2001/India_at_glance/area.aspx. Consulté le 15 octobre 2009.

²⁰ Source : http://censusindia.gov.in/Census_Data_2001/India_at_glance/religion.aspx. Consulté le 15 octobre 2009.

²¹ La période védique est la période de l'histoire de l'Inde où les textes hindouistes ont été composés, soit les quatre védas, sur une période d'environ un millénaire, de 1500 à 500 avant J.C. (Tardan-Maquelier, 1999 : 33).

Figure 2.1 Sous-continent indien (2004)



Source: Les dossiers en ligne de la Documentation française.

Une autre caractéristique majeure de l'Asie du Sud est sa ruralité. En 2005, la population urbaine s'élevait à seulement 11% au Bhoutan, à 15% au Népal, à 25% au Bangladesh, à 28% en Inde et à 35% au Pakistan (PNUD, 2007 : 245). À côté du monde rural se trouvent cependant de très grandes villes. Deux tiers des citoyens vivent dans des villes de plus de 100 000 habitants, le quart dans des centres de plus d'un million d'habitants, et 10% dans cinq mégapoles de plus de 10 millions d'habitants, soit Mumbai, Delhi, Kolkata, Karachi et Dacca (Gonon, 2007 : 408). À Delhi et à Mumbai, le quart de la population occupe des bidonvilles alors qu'à Karachi, c'est presque la moitié des résidents qui vivent dans des logements informels (*ibid.* : 409).

Selon Christophe Jaffrelot (2006 : 138), politologue et spécialiste de l'Asie du Sud, l'Inde s'ouvre à de nouvelles mesures de libéralisation des marchés et de l'économie depuis 1991. Ce pays a maintenant le vent dans les voiles au niveau économique : nouvelles élites dans les industries et les services, succès dans les investissements étrangers, essor dans la construction urbaine, augmentation des dépenses de consommation, etc. (*ibid.* : 163). La banque américaine Goldman Sachs affirme même que l'Inde occupera le troisième rang dans l'économie mondiale en 2050, après la Chine et les États-Unis²². La zone la plus développée est le quadrilatère formé par Delhi, Mumbai, Chennai et Kolkata, lequel concentre le pouvoir financier et la majorité du potentiel industriel du pays (Gonon, 2007 : 413). Ce développement économique a permis aux classes moyennes d'acquérir un niveau de vie similaire à celui qui prévaut en Europe. En parallèle, toutefois, on retrouve de nombreux paysans à statut précaire, des bidonvilles et des indicateurs sociaux d'une extrême faiblesse au niveau, entre autres, de l'éducation, de la mortalité infantile et de la sous-nutrition (Jaffrelot, 2006 : 163).

Il reste que la grande majorité des Sud-Asiatiques sont davantage engagés dans un processus de subsistance que dans une économie de marché. À titre indicatif, le *Rapport sur le développement humain* (PNUD, 2007-2008 : 239) signale que le pourcentage de la population qui vit avec moins d'un dollar par jour est de 5% au Sri Lanka, 17% au Pakistan,

²² Source : http://www.domain-b.com/economy/general/20080710_indian_incomes.html. Consulté le 9 novembre 2009.

24% au Népal, 34% en Inde et 41% au Bangladesh. Pour ce qui est de la population disposant de moins de deux dollars par jour, le taux s'élève à 41% au Sri Lanka, à 68% au Népal et à 80% en Inde. La sécurité alimentaire qui existait il y a une quarantaine d'années a d'ailleurs diminué, en partie à cause des réformes agraires inachevées qui ont laissé plusieurs paysans sans terre. Au Bangladesh, par exemple, 70% des habitants se partagent 29% des terres alors que 5% des propriétaires possèdent le quart des terres arables (Gonon, 2007 : 410). Dans l'ensemble de l'Asie du Sud, les écarts entre les plus riches et les plus démunis se manifestent du reste dans tous les secteurs économiques, et non seulement au niveau de la propriété foncière. Ainsi, selon le *Rapport sur le développement humain*, les 10% les plus riches des Sud-Asiatiques détiennent entre 26 et 41% de la part du PIB de leur pays, tandis que les 10% les plus pauvres en détiennent entre 2,6% et 4% (PNUD, 2007-2008 : 283).

Même si l'Inde éprouve toujours d'énormes défis en matière de développement, son essor économique au cours des dernières décennies a attiré un nombre sans cesse croissant d'immigrants provenant des pays voisins, notamment le Népal et le Bangladesh (Jaffrelot, 2006 : 403). Les ressortissants de ces deux pays suscitent par contre des réactions fort différentes. De fait, le Népal jouit d'une politique de frontière ouverte avec l'Inde et les migrants népalais, qui sont principalement hindous, sont en général assez bien accueillis. En 2001, il y avait probablement plus d'un demi-million de Népalais établis en Inde (*ibid.*); aujourd'hui, ce nombre est sûrement beaucoup plus élevé étant donné l'insurrection maoïste dans les campagnes népalaises. Les Népalais s'installent durablement dans des régions frontalières comme Darjeeling de même que dans les grandes villes où ils travaillent, par exemple, dans le gardiennage. L'arrivée des Bangladais, qui sont pour la plupart musulmans, soulève de son côté une vive polémique tant au sein de la classe politique que dans les médias indiens. Cela est dû en partie au caractère illégal ou irrégulier de plusieurs de ces déplacements et, surtout, au volume du flux migratoire. En 2003, par exemple, le ministère indien de l'Intérieur évaluait à 15 millions le nombre de Bangladais installés en Inde, ce qui serait un chiffre exagéré selon Jaffrelot (2006 : 404). Les ressortissants bangladais s'implantent surtout dans les États de l'Assam et du Bengale occidental, mais ils se dirigent aussi, de plus en plus, vers des grandes villes comme Mumbai et Delhi, où ils occupent les emplois au plus bas de l'échelle.

Selon Unifem (2005 : 4), l'Asie du Sud continue par ailleurs d'être l'endroit au monde où les indicateurs de violence envers les femmes sont les plus élevés, ce qui se reflète au premier chef dans les ratios hommes/femmes. À titre indicatif, en 2001, le ratio en Inde s'établissait à 1000 :933²³. Ajoutons que le déficit féminin est encore plus marqué chez les enfants, en particulier dans certaines régions de l'Inde tel le Punjab, où le ratio était de 1000:798 chez les enfants de sept ans et moins; dans un canton du Tamil Nadu, le ratio était de 550 fillettes pour 1000 garçons de moins de sept ans. Ces chiffres s'expliquent par un sex-ratio à la naissance qui est beaucoup plus bas que la norme biologique et par la surmortalité des filles durant leur enfance (Jaffrelot, 2006 : 395). L'on doit tenir compte également de comportements discriminatoires courants tels que les avortements sélectifs des fœtus féminins, l'infanticide des bébés de sexe féminin et les soins différenciés accordés aux enfants selon leur sexe (*ibid.* : 396). Il faut préciser que certaines régions ne sont pas trop affectées par ces pratiques alors qu'elles prennent des proportions importantes dans d'autres. Notons, finalement, que l'indice sexospécifique du développement humain, lequel permet d'établir le développement humain en fonction de l'espérance de vie, de l'éducation et du pouvoir d'achat, est moins élevé pour les femmes que pour les hommes, et ce, partout en Asie du Sud (figure 2.2. a). Il n'est donc pas étonnant de constater que le taux d'alphabétisation et les revenus du travail sont nettement inférieurs pour les femmes, comme le démontrent les figures 2.2. b) et 2.2. c).

²³ Source : http://censusindia.gov.in/Census_Data_2001/India_at_glance/fsex.aspx. Consulté le 15 octobre 2009.

Figure 2.2. a)

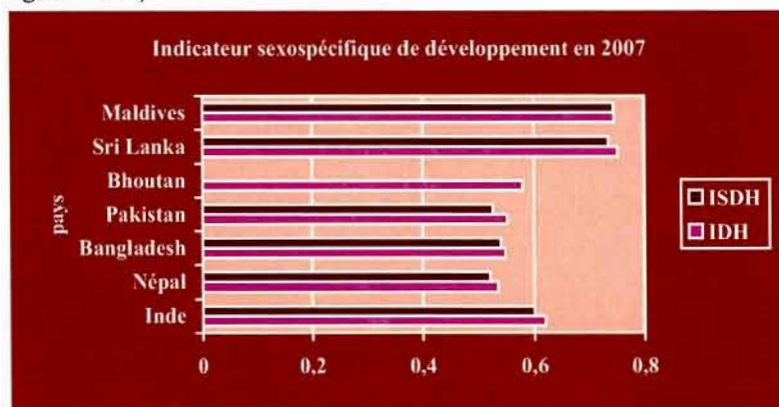


Figure 2.2. b)

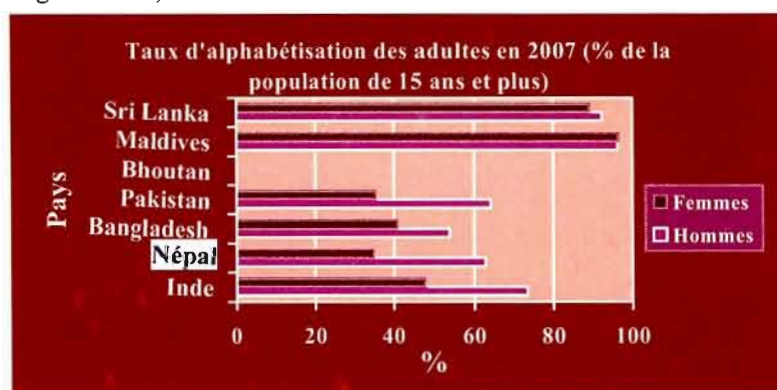
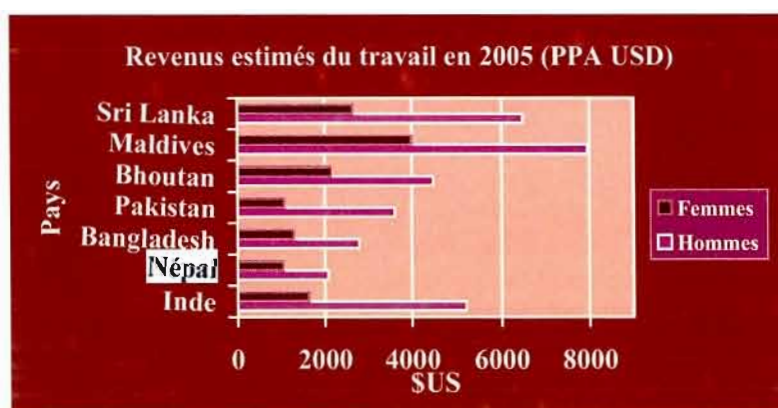


Figure 2.2. c)



Source : PNUD « Rapport sur le développement Humain » 2007/2008.

2.1.1 Le Bengale occidental

Voyons maintenant les caractéristiques de l'État à l'étude, soit le Bengale occidental. Celui-ci s'étend sur 88 752 kilomètres carrés, de l'Himalaya au nord jusqu'à la baie du Bengale au sud, et comprend 19 districts²⁴. Les limites au nord sont l'État indien du Sikkim et le Bhoutan (figure 2.3). À l'est, il y a l'État indien de l'Assam et le Bangladesh avec qui le Bengale occidental partage 2216 km de frontières²⁵. À l'ouest se trouvent l'Orissa, le Jharkhand et le Bihar, et au nord-ouest, le Népal. On voit donc que le Bengale occidental est entouré de trois frontières internationales. Lors de la partition du sous-continent en 1947, le Bengale occidental a été rattaché à l'Inde alors que le Bengale oriental a été rattaché au Pakistan. Ce dernier se nomme le Bangladesh depuis 1971, moment où il est devenu indépendant.

Les langues officielles du Bengale occidental sont le bengali, l'anglais et le hindi. Sa population de plus de 80 millions en fait le quatrième État le plus peuplé de l'Inde. En outre, la densité de population est la plus élevée de tous les États du pays, avec 903 personnes par kilomètre carré²⁶. La capitale est Kolkata où la densité de population se situe à 24 718 habitants par kilomètre carré²⁷. En 2001, les castes, avec 18,5 millions d'effectifs établis à 84% en milieu rural, représentaient 23% de la population totale du Bengale occidental. Quant aux tribus répertoriées dans le recensement indien, on comptait 4 406 794 individus, soit 5,5% de la population totale de l'État (Census of India, 2001).

²⁴ Voir le site Internet du gouvernement ouest-bengalais : <http://www.wbgov.com/>. Consulté le 15 octobre 2009.

²⁵ Source : http://www.indianembassy.org/policy/Foreign_Policy/FP_1998/banladesh_fp1998.html. Consulté le 15 octobre 2009.

²⁶ Voir le site Internet du recensement indien de 2001 : <http://www.censusindia.net/>. Consulté le 15 octobre 2009.

²⁷ Voir le site Internet du gouvernement ouest-bengalais : http://www.wbgov.com/portal/banglarMukh/CMSPage/BMCMSPortletWindow?fileId=99&action=e&windowstate=normal&in.gov.wb.portal.MENU_ID_PARAMETER=80&in.gov.wb.portal.MENU_ID_PARAMETER=80&mode=view. Consulté le 15 octobre 2009.

Figure 2.3 Districts du Bengale occidental (2009)



Source: www.mapsofindia.com

Il importe de signaler que le profil religieux du Bengale occidental est différent de celui de l'ensemble du pays. Les hindous y constituent en effet 73% de la population totale et les musulmans, 25%²⁸. Ramachandran (2005) note à cet égard la croissance rapide du nombre de Bangladais ayant immigré officiellement ou non au Bengale occidental; puisque les Bangladais parlent la même langue et ressemblent physiquement aux natifs du Bengale occidental, il est plus facile pour eux de passer inaperçus en Inde. Aussi, la seule façon d'avoir une idée de l'augmentation de la migration bangladaise est par le nombre de musulmans. Avant 1971, les réfugiés qui arrivaient du Pakistan de l'Est faisaient surtout partie des minorités chrétienne et hindoue. En revanche, depuis 1971 ce sont davantage des musulmans, de sorte que le nombre de musulmans croît beaucoup plus rapidement dans chacun des districts du Bengale occidental que le nombre d'hindous (South Asia Research Society, 1996). Quant aux migrants du Bhoutan et du Népal, ils résident principalement dans les districts de Coochbehar, de Darjeeling et de Jalpaiguri, mais leurs effectifs ne sont pas significatifs comparativement aux musulmans du Bangladesh (*ibid.*). Ajoutons que des Tibétains se sont installés dans les districts du Bengale occidental situés près du Sikkim et qu'une minorité d'anciens résidents du Bihar est également établie dans l'État.

Bien que Kolkata soit l'un des pôles formant le quadrilatère le plus développé de l'Inde (Gonon, 2007 : 413), le Bengale occidental est confronté à d'importants défis économiques et sociaux, notamment en ce qui touche les femmes. Le tableau 2.1 en donne un premier aperçu. Ainsi, même si elles affichent un taux d'alphabétisation légèrement supérieur à celui de l'ensemble des Indiennes, on remarque qu'à peine 18,3% des femmes ouest-bengalaises sont actives sur le marché du travail, comparativement à 25,6% à l'échelle nationale. La situation est cependant complexe, car si le chômage, la précarité et la pauvreté sont répandus partout dans l'État, les facteurs sous-jacents ne sont pas forcément identiques d'un endroit à l'autre. C'est ce que révèle une étude originale réalisée par Sanlaap (2006a), une ONG impliquée dans la lutte à la traite des femmes et des filles, laquelle a eu le mérite, justement, de s'attarder à l'examen de huit différents districts du Bengale occidental. On

²⁸ Source : <http://www.wbgov.com/>. Consulté le 15 octobre 2009.

apprend ainsi, par exemple, que dans le district du 24 Paraganas Sud, plusieurs paysans n'ont plus de terres cultivables, alors que dans les Sunderbans, la création d'un parc national a éliminé les emplois que fournissaient auparavant la récolte du miel et le commerce du bois (*ibid.* : 17). Par contraste, à Murshidab et à Malda, la pauvreté paysanne est fonction en partie des inondations qui frappent fréquemment ces deux districts agricoles (*ibid.*; 69-86). Un problème d'ordre environnemental est également à l'œuvre dans le district de Nadia, où l'érosion a endommagé la rivière Hoogly, obligeant plusieurs pêcheurs à cesser leurs activités (*ibid.*; 62). Quant à Jalpaiguri, où les plantations de thé constituaient traditionnellement la principale source d'emploi, le déclin du commerce du thé, à la suite des pressions de la mondialisation, a mené à des taux de chômage sans cesse croissants.

Tableau 2.1

Taux d'alphabétisation et de participation au travail en fonction du genre du pays et du Bengale occidental, 2001

	Bengale occidental	Moyenne nationale
Sex ratio	934	933
Alphabétisation (%)	68,6	64,8
Alphabétisation Homme	77,0	75,3
Alphabétisation Femme	59,6	53,7
Participation travail (%)	36,8	39,1
Participation travail H	54,0	51,7
Participation travail F	18,3	25,6

Source : Census of India, 2001

À la lumière de l'étude de Sanlaap, on peut donc voir comment, d'un endroit à l'autre du Bengale occidental, différents facteurs économiques, politiques et environnementaux peuvent contribuer à aggraver les problèmes du chômage et de la pauvreté. Aussi peut-on affirmer qu'à l'échelle de l'État, le Bengale occidental affiche des caractéristiques qui en font un terrain propice pour la traite des femmes et des filles. En effet, la panoplie de difficultés que connaît le milieu rural ouest-bengalais encourage, sinon oblige, nombre de ses habitants en quête de travail à migrer vers les grands centres urbains, dont au premier chef la capitale de l'État. Du coup, les campagnes ouest-bengalaises se transforment

en lieux d'origine pour la traite des personnes, et Kolkata en un lieu à la fois de transit et de destination. Vu par ailleurs la localisation géographique du Bengale occidental, et du fait que Kolkata soit la plus importante ville dans le Nord-Est de l'Inde, cette métropole s'avère également un point de transit et de destination pour les victimes provenant des États indiens avoisinants, tels le Bihar et le Jarkhand, et pour celles originaires de pays comme le Népal et le Bangladesh. Voyons maintenant comment s'opèrent ces divers flux migratoires.

2.2 La traite des femmes et des filles en Asie du Sud, en Inde et dans le Bengale occidental

Par contraste à la sous-section 1.2.3. où nous nous sommes attardée à la traite des personnes à l'échelle internationale en nous référant uniquement à la littérature scientifique et à des rapports et autres documents officiels, cette section sur le phénomène de la traite en Asie du Sud s'appuie autant sur une recension des écrits que sur nos entretiens sur le terrain avec des victimes et avec des acteurs engagés dans la lutte contre la traite. À l'instar de la démarche empruntée dans le chapitre I, nous commençons avec un examen des définitions de la traite en usage dans cette région du monde, et les confusions qui en résultent.

2.2.1 Comment définir la traite des personnes?

L'Association sud-asiatique pour la coopération régionale (SAARC), laquelle regroupe les gouvernements du Bangladesh, du Bhoutan, de l'Inde, des Maldives, du Népal, du Pakistan et du Sri Lanka, a élaboré, en 2002, une convention ayant pour but la prévention, l'interdiction et la suppression de la traite des femmes et des enfants pour des fins de prostitution, puis de faciliter le rapatriement et la réhabilitation des victimes. Or, dans sa convention, la SAARC définit la traite comme étant : « *the moving, selling or buying of women and children for prostitution within and outside a country for monetary or other considerations with or without the consent of the person subjected to trafficking* »²⁹. D'emblée, on constate donc que cette définition ne correspond pas à celle des Nations Unies puisqu'elle s'attarde seulement à la traite menant à la prostitution. Qui plus est, l'élément

²⁹ SAARC Convention on Preventing and Combating Trafficking in Women and Children for Prostitution. <http://www.saarc-sec.org/userfiles/conv-trafficking.pdf>. Consulté le 9 novembre 2009.

coercitif ne s'y trouve pas dans la mesure où une femme qui se déplacerait volontairement pour vivre de la prostitution entrerait dans la définition de la SAARC. Il importe de préciser dès maintenant que sur le terrain, certains acteurs et organismes préfèrent s'en tenir à la définition de la traite provenant de la convention de la SAARC alors que d'autres retiennent celle qui figure dans Protocole de Palerme, laquelle, rappelons-le, se lit comme suit :

Le recrutement, le transport, le transfert, l'hébergement ou l'accueil de personnes, par la menace de recours ou le recours à la force ou à d'autres formes de contraintes, par enlèvement, fraude, tromperie, abus d'autorité ou d'une situation de vulnérabilité, ou par l'offre ou l'acceptation de paiements ou d'avantages pour obtenir le consentement d'une personne ayant une autorité sur une autre aux fins d'exploitation. L'exploitation comprend, au minimum, l'exploitation de la prostitution d'autrui ou d'autres formes d'exploitation sexuelle, le travail ou les services forcés, l'esclavage ou les pratiques analogues à l'esclavage, la servitude ou le prélèvement d'organes³⁰.

En Inde, par ailleurs, l'article 23 de la Constitution interdit la traite des humains sans toutefois la définir³¹. Il en est de même pour ce qui est du *India's Immoral Traffic Prevention Act, 1956* (ITPA)³², lequel a été adopté après la signature de la Convention internationale de 1950 pour la suppression de la traite des personnes et l'exploitation de la prostitution d'autrui. Le ITPA criminalise le fait de tenir un bordel (section 3, ITPA 4), de vivre des revenus de la prostitution (section 4, ITPA 6), d'inciter une personne à la prostitution (section 5, ITPA 6) et de détenir une personne là où a lieu la prostitution (section 6, ITPA 7). Mais il ne définit nulle part la traite des personnes, bien que ce soit toujours la seule loi spécialisée en la matière en Inde, un pays qui, on se souviendra, est à la fois un lieu d'origine, un lieu de transit et un lieu de destination (Rajalakshmi, 2003 : 110). Au fait, le ITPA concerne davantage la prostitution que la traite des humains. Et pourtant, comme l'a remarqué la porte-parole d'un centre de recherche à Delhi : « *Trafficking is just not*

³⁰ Pour consulter le Protocole : <http://www.unodc.org/documents/treaties/UNTOC/Publications/TOC%20Convention/TOCebook-f.pdf>. Consulté le 9 novembre 2009.

³¹ Voir : <http://lawmin.nic.in/coi/coiason29july08.pdf>. Consulté le 9 novembre 2009.

³² Voir : [http://ncpcr.gov.in/Acts/Immoral_Traffic_Prevention_Act_\(ITPA\)_1956.pdf](http://ncpcr.gov.in/Acts/Immoral_Traffic_Prevention_Act_(ITPA)_1956.pdf). Consulté le 9 novembre 2009.

prostitution; it is much more misery to a woman than just prostitution. It is slavery, it is urban trade [...]. It is so many other things ».

Parce qu'il n'y a pas de définition commune de la traite, les études qui se penchent là-dessus manquent parfois de clarté et de précision. Pattanaik (2006 : 17) mentionne à cet égard qu'il y a trois confusions majeures dans la documentation relative à la traite en Asie du Sud : l'association systématique entre traite et prostitution, le rapprochement souvent inconsidéré entre traite et migration, et l'assimilation de la traite des enfants à celle des adultes. Cela, précise-t-elle, se répercute sur les initiatives de lutte dont plusieurs sont effectivement limitées à la traite pour des fins d'exploitation sexuelle, ce que nous avons été à même d'observer sur le terrain. Nonobstant l'affirmation de la plupart des intervenants rencontrés à l'effet qu'ils s'intéressent également à la traite pour des motifs d'esclavage et de travail forcé, la réalité est qu'ils luttent surtout sinon exclusivement contre la traite visant l'exploitation de la prostitution d'autrui. Or, bien que la prostitution soit un aspect clé du phénomène de la traite, elle n'est pas nécessairement synonyme de traite. Selon Poulin (2004 : 49), la prostitution « *est un acte marchand qui donne accès, en échange d'une somme variable d'argent, au corps et au sexe des personnes* », ce qui est différent de la traite en ce sens qu'il n'y a pas forcément de transport, d'achat ou de vente de personnes comme le stipule la définition de la SAARC.

La recherche sur le terrain aura aussi permis de faire ressortir les deux autres confusions signalées par Pattanaik. Voici, par exemple, comment la représentante d'un organisme international nous a expliqué pourquoi il faut se garder de confondre trop rapidement migration et traite des humains :

It [trafficking] is confused with migration issues. [...] Because if a poor family, say from Bihar, in a village, there is a poor family who don't have work and they make a decision, you know [...] let's [go] to Delhi and maybe we can find work there. So that is not trafficking, the family is willingly crossing borders and they are coming to Delhi. But what is happening is that when they reach Delhi, and they don't know anyone here and the family has two small daughters and one small boy. At least in Bihar, they had their family support and they had that structure. In Delhi they have nothing, so their vulnerability is going up. And it is just increasing chances of your child now being trafficked – be it for labour or sexual exploitation. So, I mean, the linkage [is] there [but] migration is not the same thing as trafficking.

Lors de notre recherche-terrain, nous avons noté en revanche que dans les lieux d'origine, on ne sait pas toujours si les personnes disparues sont des victimes de la traite, si elles ont émigré ou fui de leur propre chef, ou si elles ont été kidnappées pour des raisons autres que celles de la traite. Pourtant, la police locale mène presque tous ces dossiers comme des cas de fuite ou de « simple » disparition, sans s'interroger outre mesure sur les liens possibles avec la traite.

Mentionnons, enfin, que cette étude devait au départ porter sur la traite des femmes uniquement. Mais voilà, nous avons vite réalisé sur le terrain qu'il est impossible de dissocier la traite des femmes et celle des filles puisque les victimes sont caractérisées en fonction de leur genre, et non de leur âge ou de leur statut légal. Pourtant, plus les femmes sont jeunes, plus elles sont vulnérables, en particulier sur le plan de l'exploitation sexuelle, comme l'a expliqué une de nos interlocutrices :

[...] when we talk about children, I mean female children who are below 18, [...] they are just more vulnerable by virtue of not being able to raise a voice [...] I mean, this is specific to India, that there is more demand for them. There is a myth that if you have sex with a virgin, it will cure you of your AIDS and other sexually transmitted diseases. So because of that, generally, you will find very, very young girls being trafficked for prostitution. Because that is one of the prime causes.

Une autre informatrice a émis cependant un point de vue divergent en affirmant que l'âge légal est ni plus ni moins un découpage arbitraire qui ne reflète pas forcément la maturité des individus, et lequel n'influe donc pas automatiquement sur le degré de vulnérabilité des femmes ou des filles:

[...] at 18 the woman becomes an adult and below 18, she is a child. But the point is that at 18, whether you have developed the faculties that enable you to think like an adult and think better for yourself, that often doesn't happen in countries like ours. You may be 18 by age but [...] that doesn't lead you anywhere at all. And the problem is that the law says that the moment you are 18, you are capable to decide for yourself.

En résumé donc, on voit que la traite des personnes, en particulier celle des femmes et des filles, est un problème complexe et multiforme. La traite se prête en conséquence à des définitions divergentes pouvant être à l'origine d'une certaine confusion dans la littérature tant officielle qu'académique, laquelle se répercute à son tour sur les mesures de lutte mises

en place et aussi, bien entendu, sur les perceptions et propos des intervenants, comme nous l'avons constaté à maintes reprises lors de notre recherche sur le terrain.

2.2.2 La traite en Asie du Sud

Pattanaik (2006 : 17) affirme que la traite des personnes n'est pas un phénomène nouveau en Asie du Sud; à preuve, elle fait référence aux millions de travailleurs sud-asiatiques qui ont été dispersés dans les diverses colonies de l'ancien empire britannique. À l'époque coloniale toutefois, on ne parlait pas de « traite » puisque ce terme désignait alors le déplacement de femmes blanches vers les colonies pour fournir des services sexuels. Selon Pattanaik toujours, c'est dans les années 1970 que l'Asie du Sud a réellement commencé à se préoccuper de la traite des personnes qui, à ce moment-là, était liée presque exclusivement à la prostitution. Plus spécifiquement, les militants sud-asiatiques se sont intéressés au mouvement de Népalaises et de Bangladaises qui se retrouvaient dans des bordels indiens, et aussi à l'exploitation sexuelle des enfants par des touristes au Sri Lanka (*ibid.*). Les groupes de défense des droits des femmes et des enfants se sont mis alors à faire pression pour que des mesures soient prises afin de cesser ces activités. Mais c'est dans les années 1990, quand plus de femmes migraient pour le travail et que plusieurs se retrouvaient dans des conditions similaires à l'esclavage, que le problème de la traite est devenu un enjeu public incontournable. C'est à partir de cette période d'ailleurs que beaucoup d'analystes ont commencé à voir en la traite sud-asiatique un phénomène plus large lié à la mondialisation, aux conditions inéquitables du commerce, à la migration et au travail (*ibid.*).

Il y aurait chaque année plus de 150 000 victimes de la traite internationale en Asie du Sud, ce qui en ferait la région du monde la plus touchée après l'Asie du Sud-Est (UNFPA, 2006 : 45). Tout porte à croire en outre que parmi ces victimes, il y aurait un nombre croissant de filles âgées entre 10 et 14 ans provenant de différents endroits de l'Inde de même que du Népal et du Bangladesh (ILO, 2006 : 28). Selon la *Asian Development Bank* (2003 : 18), le Népal et le Bangladesh sont en fait les pays qui fournissent le plus grand nombre de victimes; les trafiquants de ces deux États fonctionneraient à travers plusieurs réseaux de crime organisé, et ce, tant à l'intérieur qu'à l'extérieur de leurs frontières nationales. L'Inde

et le Pakistan sont pour leur part les principaux pays de destination, et aussi de transit vers d'autres régions du monde telles que les pays du Golfe et du Sud-Est asiatique (*ibid.*: 18-23).

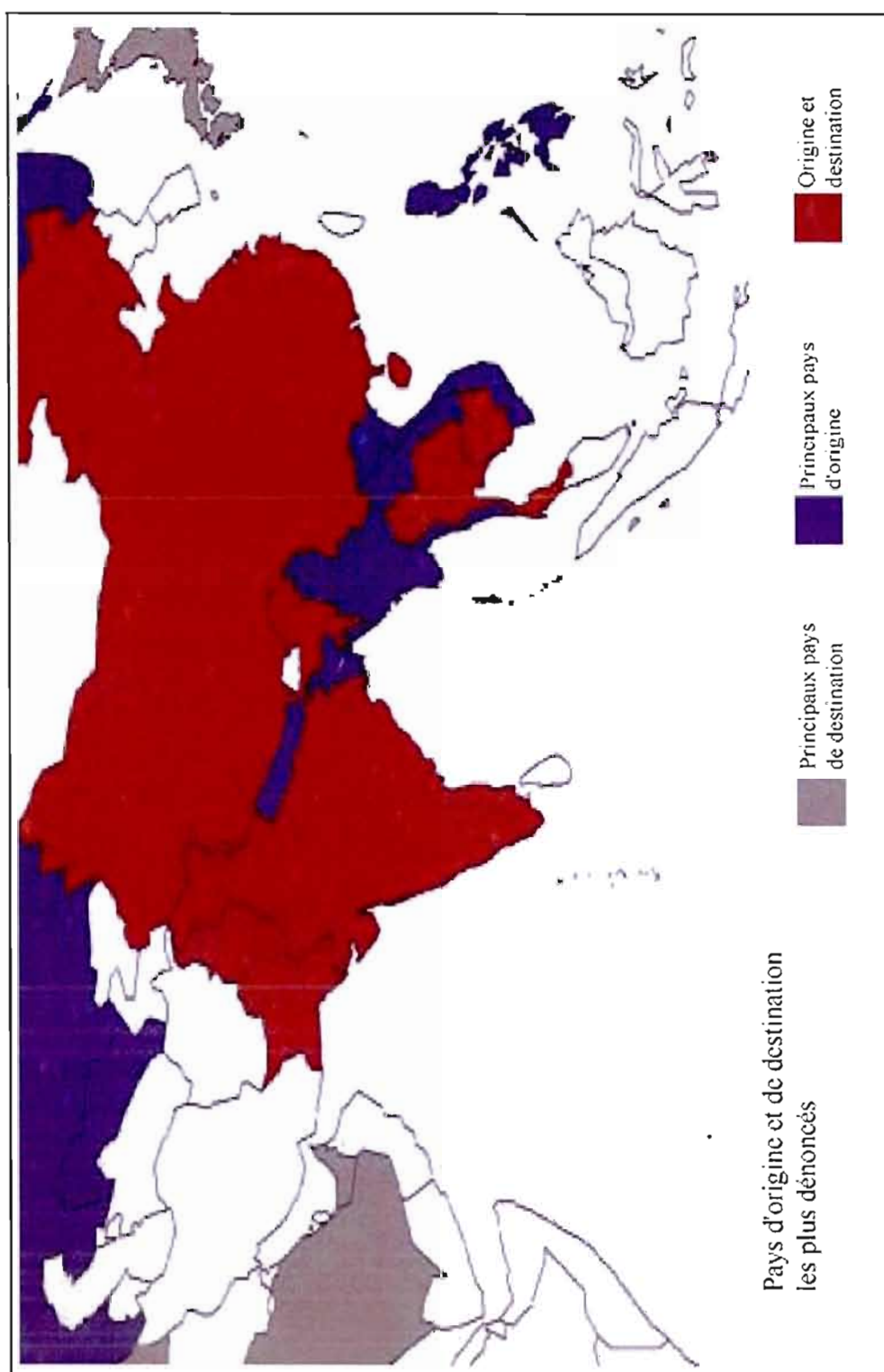
Bien que certaines des victimes népalaises aboutissent dans des villes comme Kathmandu, Pokhara et Dharan, la plupart sont dirigées vers l'étranger. Celles qui se rendent en Inde sont généralement amenées par autobus jusqu'à Delhi, et ensuite par autobus ou par train jusqu'à Mumbai (*ibid.*:31). La traite des Népalaises est facilitée par les frontières ouvertes avec l'Inde; il y a de surcroît plusieurs points frontaliers non officiels pour les trafiquants et ces derniers changent souvent de routes pour éviter de se faire repérer (Unifem, 2004 : 24). La traite en provenance du Bangladesh est de son côté beaucoup moins documentée, car encore plus clandestine en raison, entre autres, de la nature des relations indo-bangladaïses. Quant aux autres États sud-asiatiques, exception faite de l'Inde que nous abordons dans la prochaine sous-section, les informations sont toujours peu fiables (Pakistan et Sri Lanka), sinon inexistantes (Bhoutan et Maldives). Comme l'a noté la porte-parole d'un centre de recherche :

Bhutan is very inaccessible. It is not a democratic country. And they cover it up [...] any meeting we call, they only send one officer [...]. You see, we implemented a project in the region; we have done it in Bangladesh, Nepal, Pakistan, Maldives. And every time we have invited people, one man who looks after women's affairs, he comes. So he only presents the government picture. They say there is nothing; that this is not an issue in their country. How can prostitution not be there? [...] there are no civil society organizations in that country who can openly speak about these issues.

2.2.3 La traite en Inde et dans le Bengale occidental

Le nombre de victimes de la traite est difficile à établir en Inde. Selon l'étude de Sen et Nair (2005 : 16), le nombre de femmes et d'enfants qui vit de l'industrie du sexe en Inde varie de 70 000 à un million. Geentajali Gangoli (2006 : 217) mentionne quant à elle qu'il y a environ 80 000 travailleuses du sexe à Kolkata. Sanlaap affirme que, de 1993 à 2002, il y a eu une augmentation de 66,7% du nombre de bordels à Kolkata et il est estimé que le nombre

Figure 2.4 La traite en Asie



Source: UNODC (2006) « Trafficking in Persons: Global patterns »

de victimes de la traite et du commerce de l'exploitation sexuelle a augmenté d'autant³³. Le *Indian Center for Indigenous and Tribal People* ajoute de son côté que 40 000 femmes de tribus, originaires surtout des États de l'Orissa et du Bihar, sont présentement victimes d'exploitation sexuelle³⁴. Une forte majorité des victimes indiennes aboutissent dans les grandes villes telles que Mumbai, Delhi et Kolkata (ADB, 2003 : 18). Certaines, par contre, sont également vendues ailleurs dont, par exemple, la région de l'Haryana où il y a une pénurie de femmes (*ibid.*).

Tel que mentionné déjà, le Bengale occidental s'avère simultanément un lieu de transit et une destination pour la traite en provenance du Népal, du Bangladesh et de quelques-uns des États avoisinants. Il s'agit aussi, bien entendu, d'un lieu d'origine, les victimes ouest-bengalaises étant issues pour la plupart de milieux ruraux avant de se retrouver à Kolkata ou dans d'autres grandes villes indiennes telles que Mumbai, Delhi et Pune.

Les dirigeants de la traite indienne sont généralement des hommes bien que les femmes jouent aussi un rôle actif dans le recrutement des victimes en brandissant l'image d'une vie luxueuse avec des opportunités d'emploi et en aidant les filles et les femmes à quitter leur village (*ibid.* : 19). Le porte-parole d'une ONG a précisé à cet égard que lorsque les femmes n'arrivent plus à servir les clients, elles agissent souvent à titre de trafiquante puisqu'elles n'ont pas d'autres options pour survivre :

She wants to get out. Now there is a vicious circle. The tsukri³⁵ girls are sold to a brothel owner [who] is most probably a lady retired from prostitution. Because you are seeing that again. Many of the traffickers, many of the brothel owners are women in prostitution; retired women from prostitution, because the civil society has not created any options for her. [...] When people won't buy her body any more

³³ <http://orgs.tigweb.org/3032>. Consulté le 11 mai 2009.

³⁴ Source : <http://www.gvnet.com/humantrafficking/India.htm>. Consulté le 13 décembre 2007.

³⁵ Selon Terre des Hommes (2005 : 4), *tsukri* est un terme traditionnel pour désigner un enfant esclave ou qui a une servitude pour dette. À Kolkata, ce mot est employé habituellement pour identifier une personne victime de la traite pour des fins de prostitution. On notera par ailleurs que pour la plupart des répondants, les termes *tsukri* et *enfant* sont presque synonymes.

because she is old [...] how does she survive? [...] You cannot blame them doing that.

De nombreuses autres personnes contribuent à la traite, directement ou indirectement, y compris les familles des victimes et leurs communautés d'origine, les agents de travail, les gardes-frontaliers, les policiers, les tenanciers et les clients des bordels, les propriétaires des manufactures qui embauchent des victimes et les familles qui les exploitent pour des services domestiques (ADB, 2003 : 19).

Lors de nos entretiens, plusieurs personnes ont raconté comment la traite s'opère en Inde. Voici, notamment, comment un représentant du gouvernement ouest-bengalais a décrit le principal « modus operandi » de la traite des femmes dans la région :

Regarding the manner in which trafficking is conducted. Primarily, the family of the victim is contacted by some distant acquaintance; they are seldom contacted by a total stranger. It would be a distant relative or a neighbour in the village or whoever, who promises a job in a big city. These cities are primarily Bombay and Pune. Secondly, Hyderabad, Chennai, Bangalore and Delhi. The girl agrees to go for that job, typically a maid servant's job or a construction worker's job³⁶. Almost immediately en route she is trafficked, and sold off. But the trafficker arranges for money to reach the family for two or three months more. So the family thinks that the girl is actually employed and is sending money back home. When the money stops coming, the girl's family initially lodges a Missing Person's General Diary in the local police station. And only after a few months more time is a proper criminal case of trafficking lodged. So there is considerable delay between the act of trafficking and serious cognizance of that act by the police. Which is why many of the investigations are not successful.

On peut apprécier ainsi les multiples actes successifs de duplicité que sous-tend la traite : le recours à un membre de la parenté ou à une quelconque autre connaissance pour recruter la victime; la fausse promesse d'un emploi dans une grande ville; la prise en charge du transport de la victime; l'envoi d'argent à sa famille pendant quelques mois après le déplacement afin de retarder le dépôt d'une plainte de disparition auprès des autorités locales. Devant autant d'imposture, on peut comprendre pourquoi il est difficile pour les familles de savoir au départ si leurs filles ont été victimes ou non de la traite. Vu le temps écoulé entre l'enlèvement et

³⁶ Il y a effectivement des femmes qui travaillent dans le secteur de la construction en Inde. À cet effet, on peut lire le texte intitulé « Building dreams : Trafficked Construction Workers in West Bengal » (Sen et Nair, 2005 : 693-695).

l'amorce d'une investigation en bonne et due forme, on peut comprendre par ailleurs pourquoi les enquêtes policières sont si peu fructueuses.

Selon le même représentant gouvernemental cité ci-haut, les trafiquants indiens ont d'autres façons de procéder :

The second mode of trafficking is when a young man comes to a village, strikes up an acquaintance with a girl, pretends to fall in love with her, promises marriage, elopes with the girl, and then trafficks her.

Le porte-parole d'une ONG a esquissé un scénario similaire, en ajoutant cependant une réflexion importante quant au statut des filles dans la société indienne:

Somebody went to the village, was introduced to a relative; he was a good looking young man and there was kind of an emotional link with the girl and, one fine morning, indeed in most of the cases, he tells the poor family: I want to marry your daughter, I stay in Kolkata, I earn so-and-so. The poor, illiterate people, they don't care to find out who he is. Because in the Indian mindset, a girl is a burden even before she is born.

Les employés d'un refuge pour filles ont signalé de leur côté que certaines victimes quittent leur village volontairement parce qu'elles vivent des tensions sous le toit familial. Or, c'est en voyageant seules qu'elles se trouvent piégées dans la traite :

The interesting part is that when these girls come out of their homes because they are not willing to stay [there] due to some tension or something, they often get trafficked on their way. You know, if anyone is travelling by train and the trafficker recognizes that the girl is travelling alone, she can be trafficked.

Lors de nos entrevues sur le terrain, nous avons demandé aux répondantes et aux répondants s'ils avaient observé une croissance ou une diminution de la traite au cours des dernières années. Hormis quelques individus qui ont répondu que la traite avait diminué sinon même cessé depuis leurs interventions, la plupart de nos interlocuteurs se sont montrés nuancés à cet égard, certains affirmant qu'il est difficile de le savoir puisque le phénomène est désormais mieux connu et que plus de personnes osent en parler, ce qui peut donner l'impression d'une croissance:

I wouldn't say that it is diminishing, I wouldn't say it is going up. What I would say is that before it was not highlighted. You wouldn't have people actually writing and saying that this is "trafficking", but that is what is happening now. Another thing that is being brought up now is [...] you always had this concept of "missing children" – where it was believed that they had been kidnapped or that they had run

away. But what is being understood and highlighted now is that these children may be trafficked children. In that sense, this issue is better understood now, so it is being better reported. The media are also more sensitive to it.

Cela nous amène tout naturellement aux causes de la traite telles que nous les connaissons à présent et telles qu'elles se manifestent sur le terrain.

2.3 Les causes de la traite

Outre les gains monétaires qu'elle procure aux trafiquants et à tous les autres exploiters du système, la traite des femmes et des filles résulte de multiples facteurs que nous avons regroupés en deux catégories. La première réunit tous les éléments qui contribuent à la vulnérabilité des victimes, soit l'extrême pauvreté, le manque d'instruction, la discrimination en fonction du genre, les rêves engendrés par les mass-médias et, enfin, les conflits armés et les désastres naturels. La deuxième catégorie renvoie pour sa part à ce que nous appelons la citoyenneté inachevée des femmes en Asie du Sud.

2.3.1 La vulnérabilité des victimes

Plusieurs facteurs de vulnérabilité font en sorte que les femmes et les filles sont victimes de la traite. S'appuyant sur la situation au Népal, l'employé d'une ONG a très bien résumé ces divers éléments :

As you know Nepal has a low literacy rate. Many people are illiterate. There is a lack of awareness. General discrimination is there. And extreme poverty. Open border between Nepal and India. These are the reasons that compel the girl for being trafficked. So that is the answer, I think: because the girls are illiterate, uneducated. They have a low level of consciousness; they are deprived of opportunities. So traffickers just strike on this aspect because there is gender discrimination and boys require more facilities than girls. The traffickers tempt the girls on the pretext of providing those opportunities. They get married with the girls and they ask the girls to go to India for a visit or for meeting relatives or doing some sort of business; but they ultimately sell those girls in the brothels.

On notera au passage que les propos de cet interlocuteur rejoignent les conclusions de l'Organisation internationale du travail (ILO, 2006 : 26), selon laquelle la pauvreté et l'extrême disparité avec la richesse, le manque d'instruction et/ou l'absence d'opportunités d'emploi à l'échelle locale sont les principaux facteurs menant à la vulnérabilité des jeunes.

2.3.1.1 L'extrême pauvreté

Lors de nos entrevues, ce qui est revenu le plus souvent comme cause première de la traite est la pauvreté qui incite les femmes elles-mêmes à se rendre en milieu urbain ou qui pousse les familles à y envoyer leurs filles afin qu'elles se trouvent un emploi qui permettra au reste de la famille de survivre. Comme l'a noté un répondant :

In many of the cases, they just don't have any choice and they are pushed into it. And, in many cases, it is also caste-based. That can definitely be one of the aspects. But I think largely, the prime reason is there are areas where there is lack of education, lack of employment opportunities. That would be the primary cause.

Un intervenant œuvrant dans un refuge pour filles a précisé pour sa part :

They are targeting the economically weakened; those who are poor and who need money. Mostly that section. There is a typical class of girls here, mainly Nepalis, who are very much fond of style; they want to dress good and due to that they want very much money. They are often taken for that, they are fooled. The traffickers say that you will have lots of money and a good place to work.

Une répondante affiliée à un organisme international a insisté en revanche que la pauvreté dont il est question ici n'implique pas uniquement un manque d'argent :

It is poverty, fine, but it is poverty of a different order. Essentially, there is poverty in different parts of India but if you see it [...] not just in terms of income but in terms of their access to resources, they are basically people who just have no wherewithal at all.

λ Is it worse in West Bengal than in other places in India?

A fat part of it is in West Bengal, where the women have very little access to land, or land rights, or access to any other resources. They don't have any fall-back option.

Par ailleurs, la plupart des victimes n'ont aucune formation et sont illettrées. Elles sont limitées par conséquent à travailler dans le secteur informel, ce qui les rend d'autant plus vulnérables à l'exploitation et à la traite :

Okay, they come for livelihood. But [...] because you are not skilled [...] you get trapped easily. [...] When they are coming for a job, they [...] get sucked into this whole network and they get trafficked; in terms of getting jobs [in] sweat shops, those are also exploitation, that's also trafficking. So the whole issue is of employment opportunities for women and for the families. And the second issue is poverty that is also linked with employment.

On peut parler ainsi de la féminisation de la pauvreté, les femmes étant touchées plus sévèrement que les hommes par le manque d'accès aux ressources et par un capital

humain insuffisant en éducation et dans les soins de santé (ADB, 2003 : 47). Mais il est également question de la féminisation des stratégies de survie dans la mesure où les femmes ont plus tendance que les hommes à considérer toutes les opportunités d'emploi et de revenus qui s'offrent à elles, incluant les activités précaires et peu payantes dans le secteur informel (*ibid.* : 49). C'est pourquoi nombre de femmes sud-asiatiques sont disposées à se déplacer vers les grands centres urbains ou, encore, vers des pays étrangers (*ibid.*). Cherchant à survivre, elles sont prêtes en effet à accepter un travail à l'extérieur de leur région natale; cependant, parce qu'elles ne possèdent pas toujours toutes les informations nécessaires pour prendre une décision éclairée, elles deviennent des victimes potentielles de la traite. Le coordonnateur d'une ONG nous a expliqué, par exemple, comment des femmes du district de Darjeeling se sont retrouvées dans un bordel après avoir été trompées par de fausses offres d'emploi alors que leurs familles, bien qu'embauchées dans les plantations de thé, n'arrivaient plus à se nourrir³⁷. Adhikari (2006 : 93) rapporte de son côté que des Népalaises sans formation et sans réseau social émigrent illégalement en Inde avec l'aide d'agents sans scrupules qui les obligent ensuite à travailler dans l'industrie du sexe. Van Den Anker (2006 : 164) a écrit pour sa part que la vulnérabilité des femmes ne fait qu'augmenter lorsqu'elles ont recours à des agences de placement ou autres intermédiaires qui, en échange de déboursés habituellement élevés, acceptent de falsifier des documents et promettent de trouver des emplois fréquemment inexistant. En bref, il est difficile voire impossible de savoir à l'avance si les agences et autres intermédiaires sont des entrepreneurs « légitimes », ou s'il s'agit de trafiquants. Est-il nécessaire d'ajouter que la plupart des victimes n'avaient pas pensé au travail du sexe avant d'être approchées par un agent et trompées par la promesse d'un avenir meilleur en ville ou à l'étranger (Robinson, 2002 : 55)?

³⁷ Il convient d'ajouter que la crise dans les plantations de thé de Darjeeling a fait l'objet de divers reportages dans les médias indiens, à cause d'abord de la famine qui en résulte, puis en raison de ses retombées possibles sur la traite des femmes et des enfants. On peut lire à cet égard les sites Internet suivants :

<http://www.timesonline.co.uk/tol/news/world/asia/article2461426.ece>,

http://www.telegraphindia.com/1080606/jsp/siliguri/story_9370829.jsp,

http://www.telegraphindia.com/1080830/jsp/siliguri/story_9761703.jsp,

<http://www.cwmission.org/features/darjeeling-tea.html>. Consulté le 20 novembre 2009.

2.3.1.2 La discrimination en fonction du genre

D'après un fonctionnaire du gouvernement ouest-bengalais, les femmes et les filles seraient vulnérables à la traite en raison non seulement de leur extrême pauvreté, mais aussi de leur statut inférieur dans la société indienne :

Regarding the reasons for the incidence of trafficking in this state, the ultimate fundamental reasons, in my opinion, are two: extreme poverty and the status of women, in that they are still seen as sex objects; they are commodified and so on.

La discrimination en fonction du genre a effectivement été citée par plusieurs de nos répondantes et répondants comme une autre importante source de vulnérabilité. Par exemple, les femmes sont souvent contraintes à quitter leur communauté à cause d'un divorce ou de la polygamie (soit le deuxième mariage de leur époux) ou encore des problèmes liés à la dot (Masud Ali, 2005 : 142). Au Bangladesh, selon Seeley et al. (2006 : 171), l'obligation de payer la dot et la nécessité de fuir des circonstances familiales intenable s'avèrent, d'ailleurs, des motifs tout aussi importants que la pauvreté pour inciter les femmes à migrer. Or, comme le note Masud Ali (2005 : 142), ces migrantes forcées risquent alors de se retrouver dans un espace de traite.

Sur le terrain, nos interlocuteurs ont été particulièrement volubiles au sujet des problèmes interreliés de la dot et du mariage des filles mineures. En guise d'illustration, lors d'une rencontre avec un groupe d'adolescentes dans un village du district de Malda, une jeune répondante s'est demandé ce qu'il fallait faire pour abolir le système de la dot, arguant que des parents laisseraient leurs filles émigrer pour éviter de devoir la payer. Une de ses compagnes a enchaîné en déclarant qu'il fallait empêcher le mariage des filles mineures avec des hommes inconnus parce qu'il pouvait s'agir là de fausses unions menant à la traite des jeunes épouses. On notera que le mariage des filles mineures est un phénomène répandu dans le Bengale occidental (Unicef, 2007), et qu'il a fait l'objet, en 2006, d'une nouvelle loi intitulée *The Prohibition of Child Marriage Act* (Ministry of Women and Child Development, 2006). Malgré cela, tout porte à croire que le problème va persister, comme l'a laissé sous-entendre le porte-parole d'une ONG :

The average age of marriage is 15 and a half in West Bengal; and it should be more than 18. That is the new law; the prevention of child marriage. But irrespective of our laws, she is married at 15 and a half because her parents think they are now relieved. So whoever that person is that she is married to, she is married.

Il importe de souligner que chez les intervenants que nous avons interviewés, l'attitude et le comportement des parents à l'endroit de leurs filles ont suscité à l'occasion de très vives réactions, voire une condamnation sévère des familles. Nous avons été spécialement frappée à cet égard par les propos du coordonnateur d'une ONG qui s'est rendu dans le district des Sunderbans afin d'enquêter sur la situation des filles qui avaient quitté leur village pour aller travailler en ville. Cet activiste au franc-parler a d'abord déploré que les parents étaient moins inquiets du sort de leurs filles exilées que du temps que celles-ci mettaient à leur envoyer de l'argent:

Most of them said: You can help us with one thing. The remittance of money does not come on time. Can you help us with that? So that is the kind of mindset. If the money is not coming regularly, THAT is the only problem they have. So that is the kind of mindset. I got so irritated!

Se disant exaspéré, notre informateur s'en est pris ensuite à ce que nous pourrions appeler la lâcheté des pères :

I asked a father: How many children? He said I have two girls working in Delhi. What are the ages of the children? He said one is 14 and the other is 16. I said: How can you sleep peacefully without seeing them for such a long time? Why don't you work yourself and send them to school? He said I cannot make enough. Well then, why don't you go somewhere else to work, why don't you migrate, not these children? He said I have no kind of work. This is the kind of mindset over there. It has been there for ages.

De conclure le répondant : la vulnérabilité des femmes et des filles ne serait donc pas seulement une question de pauvreté, mais aussi de mentalité et de discrimination.

Even a dog protects her children. On the street, if I touch a baby dog, she'll bark. So the question of protecting our children, it starts with the family itself. This is not there. It is not always poverty, it is mindset. Mindset! [...]. People don't send their boys far away to work, they send their girls. This is gender discrimination. Because we can do, without our girls, but we are ready to take the money, wherever she earns it from. She may be into prostitution but we can accept her money; but when she is rescued we cannot accept her back. That is the reality.

Ajoutons de suite que lorsque nous avons demandé à la représentante d'un organisme international d'identifier les causes de la vulnérabilité des femmes, elle a répondu :

Essentially, they are poverty [and] violence, which is violence that is gender-based, where just being a woman is reason enough to suffer. Because that discrimination, whether it is done by society or it is through [the] welfare organizations, [doesn't give] equally [...] to women. So obviously [women] don't get any benefits from the existing institutional structure, which is why it results in marginalization and vulnerability, which causes to think that [there is] something better [elsewhere. Women] can be lured; [they] don't think about [their] safety.

La discrimination en fonction du genre – ou la violence faite aux femmes, pour reprendre l'expression de la répondante citée ci-dessus -, ne disparaît pas évidemment une fois que les migrantes ont quitté leurs villages et contrées d'origine. Comme le note Pande (2007 : 138), les femmes sont recherchées par les employeurs parce qu'elles sont moins payées que les hommes et parce qu'on peut les obliger facilement à prendre des emplois sans contrat et à travailler de longues heures. Ainsi, avec l'Inde globalisée, ce sont les femmes originaires des milieux ruraux qui se retrouvent dans les industries urbaines et dans le secteur des services où, selon Banerjee (2003 : 126), elles sont dépendantes de leur employeur et deviennent d'autant plus vulnérables à l'exploitation.

2.3.1.3 Les médias et la quête des biens de consommation

Quelques-uns des intervenants rencontrés ont mentionné que la prolifération des mass-médias et leur accessibilité accrue en milieu rural seraient d'autres facteurs qui contribuent à la vulnérabilité, à tout le moins de certaines femmes. Faisant un lien avec le phénomène de la mondialisation, ces répondants sont d'avis que les médias encouragent la consommation, notamment de ce qu'ils appellent des « biens de luxe ». Voici ce que deux de nos interlocuteurs avaient à dire à ce sujet :

There is a subsidiary reason which may be vaguely linked to globalization. That is with the proliferation of the media, the needs of village women for minor luxury items, and therefore for cash, have gone up and this perhaps makes them fall prey more easily to people who offer money, fake jobs and so on.

Globalization is bringing this whole glamour of life. Everyone wants to get better, and all these consumer things. Growing consumerism is a very big issue because people are wanting to get access to everything which is available on the market.

2.3.1.4 Les conflits armés et les désastres naturels

Ne serait-ce du fait qu'ils peuvent engendrer d'innombrables déplacements fortuits, il faut tenir compte, finalement, des conflits armés et des désastres naturels. Lors de notre séjour au Népal, nous avons appris, par exemple, que l'insurrection maoïste a eu pour effet d'entraîner maintes femmes et filles dans la traite. Geentajali Gangoli (2006 : 215) affirme pour sa part qu'après un cyclone en 1999, le nombre de travailleuses du sexe a augmenté car plusieurs femmes n'avaient plus aucun autre moyen de survivre. De même, en septembre 2008, une inondation a dévasté l'État du Bihar, provoquant la relocalisation de plusieurs milliers de personnes qui ont dû fuir sans la possibilité d'apporter avec elles quelque bien que ce soit. Or, cet exode a suscité des cris d'alarme dans les médias après que l'on ait reporté des cas d'enlèvement de femmes et d'enfants³⁸. Aussi y a-t-il fort à parier que le réchauffement de la planète amènera d'autres désastres naturels dans cette région du monde, y compris notamment au Bangladesh, ce qui incitera ou forcera un nombre incalculable de pauvres sans formation à migrer, que ce soit de façon sécuritaire ou non.

2.3.2 Une citoyenneté inachevée

La traite des femmes et des filles sud-asiatiques résulterait donc d'un cumul de facteurs de vulnérabilité que l'on trouve à partir des lieux d'origine jusqu'aux lieux de destination. Plus significatif encore, tous ces facteurs de vulnérabilité sont liés, à notre avis, à la citoyenneté inachevée des femmes et des filles. Pour comprendre en quoi la citoyenneté des victimes de la traite est inachevée, nous commencerons par expliquer le concept de citoyenneté tel qu'il a été analysé par T. H. Marshall, puis nous aborderons la citoyenneté en fonction de la culture et du genre. En nous attardant à la situation des femmes en Inde, nous démontrerons ensuite pourquoi les femmes des milieux ruraux sud-asiatiques ont une citoyenneté inachevée. Nous verrons ainsi comment la traite est une conséquence de la non-

³⁸ Voir par exemple : http://www.thaindian.com/newsportal/uncategorized/14-trafficked-children-rescued-in-flood-hit-bihar_10094469.html;
<http://womensphere.wordpress.com/2008/09/16/women-and-children-in-flood-hit-bihar-may-fall-into-trafficking-trap/>;
<http://southasia.oneworld.net/todaysheadlines/children-in-flood-hit-bihar-fall-prey-to-trafficking>.
 Consulté le 20 novembre 2009.

reconnaissance de leurs droits en matière de sécurité économique, d'éducation, de services de santé et de services sociaux. Nous démontrerons en dernière instance comment la non-reconnaissance de ces droits sociaux, jumelée aux effets du déplacement spatial, amène nombre de victimes à devenir *de facto* sans citoyenneté.

2.3.2.1 La citoyenneté selon T. H. Marshall (1893-1981)³⁹

En général, le fait de savoir qu'une personne est citoyenne d'un État devrait permettre d'établir la protection qu'elle reçoit de sa part. La pire relation que l'on peut avoir avec l'État en est une d'apatridie, alors que la meilleure protection en est une de citoyenneté complète avec tous les droits que cela comporte.

Guy Rocher affirme qu'un apport considérable à notre compréhension socio-juridique du concept de citoyenneté provient du célèbre sociologue Thomas H. Marshall et son ouvrage *Class, Citizenship and Social Development*, publié en 1963. Voulant comprendre comment s'est développé le concept de citoyenneté en Angleterre, Marshall a procédé à une analyse historique qui l'a amené à dégager trois grandes phases au cours des 18^e, 19^e et 20^e siècles, lesquelles touchent à des composantes différentes de la citoyenneté (Rocher, 2000 : 27). La première phase, située grossièrement dans le 18^e siècle, correspond à la dimension civile de la reconnaissance des droits, notamment le droit à la propriété, la liberté d'expression et le droit à la justice (*ibid.* : 28). La deuxième phase, située approximativement au 19^e siècle, correspond quant à elle à la dimension politique des droits; il s'agit principalement du droit de vote et du droit de participation à l'exercice du pouvoir politique. Puis le 20^e siècle a apporté les droits sociaux qui représentent un ajout considérable à la notion de citoyenneté; ces derniers visent un niveau de vie garanti en assurant, entre autres choses, l'accès au logement, la sécurité économique, des services de santé, des services sociaux de même que l'éducation gratuite (*ibid.*). Aussi est-ce le fait d'élargir le cadre de la citoyenneté pour y inclure les droits sociaux que plusieurs juristes et

³⁹ Thomas H. Marshall était un sociologue britannique qui s'est fait connaître grâce à ses travaux sur la citoyenneté. Sa contribution distinctive provient de l'introduction du concept de droits sociaux.

spécialistes des sciences sociales considèrent désormais l'œuvre de Marshall comme une contribution majeure.

Les trois phases de la citoyenneté de Marshall apparaissent donc comme une série de progrès vers une plus grande égalité des droits des citoyens en réduisant étape par étape les différentes formes d'exclusion sociale (*ibid.* : 29). Le but de Marshall était de mesurer l'impact de la citoyenneté sur l'inégalité sociale. Selon lui, la citoyenneté est « *un statut attribué à l'ensemble des membres d'une communauté, membres qui doivent être égaux en termes de droits et de devoirs alors que la classe sociale consiste en un système d'inégalité, appuyé par des intérêts* » (Coutu, 2000 : 8). Marshall croyait en effet que l'obstacle majeur à la pleine et égale citoyenneté de tous, même dans une société moderne capitaliste, est l'existence des classes sociales (Rocher, 2000 : 29). C'est pourquoi il qualifie de « principes en opposition », dans la démocratie sociale moderne, la « pleine citoyenneté » et les « classes sociales » (*ibid.* : 30).

Marshall a soulevé, enfin, un autre aspect important en affirmant que chacune des dimensions de la citoyenneté est le fait d'institutions spécifiques : les tribunaux pour les droits civils; le Parlement et les institutions politiques locales pour les droits politiques; et les systèmes de santé, d'éducation et de services sociaux pour les droits sociaux (Coutu, 2000 : 5). La citoyenneté devient alors dynamique et contextuelle puisque le citoyen est considéré être responsable de sa citoyenneté. Le citoyen appartient à des institutions « *à travers lesquelles il procède à l'effectivité plus ou moins grande de sa participation sociale* » (Rocher, 2000 : 34). Ce serait donc par le biais de ces institutions qu'il pourra faire valoir sa pleine citoyenneté. En effet, on parle d'une notion synthétique et active de la citoyenneté, un genre de construction du citoyen qui se ferait à partir des ressources offertes par l'État, le droit et les différentes institutions de la société civile telles que la famille, les mouvements sociaux, etc (*ibid.* : 35).

On constate donc, en résumé, que la notion de citoyenneté a grandement évolué. Si, au 18^e siècle, la citoyenneté était détenue uniquement par les hommes appartenant au groupe ethnique et religieux dominant, elle n'a pas cessé, depuis, à s'étendre aux autres membres de

la société pour devenir progressivement plus inclusive. Cela dit, force est d'admettre que Marshall est demeuré silencieux quant aux droits culturels et à ceux reliés au genre, car ce n'étaient pas à son époque des sujets d'actualité. Or, l'on conviendra qu'il s'agit là, désormais, d'éléments incontournables de la citoyenneté contemporaine.

2.3.2.2 Une citoyenneté culturelle et genrée

Guy Rocher (2000 : 36) affirme que, au-delà du statut proprement juridique d'une minorité, ce qu'il faut pour apprécier et mesurer la véritable citoyenneté qui lui est accordée, c'est ce que les corps publics et les institutions privées lui offrent pour obtenir les droits dont jouit la majorité; c'est aussi la marge de manœuvre dont dispose la minorité pour tirer effectivement partie de ces voies d'accès et de ces droits. C'est cette articulation qui fait la différence entre une minorité composant avec une citoyenneté incomplète ou minimale, sinon nulle, et une minorité jouissant d'une citoyenneté pleine et complète, sur un pied d'égalité avec la majorité et cela, tant pour la minorité comme collectivité que pour chacun de ses membres.

Il est essentiel, par ailleurs, de se pencher sur la question du genre et sur l'aspect patriarcal de la citoyenneté. D'abord, parce qu'un citoyen sans genre n'existe pas (Longo, 2001); ensuite, parce que les sociétés contemporaines sont profondément ancrées dans des traditions patriarcales qui favorisent toujours la domination et les privilèges masculins et qui font en sorte que l'égalité n'est qu'une façade (Roy, 2005 : 28). Le fait que d'innombrables femmes continuent de recevoir des salaires inférieurs à ceux des hommes pour le même emploi, ou pour un travail équivalent, en est un exemple par excellence. La géographe Linda McDowell (1999 : 150) a écrit à ce sujet que les droits des citoyens sont, en pratique, souvent niés ou refoulés car la société croit qu'il ne vaut pas la peine d'accorder tous les droits et privilèges de la citoyenneté à ceux – ou celles – qu'elle estime « moins adaptés » ou « moins responsables ». Il suffit de penser à cet égard aux multiples incidents survenus depuis les attentats du 11 septembre où, pour des motifs de sécurité nationale, diverses démocraties occidentales n'ont pas hésité à ignorer sinon à violer les droits de leurs propres citoyens, y compris des natifs, parce que ces derniers étaient de foi musulmane ou d'origine arabe. On

notera qu'il y a un nombre sans cesse croissant d'études là-dessus. Parmi les plus récentes, l'on pourra lire, notamment, celle de Micheline Labelle, François Rocher et Rachad Antonius, *Immigration, diversité et sécurité : les associations arabo-musulmanes face à l'État au Canada et au Québec* (2009). Certains groupes n'auraient donc pas droit de cité à cause de leurs comportements – réels ou pressentis – ou, encore, en raison d'un sentiment voulant qu'on doit les protéger. Selon McDowell (1999 : 150.), ce serait sur cette dernière base que la citoyenneté de maintes femmes continue d'être entravée, la construction du genre les rendant dépendantes des hommes sur les plans moral et économique, et ce, parce qu'elles seraient fragiles et nécessiteraient une protection. Affirmer que les femmes ne peuvent sortir seules le soir parce que c'est dangereux pour elles en est un exemple. Affirmer que les viols sont dus à l'imprudence des femmes en est un autre. Il en résulte des pratiques sociales d'exclusion et des politiques gouvernementales discriminatoires, notamment pour obtenir des services auxquels, en principe, les femmes ont pourtant droit, et aussi dans la lutte pour faire valoir leur place dans la société (*ibid.* : 182). Qui plus est, les inégalités liées au genre s'opèrent, à des degrés divers, à toutes les échelles allant du local à l'international, ce qui constitue un enjeu majeur additionnel lorsque les femmes se déplacent dans l'espace, leurs droits à la citoyenneté variant sensiblement d'un endroit à l'autre du globe. Aussi est-il nécessaire, avant d'aller plus à fond, d'apporter des précisions en ce qui concerne l'apatridie, ou *statelessness* en anglais, soit l'absence de citoyenneté.

2.3.2.3 Être sans citoyenneté : le phénomène *de jure* et l'apatridie *de facto*

Il faut signaler d'emblée l'existence, sous l'impulsion des Nations Unies, de deux ententes internationales sur l'apatridie, à savoir la Convention de 1954 relative au statut des apatrides et la Convention de 1961 sur la réduction des cas d'apatridie. Selon l'article 1 de la Convention de 1954, un apatride est « *une personne qu'aucun État ne considère comme son ressortissant par application de sa législation* ». Cette définition étroite renvoie à ce qu'il convient d'appeler des apatrides *de jure*; c'est une conception on ne peut plus factuelle qui ne tient nullement compte des attributs de la citoyenneté. Ainsi, un individu est simplement reconnu – ou pas – comme un ressortissant d'un État quelconque en vertu de l'application de ses lois (Batchelor, 1995b). Par contraste, les apatrides *de facto* sont des personnes sans

« citoyenneté effective » ou qui ne peuvent prouver qu'elles sont légalement sans État (Batchelor, 1995a); dit autrement, il s'agit de personnes qui ne peuvent faire valoir leurs droits civils, politiques et sociaux. On notera que cette notion a pour origine le cas des juifs allemands qui, sous les lois du Troisième Reich, étaient considérés des nationaux sans citoyenneté.

Avant la rédaction de la Convention de 1954, un comité a été formé par les Nations Unies dans le but de s'intéresser au statut légal de ceux et celles qui ne recevaient aucune protection de la part d'un gouvernement. Pour la rédaction de cette convention, on a pensé étendre la reconnaissance du statut d'apatride *de facto* pour assurer la protection des individus qui détenaient une citoyenneté légale mais qui, pour diverses raisons, ne pouvaient jouir des droits et privilèges qui y étaient assortis. Cette notion d'apatridie n'était pas restreinte à l'absence *stricto sensu* de citoyenneté légale; au contraire, elle tenait compte également de la qualité de la citoyenneté et de la protection que l'État offrait aux individus. En même temps toutefois, on tenait pour acquis que les apatrides *de facto* étaient des réfugiés qui recevaient déjà une protection internationale (Batchelor, 1995b). C'est pourquoi, entre autres, seuls les apatrides *de jure* se sont vus touchés par la Convention de 1954. Depuis, une personne qui ne se qualifie ni en tant que réfugié conformément à la définition de la Convention sur les réfugiés, ni en tant qu'apatride *de jure* en vertu de la Convention sur les apatrides, ne peut recevoir d'aide internationale, et ce nonobstant l'absence de protection nationale. Selon Batchelor (*ibid.*), un nombre élevé et incalculable de personnes se retrouvent ainsi dans l'embarras. On peut penser, par exemple, aux victimes de la traite qui font l'objet de discriminations et dont les droits ne sont pas respectés entièrement.

Nous croyons que les femmes et les filles qui aboutissent dans des espaces de traite sont en effet des personnes sans État, mais non dans le sens d'apatrides *de jure* puisqu'elles détiennent pour la plupart une citoyenneté nationale sur le plan légal et ne correspondent donc pas à la définition retenue dans les conventions afférentes. Elles ne sont pas non plus des réfugiées au sens de la Convention sur les réfugiés : craindre pour sa vie est un motif qui permet d'obtenir ce statut mais craindre d'être violée ou exploitée pour des fins sexuelles n'en est pas un (South Asian Forum for Human Rights, 2002). Aussi sommes-nous d'avis

que, dans leur milieu d'origine, les victimes de la traite ont une citoyenneté inachevée, laquelle se transforme en apatridie *de facto* lorsque les femmes et les filles se déplacent et se retrouvent piégées par les trafiquants. Afin de mieux comprendre ce processus, attardons-nous maintenant à la citoyenneté qui est accordée aux femmes en Inde et ailleurs en Asie du Sud.

2.3.2.4 La citoyenneté des femmes en Asie du Sud

Selon Paula Banerjee (2006a), professeure à l'université de Kolkata, durant la période post-coloniale, les États de l'Asie du Sud ont cherché à créer une citoyenneté qui se voulait universelle et unificatrice. Pour ce faire, ils ont toutefois privilégié un type de citoyenneté qui accepte le rôle central de l'élite, et lequel est basé en outre sur un discours masculin. Or, le citoyen idéal est l'homme qui appartient à la communauté majoritaire et qui accepte des valeurs culturelles monolithiques, ce qui peut conduire à la ségrégation des minorités ou des femmes (Banerjee, 2006a : 4). Ainsi, plusieurs femmes sud-asiatiques ont donc d'emblée, à cause de leur genre, une citoyenneté qui n'a pas le même poids que celle des hommes. C'est le cas, notamment, du *Citizenship Act* adopté en Inde en 1955 qui considère que les femmes appartiennent à leur famille ou à leur communauté (Banerjee, 2005 : 119). Banerjee affirme à cet égard que l'État, bien qu'il ait établi des lois visant à améliorer le statut de la femme, a plutôt laissé la place au système patriarcal, au droit coutumier et aux diktats religieux (*ibid.* : 126). Ainsi, on ne peut parler du droit des femmes et de leur autonomie puisqu'elles sont considérées avant tout comme des individus appartenant à leur famille et à leur communauté. L'attitude à l'égard des femmes a été guidée de surcroît par la notion mystifiée de chasteté, laquelle a mené à l'acceptation de l'idée que les femmes sud-asiatiques appartiennent à leur communauté, leur identité étant souvent subsumée à celle de la communauté (Das, 1998).

Les femmes en Asie du Sud constituent ainsi des partenaires inférieures, réduites fréquemment au statut de non-sujet; c'est pourquoi nombre d'entre elles sont encore aujourd'hui à la périphérie de la citoyenneté (Banerjee, 2005 : 126). En Inde, c'est à compter de 1975 que des militantes ont commencé à revendiquer des changements. Profitant de la

déclaration de la « Décennie des femmes » par les Nations Unies, elles ont soulevé l'existence des fossés importants qui existaient entre les droits formels des Indiennes et les inégalités qu'elles vivaient dans leur vie quotidienne. À cet effet, un rapport rédigé en 1975 a confirmé les inégalités politiques et socio-économiques vécues par les femmes malgré un cadre législatif qui en principe garantissait leurs droits (*ibid.* : 120). Depuis la « Décennie des femmes », le mouvement féministe dénonce donc le fait que les droits des femmes en tant qu'individus sont bafoués au profit des droits de la communauté (*ibid.*). Malgré cela, le système juridique hésite à reconnaître les femmes comme citoyennes : en dépit des législations progressistes adoptées, souvent en réponse aux revendications des mouvements féministes, la dichotomie fondamentale entre l'autonomie des femmes et leur place dans le droit coutumier de leur communauté demeure intacte (Banerjee, 2005 : 127). En guise d'illustration, on peut penser au 73^e amendement constitutionnel de 1992 qui voulait réserver 33% des sièges aux femmes au niveau des *panchayat*. En réalité, seules les femmes appartenant à des familles d'hommes politiques ont pu profiter de cette législation.

Ganguly-Scrase et Vogl (2008 : 1) affirment par ailleurs que depuis la fin des années 1980, l'implantation de politiques néo-libérales en Asie du Sud a donné lieu successivement à des mesures d'exclusion et à d'importants mouvements de population. En Inde, par exemple, la nouvelle politique économique introduite en 1991 pour freiner la dette, suite à des pressions du Fonds monétaire international (FMI) et de la Banque mondiale, a commercialisé l'agriculture et privatisé les entreprises publiques (*ibid.* : 3). En outre, cette politique a réduit les programmes d'éradication de la pauvreté et laissé moins de ressources pour la santé et l'éducation des filles, lesquelles étaient déjà discriminées à cet égard (*ibid.*). Selon Pande (2007 : 135), la politique de la nouvelle économie n'a donc pas changé la structure de la société indienne mais a plutôt renforcé les inégalités préexistantes. Il faut aussi noter que la révolution verte, qui devait augmenter la productivité agricole, n'a pas donné tous les résultats escomptés; elle a provoqué au contraire des dommages écologiques et a fait en sorte que plusieurs pays d'Asie du Sud ont rejoint des stades alarmants de stagnation agricole (Banerjee, 2003 : 125).

De l'avis de maints chercheurs, l'adoption des politiques néo-libérales dans le cadre des soi-disant programmes d'ajustements structurels a augmenté ainsi la pauvreté, l'insécurité alimentaire et l'insécurité des modes de vie traditionnels, ce qui a propulsé un immense flux migratoire des régions rurales vers les villes où les migrants ont été absorbés pour la plupart dans une économie informelle qui exploite les travailleurs (Arya et Roy, 2006 : 28). Or, les femmes, qui étaient déjà touchées par des inégalités de genre, ont été frappées plus durement par tous les changements structurels puisque ce sont elles qui ont la responsabilité de veiller au bien-être de la famille (Banerjee, 2003 : 126). Du coup, on a observé de leur part une propension encore plus grande à se relocaliser, notamment en Inde, au Bangladesh et au Sri Lanka (Ganguly-Scrase et Vogl, 2008 : 3). Considérant la migration comme une stratégie pour survivre et un moyen de subvenir aux besoins de leur famille (Arya et Roy, 2006 : 35), plusieurs de ces femmes se sont cependant retrouvées piégées dans les réseaux de la traite. C'est pourquoi nombre d'analystes et de militants conceptualisent la traite comme un phénomène fatalement lié à la mondialisation, aux conditions inéquitables du commerce et au manque de travail (Pattanaik, 2006).

Tel que mentionné déjà, plus la citoyenneté des femmes et des filles est inachevée dans leur lieu d'origine, plus elles sont à risque de se retrouver dans des espaces de traite et de devenir des apatrides *de facto* lors de leur migration. Par exemple, maintes victimes ne connaissent pas la langue dans le lieu de destination, ni même la ville dans laquelle elles se trouvent. Sans réseau social pour leur venir en aide, ni argent pour repartir, il devient alors difficile, voire impossible, pour elles de faire reconnaître leurs droits. Banerjee (2006b : n.p.) résume la situation de cette manière :

In South Asia, the problem of statelessness is compounded by the endemic poverty of the region leading to greater pauperisation of women, heightened conflict leading to increased violence against women and a general proclivity of all these states for treating women as second-class nationals. [These factors] have all contributed to a great increase in the trafficking of women. Further, there are many South Asian women who are stateless. If stateless then women are at a greater risk to fall prey to traffickers and when they are trafficked they become de facto stateless people.

Il importe d'ajouter que la plupart des victimes de la traite n'ont pas avec elles des documents certifiant leur identité légale, ce qui les rend d'autant plus vulnérables parce

qu'elles ne peuvent prouver leur nationalité (*ibid.*). Partant, elles peuvent difficilement protester contre l'exploitation de leur corps et de leur dignité, les trafiquants et les employeurs sachant fort bien que sans papiers officiels, elles ne peuvent exercer leurs droits ni demander la protection de l'État, ou le secours d'une ambassade ou d'un consulat s'il s'agit d'étrangères. Vu la nature du travail qu'elles exercent, les victimes de la traite n'ont pas accès non plus à un organisme qui protégerait leurs droits, tel un syndicat. En outre, la quasi-totalité des victimes viennent de familles pauvres qui ne sont pas en mesure de leur venir en aide, et il est même possible que un ou des membres de leur famille soient responsables de leur vente. Dit autrement, une fois prises dans l'engrenage de la traite, les femmes et les filles sont plus souvent que jamais incapables de se tourner vers leur gouvernement, leur communauté ou leur famille pour faire valoir leurs droits. Pis encore, plusieurs d'entre elles se voient confinées dans un environnement qui les empêche de partir sous prétexte qu'elles n'ont pas remboursé « leur dette ». Mais voilà! dans une étude réalisée auprès de victimes népalaises habitant Mumbai et Kolkata, Terre des Hommes (2005 : 37) écrivait à ce sujet :

The fiction of the "indebtedness" dominates the discourse of the tsukris and the brothel owners, much as it dominates the discourse of anti-trafficking organizations working in South Asia. From the beginning, girls are told that they are in the brothel "to repay their debt", and "being in debt" (hindi: karja, pura) was the common term in which sex workers in Mumbai referred to their situation (those in Kolkata referred to the situation as being a tsukri). The term "debt" is inappropriate for all tsukris who or whose families have not directly incurred a debt to the brothel owner – in this study, all respondents. The exact term is "slavery", as neither the girl nor her family has incurred a debt, yet the girl is forced to work against her will, in confinement, and under penalty of severe physical punishment. For those whose families have sold them directly to the brothel owner, the term "debt bondage" is appropriate.

Dans de nombreux cas, la servitude pour dette ne serait donc pas fondée; il s'agirait plutôt d'une ruse pour empêcher les femmes et les filles de quitter leur emploi. Mais même si les victimes n'ont pas vraiment encouru une dette envers leur employeur, force est d'admettre que c'est un subterfuge efficace, comme l'a souligné un de nos interlocuteurs :

Now when she comes here, she is convinced that this is a one-way traffic, and she wants to go, she wants to leave. She tells her madam that because she is tsukri she does not get any money. Whatever the clients pay, they pay to the madam and the madam looks after her upkeep. So there is some kind of relationship there. So one fine morning, she says: I want to go. The madam says: If you want to go, you go. The thing is I have paid 30,000 for you, you have to pay that back to me. I have paid

good money for you. And she asks her: Where will you go? By this time your parents, everyone knows that you are in a red light area and that you have become a prostitute and no one is going to accept you back. So it is usually one-way trafficking. She can't possibly come out. It's very difficult. You see, where are the options?

La dernière partie de la citation précédente soulève par ailleurs un autre aspect clé, soit la marginalisation sinon le rejet de ces femmes. Le porte-parole d'une ONG a expliqué à cet égard :

[...] in the sub-Asian context, in the Oriental context, the concept of chastity, the concept of promiscuity and all, everything is on the woman. The character of this society, the morals of this society, the values of the system, everything depends on the woman. The woman takes all the responsibility. The men are free. So in a society like this it is very difficult for her to come out.

On peut comprendre dès lors pourquoi les femmes œuvrant dans l'industrie du sexe sont peu ou pas respectées par les policiers, douaniers ou autres personnes en autorité. Sur le terrain, plusieurs représentants d'ONG ont signalé en effet qu'ils ne reçoivent pas toujours l'appui des policiers, lesquels sont souvent corrompus et n'ont aucune sensibilité quant aux questions de genre. Vu leur statut tant social que légal, l'on pourrait arguer en fait que les travailleuses du sexe issues de la traite sont des apatrides *de facto* par excellence. Par exemple, lors des descentes policières elles sont souvent arrêtées; les propriétaires des bordels se chargent alors de payer l'amende, la caution ou le pot-de-vin pour les sortir de prison, ce qui, selon Terre des Hommes (2005 : 27), ne fait que prolonger leur servitude pour dette. Ratna Kapur (2007 : 120) rapporte de son côté qu'en Inde, la première réponse aux victimes de la traite est souvent la détention soit dans une maison de protection ou en prison, ce qui ramènerait les femmes directement à la prostitution.

Nous avons écrit précédemment que dans leurs milieux d'origine, les victimes de la traite ont une citoyenneté inachevée, laquelle se transforme, dans les lieux de transit et de destination, en une apatridie *de facto* qui en fait d'elles des personnes sans voix, sans droits, et sauf quelques exceptions, sans sortie de secours. C'est en tous les cas un leitmotiv qui est ressorti clairement de nos entretiens sur le terrain. En guise d'illustration, nous reproduisons ici les observations de trois répondants :

A trafficked girl has no voice. For her to get out of there is a difficult task. If there is a NGO working, she can get a bit of help or if there is a dedicated police, she can get a bit of help. Otherwise, it is difficult.

If a trafficked girl is lucky, she will find a good policemen right after she got into trafficking who will want to help her and bring her to a good shelter where she will receive good care. But it is not always the case.

There are people [...] working for organizations, people who have come out, but they are very few. And a person who has gone through that life, who had the sheer courage to face this unholy world once again, and come back, it is a very difficult world. And maybe some people have the courage to do that but most of them do not. Whatever has happened has happened.

Une fois prises dans l'engrenage de la traite, les victimes ne peuvent donc pas s'en extirper facilement, en raison d'abord de leur statut d'apatride, mais à cause aussi des préjugés énormes auxquels elles devront faire face si elles réussissent à réintégrer la société. On notera d'ailleurs que certaines victimes, conscientes des conditions de vie dans leur campagne natale, semblent s'accommoder sinon même préférer leur nouvelle situation, y voyant là, paradoxalement, une grotesque forme de liberté :

Someone told me: Yes, I was married off to a man even double my age. He was such a huge man. I never liked him. I hated his looks. I never liked to sleep with him. But here, now, I am free. I can choose the person if I am ready to. This is a kind of false sense of liberty. She thinks this is liberty but... [Another told me]: I have faced some kind of violence. There are perverts. But at the end of the day, I have some kind of liquid money in which I can do whatever I like, no one can stop me. These are the kind of liberties they weigh out.

On vient de voir que la traite des femmes et des filles renvoie à plusieurs facteurs dont, notamment, la citoyenneté inachevée des victimes, en particulier celles provenant de familles pauvres en milieu rural. Il reste à examiner à présent les mécanismes qui ont été mis en place pour lutter contre le problème de la traite et, par le biais de nos entretiens avec les porte-parole de diverses ONG impliquées dans cette lutte, d'évaluer l'efficacité des dispositifs et moyens retenus. Or, nous pouvons annoncer d'ores et déjà qu'une faiblesse notoire des mécanismes en place, c'est justement l'absence de mesures ou, à tout le moins, un intérêt insuffisant pour contrer la cause principale de la traite des femmes et des filles sud-asiatiques, à savoir leur citoyenneté inachevée.

CHAPITRE III

LA LUTTE CONTRE LA TRAITE DES FEMMES ET DES FILLES : LES DÉFIS DE LA GOUVERNANCE

La traite des femmes et des enfants est un phénomène complexe et multi-dimensionnel qui interpelle plusieurs acteurs. En effet, que ce soit la famille ou la communauté, les groupes communautaires, les forces policières, les ONG, des représentants gouvernementaux ou, encore, des organisations supranationales, chacun a son mot à dire en ce qui concerne la traite. C'est ainsi que le concept de gouvernance prend tout son sens, la lutte à la traite impliquant de nombreux intervenants locaux, nationaux et internationaux, lesquels, par souci d'efficacité, devraient en principe travailler ensemble en visant des objectifs communs. C'est en partie ce que nous avons cherché à vérifier durant notre séjour au Bengale occidental. Mais avant de nous arrêter aux actions de lutte entreprises en Inde et dans l'État du Bengale occidental, commençons par clarifier la notion de gouvernance.

3.1 La gouvernance, ou la nécessité de coordonner les efforts

Dans le *Dictionnaire de la géographie*, Lévy et Lussault (2003 : 418) définissent la gouvernance comme « *l'ensemble des processus et des institutions qui participent de la gestion politique d'une société* »; ils précisent que la gouvernance implique le gouvernement et d'autres acteurs tels que les organismes non gouvernementaux, les entreprises, les syndicats, les associations citoyennes et même des individus, mais en autant qu'ils jouent un rôle dans les orientations politiques stratégiques et les options de politique publique. Duchastel et Audet (2008 : 515) écrivent pour leur part que la gouvernance comprend « *toute action de gouverner, quel qu'en soit le lieu d'application, dans la sphère publique ou dans la sphère privée* ». La gouvernance cherche en fait à établir des consensus ou des ententes entre les acteurs, « *dans le cadre d'institutions parlementaires où sont désormais définies les*

règles de la pratique sociale, soit en amont des assemblées législatives, soit en aval des assemblées » (Bourque, Duchastel et Pineault, 1999 : 50). Juan-Luis Klein (2007 : 52) affirme de son côté que la notion de gouvernance permet « d'expliquer l'ensemble des facteurs qui orientent les décisions des acteurs et qui relèvent aussi bien de leurs rapports de force que de leur culture et de leur trajectoire historique. La notion de gouvernance devient d'une utilité majeure en géographie à partir du moment où il est établi que les rapports de pouvoir ne se limitent pas à l'État ».

La place que prend aujourd'hui la gouvernance s'inscrit donc dans un contexte où l'État-nation perd du pouvoir, ce qui engendre une reconfiguration des espaces sociaux (Bourque, Duchastel et Pineault, 1999 : 51). Duchastel ajoute : « ...la gouvernance apparaît comme une nécessité relevant de la complexification des décisions à prendre soit à l'intérieur des sociétés, soit dans l'espace mondial, où les flux économiques et technologiques dépassent la capacité de régulation des États eux-mêmes » (cité dans Leduc et Lebel, 2008 : 38). Lévy et Lussault (2003 : 422) abondent dans le même sens quand ils écrivent que la gouvernance reflète « les formes contemporaines et les transformations de l'État et de l'orientation des sociétés à partir d'acteurs et de régulations au-delà de l'État ». En effet, les décisions sont prises de plus en plus par des instances paraétatiques (ex. Internet), infraétatiques (ex. les tables de concertation dans les organismes parapublics) et supraétatiques (ex. les grandes organisations internationales comme l'Organisation mondiale du commerce ou l'UNESCO) (Leduc et Lebel, 2008 : 37). Ainsi, la gouvernance se développe tant aux échelles locale et nationale qu'à un niveau plus englobant qu'est l'échelle mondiale, et ce afin de d'établir des compromis qui permettent de mettre en place des « infra-règles » qui s'imposent de l'extérieur des assemblées législatives (Bourque, Duchastel, Pineault, 1999 : 51).

Le recours sans cesse plus fréquent au concept de gouvernance serait donc attribuable, en grande partie en tout cas, au phénomène de la globalisation, lequel a eu pour effet, entre autres, de complexifier l'action de gouverner et de multiplier les lieux de gouvernance et de gestion (Duchastel et Audet, 2008 : 515). Dit autrement, la mondialisation des flux financiers, médiatiques, technologiques, migratoires et idéologiques, a fait en sorte que les États-nations ne peuvent plus avoir le contrôle sur un ensemble de régulations, lesquelles sont

de moins en moins applicables à un seul territoire national (*ibid.* : 514). C'est ce qui amène Castles et Miller (2009 : 12) à affirmer que les gouvernements (autant national que régional et local) qui veulent arriver à leurs buts doivent maintenant interagir avec d'autres organisations et institutions, qu'elles soient publiques ou privées, étrangères ou locales. Du coup, ce système de gouvernance tente de réconcilier des tendances qui s'opposent : « *la nécessité d'avoir à la fois une perspective globale et une sensibilité locale, d'être simultanément de petite et de grande taille, de profiter des avantages de la centralisation et de la décentralisation, de rechercher des stratégies qui protègent à la fois la liberté et l'égalité, etc.* » (Paquet, 2005 : 27). La gouvernance suppose ainsi des modèles de gestion qui incorporent les diverses actions stratégiques de plusieurs acteurs, et qui influencent l'orientation d'une organisation ou d'un système (*ibid.* : 49). Ce faisant, les organisations sont confrontées à la complexité des interactions, à la densité des réseaux et à la vitesse croissante des changements.

À la lumière de tout ce qui précède, on peut comprendre pourquoi, de l'avis de Gilles Paquet (2004 : 19), la gouvernance est vue comme « *la coordination efficace [de partenaires] dans un monde où le pouvoir, les ressources et l'information sont répartis entre plusieurs mains* ». Selon lui, cette coordination nécessaire de tous les acteurs est plus ou moins verticale, horizontale ou transversale, et ce afin d'atteindre un minimum d'efficacité, mais elle devient de plus en plus difficile à réaliser étant donné nos sociétés complexes et pluralistes, fondées sur la connaissance. La plupart des groupes et des individus détiennent effectivement une portion du pouvoir, des ressources et de l'information, faisant en sorte que leur connaissance est partielle et incomplète. En outre, lorsqu'on parle de gouvernance, il n'y a pas de maître du jeu; donc la coordination ne peut être imposée de façon autoritaire ou unilatérale (*ibid.* : 27).

Par ailleurs, il faut garder à l'œil que le concept de gouvernance repose sur un fort courant idéologique qui suppose l'implication des parties prenantes et une bonne gestion transparente. Plus précisément, la gouvernance se veut

une alternative à la logique du gouvernement fondé sur la légitimation que lui procure la communauté politique. Il y a déplacement des acteurs, des citoyens aux parties prenantes, et déplacement de la légitimation, de la représentation à la

participation. Dans le contexte d'une multiplication des lieux de régulation, sur les plans infra, para ou supranationaux, la gouvernance se présente comme l'opportunité de gouverner démocratiquement (Duchastel et Audet, 2008 : 515).

Il faut cependant faire une distinction entre gouvernement et gouvernance en ce que « *le gouvernement renvoie à la mise en œuvre des politiques ayant fait l'objet d'une législation, à travers les divers appareils liés au système démocratique* », alors que la gouvernance est « *un gouvernement en dehors du politique* » (Bourque, Duchastel et Pineault, 1999 : 50). Ainsi, la gouvernance implique que la société civile devient un acteur significatif et que plusieurs acteurs non étatiques prennent de plus en plus de place dans les processus décisionnels et de gestion; on n'a qu'à penser, notamment, aux ONG dont le nombre s'est accru de façon considérable dans les dernières années (Duchastel et Audet, 2008 : 512). Il en est de même du rôle croissant des organisations internationales. De l'avis toutefois de certains analystes, cette ouverture à la société civile favorise surtout le développement de la globalisation néo-libérale au détriment des dimensions de justice et de redistribution des ressources et de la richesse. Aussi, selon cette perspective, la participation de la société civile aux instances de gouvernance relèverait davantage du désir d'influencer les politiques discutées dans ce nouvel espace politique mondialisé plutôt que d'un réel projet de démocratie participative (Duchastel et Audet, 2008 : 536), d'autant plus que les modes de gestion extérieurs à l'État ont une logique d'expertise plutôt que de démocratie (Leduc et Lebel, 2008 : 37). Vue de cette manière, l'on pourrait donc, à l'instar d'un Jules Duchastel, définir la gouvernance comme

une technologie de régulation permettant de réunir divers groupes (corporations, entreprises, gouvernements, société civile) ayant des intérêts par rapport à une question particulière, autour de laquelle ils sont amenés à définir des règles, des normes et des principes (cité dans Leduc et Lebel, 2008 : 38).

Pour les fins de ce mémoire, il s'agit là en tous les cas d'une définition opératoire on ne peut plus utile pour analyser la lutte contre la traite des femmes et des filles telle qu'elle se déploie en Asie du Sud depuis environ le début des années 2000.

Dans les pages qui suivent, l'on verra effectivement comment la gouvernance ou la gestion de la lutte à la traite rassemble désormais une panoplie d'intervenants aux visées et aux expertises variables. L'analyse débutera avec un examen des conventions et autres

mesures adoptées par des organisations internationales et suprarégionales, y compris notamment les Nations Unies et la *South Asian Association for Regional Cooperation* (SAARC), lesquelles se sont donné pour mandat principal de coordonner voire de standardiser les efforts de lutte, respectivement à l'échelle mondiale et dans la région de l'Asie du Sud, où les différents États tardent toujours à travailler en étroite collaboration afin d'enrayer le problème de la traite. Nous nous pencherons ensuite sur les gestes posés par le gouvernement national indien et par l'État du Bengale occidental, dont les préoccupations en ce qui concerne la traite des personnes se situent évidemment à une toute autre échelle, et lesquelles font appel par conséquent à des mesures particulières qui rejoignent en grande partie les directives émises par les organisations internationales. Nous nous attarderons, finalement, aux actions entreprises localement par les différents acteurs de la société civile ouest-bengalaise, dont les ONG, les associations communautaires, les groupes de femmes et de jeunes, les *panchayats* et les comités de vigilance, pour qui la traite des femmes et des enfants est un problème viscéral.

3.2 Les mesures de lutte préconisées à l'échelle internationale

Un tournant important en matière de gestion de la lutte à la traite a vu le jour avec l'adoption, en novembre 2000, du *Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée* (aussi connu sous le nom de Protocole de Palerme). Ce dernier a pour objectif, comme l'indique son titre, de prévenir et de combattre la traite transnationale, c'est-à-dire impliquant le franchissement de frontières et de favoriser la coopération internationale dans ce domaine⁴⁰. Le Protocole stipule notamment que :

Les services de répression des États ayant ratifié le Protocole devront coopérer entre eux pour détecter les auteurs d'infractions et les victimes de la traite des personnes, échanger des informations sur les méthodes utilisées par les auteurs d'infractions et assurer la formation des agents des services de détection et de répression ainsi que des personnes chargées de venir en aide aux victimes. Les États parties devront également prendre les mesures de sécurité et assurer les contrôles aux frontières nécessaires pour prévenir et détecter la traite des personnes. Ils s'engagent

⁴⁰ Source : http://untreaty.un.org/French/TreatyEvent2002/CTOC_Prot1_9.htm. Consulté le 11 mai 2009.

*notamment à renforcer les contrôles aux frontières, à prévoir l'obligation pour les transporteurs commerciaux de vérifier les passeports et les visas de tous les passagers, à fixer des normes relatives à la qualité des passeports et autres documents de voyage et à coopérer entre eux pour vérifier la validité des documents délivrés par eux ou en leur nom et utilisés à l'étranger*⁴¹.

Bien qu'étant une mesure nécessaire, voire incontournable, dans la lutte contre la traite, on constate ainsi que le Protocole onusien de 2000 met l'accent sur l'aspect proprement criminel du problème et ne s'attarde nullement aux causes sous-jacentes de la traite, c'est-à-dire les facteurs de vulnérabilité qui font en sorte que d'innombrables femmes et enfants en deviennent des victimes. Un examen de la documentation révèle par ailleurs que cette insistance à percevoir et à combattre la traite en tant que crime, d'abord et avant tout, a été reprise par la suite par d'autres organismes internationaux. Par exemple, dans un rapport de 2005 qui visait à encourager les gouvernements nationaux à rendre leur législation conforme au Protocole de Palerme, la Commission mondiale sur les migrations internationales recommandait trois types d'action pour lutter efficacement contre la traite : 1) poursuivre les malfaiteurs, y compris ceux qui hébergent les victimes; 2) réduire la demande pour les services de personnes victimes de la traite par des campagnes de sensibilisation, des initiatives éducatives et le renforcement des législations nationales; 3) arrimer les mesures à l'encontre des trafiquants avec une protection efficace des victimes (CMMI, 2005 : 43). En 2006, l'Organisation internationale du travail affirmait à son tour qu'il devrait y avoir une réforme des lois dans chaque État afin de poursuivre les malfaiteurs en tenant compte des nouvelles formes de traite tant pour le travail forcé que pour des fins d'exploitation sexuelle (ILO, 2006). On remarque donc, une fois de plus, la priorité accordée à l'aspect criminel de la traite et, du coup, l'obligation de chaque pays de modifier sa législation. Il en a été de même lors d'une conférence régionale tenue à Delhi en octobre 2007 sous l'égide de l'Organisation contre les drogues et le crime des Nations Unies (UNODC). Sous le thème « *Responding to Trafficking for Sexual Exploitation in South Asia* », cette rencontre a donné lieu à la Déclaration de Delhi, laquelle prévoit une série de stratégies : pour punir les malfaiteurs, durcir le processus légal pour protéger les victimes, diminuer la demande pour la prostitution et les travaux forcés, encourager la prévention du commerce de l'exploitation

⁴¹ Voir le Protocole : http://untreaty.un.org/French/TreatyEvent2002/CTOC_Prot1_9.htm. Consulté le 11 mai 2009.

sexuel, permettre une collaboration plus étroite entre les différents intervenants, décourager les migrations irrégulières et encourager les campagnes de sensibilisation (UNODC, 2008 : 35).

Du Protocole de Palerme à la Déclaration de Delhi, on voit donc se déferler la panoplie de mesures ayant fait consensus à l'échelle mondiale pour combattre sinon prévenir la traite des personnes. Outre l'adoption de lois nationales plus sévères et la poursuite plus assidue des trafiquants et de leurs collaborateurs, les organisations internationales cherchent, notamment, à diminuer la demande pour la prostitution; à réduire les migrations irrégulières à l'aide de campagnes de sensibilisation auprès des victimes potentielles et par le biais, surtout, d'un contrôle plus serré aux frontières; et à mettre en place des programmes de formation s'adressant aux policiers, aux gardes-frontalières et aux personnes et organismes chargés de venir en aide aux victimes. Or, sans nier le moindre bien-fondé et l'utilité de toutes ces stratégies, il est permis de se demander si celles-ci sont suffisantes pour combattre réellement la traite des femmes et des enfants. Formulé autrement, les organismes internationaux ne devraient-ils pas s'attaquer davantage aux causes sous-jacentes de la traite, lesquelles imposent aux victimes potentielles une citoyenneté inachevée qui les rend d'autant plus vulnérables à l'exploitation? Certes, certaines agences onusiennes, tel que le Fonds des Nations Unies pour la population, ont recommandé d'aborder la traite comme un problème de développement à assortir à des politiques de réduction de la pauvreté (UNFPA, 2002). L'Organisation internationale du travail a proposé de son côté que les États adoptent des stratégies de lutte à la pauvreté en implantant des programmes de développement dans les régions où les personnes démunies et vulnérables sont recrutées afin que les femmes et les enfants aient des moyens de subsistance (ILO, 2006 : 103). Ces recommandations, cependant, ne semblent pas susciter un très grand intérêt et leur mise en application ne semble pas une priorité. Il en est de même quant aux propositions, pourtant fort prometteuses, mises de l'avant par la Banque de développement asiatique, laquelle souhaiterait impliquer diverses agences gouvernementales afin de construire des façons de faire qui iraient au-delà du problème de la traite comme telle et qui s'intéresseraient par exemple, à l'empowerment des femmes, aux migrations sécuritaires et à la réduction de la

pauvreté, le tout en tenant compte des dynamiques régionales et dans le cadre de la convention contre la traite élaborée par la SAARC (ADB, 2002 : 52).

La lutte à la traite des personnes, telle que menée à l'échelle mondiale depuis l'adoption du Protocole de Palerme, nous paraît ainsi lacunaire. Qui plus est, tout porte à croire qu'elle n'a pas à ce jour donné les résultats escomptés, en particulier pour ce qui est du nombre de malfaiteurs arrêtés et poursuivis en justice; cela renvoie pourtant à l'une des principales mesures de lutte préconisées par presque toutes les organisations internationales. Il convient toutefois de signaler à cet égard que la preuve à présenter devant les tribunaux est d'une complexité telle qu'il est difficile de porter et de soutenir des accusations contre les trafiquants et leurs collaborateurs⁴². Il faut rappeler en outre que les politiques et recommandations formulées à l'échelle internationale requièrent habituellement un suivi au niveau national, sinon infranational. Or, il semblerait y avoir des problèmes ou difficultés de gouvernance à ce chapitre. En 2007, par exemple, Ratna Kapur (2007 : 135) écrivait au sujet de l'Inde dans un rapport pour la « Global Alliance against Traffic in Women » :

The number of convictions secured against traffickers is extremely low in India. Human trafficking is simply not treated as a matter of priority for the state or its law enforcement personnel. In addition, the maltreatment of trafficked persons by law enforcement officials, including, for example, the punishment of trafficked persons for trafficking-related crimes, is indicative of the need to revisit these laws and policies and their harmful impact on the rights of trafficked persons.

Il s'agit là sans contredit d'une déclaration sévère et sans ambages. Mais l'avis est-il partagé par les intervenantes et les intervenants indiens, y compris notamment celles et ceux qui œuvrent contre la traite des femmes et des filles dans le Bengale occidental? C'est ce que nous examinerons dans les sections suivantes.

3.3 Les mesures de lutte en Inde et dans le Bengale occidental

Nous débiterons cette partie du mémoire avec deux brefs exposés. Le premier portera sur Sanlaap, soit la plus vieille ONG ouest-bengalaise à s'être engagée dans la lutte

⁴² Sanlaap. 2006. *In Search of Justice : A Report on the Pilot Study on Low Rate Conviction of Cases Related to Trafficking for Prostitution*. Kolkata : Sanlaap.

contre la traite des femmes et des enfants, alors que le second s'attardera sur ce qui s'appelle la *Anti-Human Trafficking Unit*, laquelle a été mise sur pied en avril 2006 afin d'intensifier l'action policière contre la traite des personnes. Nous verrons ainsi, d'entrée de jeu, que l'Inde, et l'État du Bengale occidental tout particulièrement, disposent d'outils pour s'attaquer au problème de la traite.

3.3.1 Sanlaap : une pionnière en matière de lutte⁴³

Sanlaap a vu le jour à Kolkata en 1987. Or, ne serait-ce qu'en raison de sa longévité, elle est devenue une chef de file en matière de lutte à la traite tant au Bengale occidental qu'à l'échelle nationale indienne. On notera d'ailleurs que sa fondatrice, Indrani Sinha, a aussi été conseillère pour les Nations Unies. La mission de Sanlaap est la lutte à la traite des femmes et des enfants pour des fins de commerce de l'exploitation sexuelle (CES), d'abus sexuels et de prostitution⁴⁴. L'idée maîtresse derrière l'approche multidimensionnelle et holistique de Sanlaap est de prévenir la traite et de cesser la deuxième génération de prostitution (Sanlaap, 2006b: 4). Dans ce contexte, les activités de Sanlaap sont divisées en trois champs distincts : la documentation, la recherche⁴⁵, et les programmes reliés à la réhabilitation des victimes et à la prévention (Sen and Nair, 2005 : 664). Le programme de réhabilitation est offert à travers ses propres centres d'accueil pour filles appelés « *Sneha* » (ce qui signifie affection) et à travers les centres d'accueil pour les filles gérés par l'État ouest-bengalais. On y offre, entre autres, des services en santé mentale (tels que des thérapies individuelles ou de groupe), de la formation professionnelle et scolaire et des services d'aide juridique (*ibid.*). Sanlaap joue aussi un rôle important dans le rapatriement des femmes et des filles; non seulement veille-t-

⁴³ Il convient de signaler que cette sous-section s'appuie sur les informations tirées du site Internet de Sanlaap de même que sur des rapports et études que l'organisme a produits au fil des ans.

⁴⁴ Voir le site Internet : www.sanlaapindia.org. Consulté le 9 novembre 2009.

⁴⁵ Parmi les études réalisées par Sanlaap, mentionnons, notamment : Sanlaap. 2004. *In Disguise : A Study on Vulnerabilities in Mobility, Migration and Trafficking in Persons*. http://www.childtrafficking.com/Docs/sanlaap_in_disguise_oct07.pdf. Consulté le 12 novembre 2009; Sanlaap. 2006a. *Tracking our Children. A Brief Situational Analysis on the Trend of Migration, Child Marriage and Trafficking in Eight Districts of West Bengal*. http://www.childtrafficking.com/Docs/sanlaap_tracking_oct07.pdf. Consulté le 12 novembre 2009; Sanlaap. 2006c. *In Search of Justice : a Report on the Pilot Study on Low Rate Conviction of Cases Related to Trafficking for Prostitution*. Kolkata.

elle à leurs besoins physiques et médicaux, mais elle contacte et donne des séances d'information à leurs familles et communautés afin que ces dernières acceptent de réintégrer les victimes (*ibid.*: 665).

Quant au programme de prévention, il s'opère surtout sous la forme de campagnes de sensibilisation qui mettent l'accent sur les problèmes liés à la traite des femmes, ses causes sous-jacentes et les démarches qui peuvent être prises par la société civile pour la prévenir. Le but, en bref, est d'élever la conscience sur le problème de la traite et de faire connaître les lois applicables. Pour y arriver, Sanlaap donne de la formation aux juges, aux policiers, aux gardes-frontières, aux fonctionnaires de l'État du Bengale occidental, y compris ceux en poste dans les districts ruraux, et aux organismes communautaires (*ibid.*). En outre, l'ONG encourage les membres des *panchayats* à tenir des registres des migrations et des mariages afin d'augmenter la sécurité des femmes et des filles quand celles-ci se déplacent. On prend note ainsi des émigrantes et on vérifie si elles continuent de donner de leurs nouvelles; si elles n'en donnent plus, on peut alors amorcer des procédures d'enquête pour voir si elles ont été victimes de la traite. Quant au registre des mariages, puisque plusieurs filles épousent des hommes venant d'autres régions en Inde, on enregistre le nom et l'adresse du marié pour s'assurer qu'il ne s'agit pas d'un faux mariage qui mènerait à la vente de la jeune épouse une fois qu'elle a quitté son village.

À un autre niveau, Sanlaap, en tant qu'organisation maîtresse dans le réseau des ONG ouest-bengalaises, procure à ces dernières divers conseils, par exemple sur le soutien psychologique et l'appui à fournir aux personnes secourues. À l'échelle nationale indienne, Sanlaap est également très impliquée dans plusieurs regroupements comme « L'Action contre la traite et l'exploitation sexuelle des enfants » (ATSEC); « L'Alliance nationale des organisations des femmes » (NAWO); « *Maitri* », un autre regroupement d'organisations communautaires pour les femmes; « Le Réseau contre la traite transfrontalière » (CBATN) et « La Coalition contre la traite des femmes » (CATW)⁴⁶. Sanlaap travaille, enfin, à faire du lobbying auprès du gouvernement indien afin que les programmes de développement soient sensibles aux questions de genre (Sen and Nair, 2005 : 665).

⁴⁶ Source : www.sanlaapindia.org. Consulté le 11 mai 2009.

À la lumière de tout ce qui précède, il ne fait aucun doute que Sanlaap est un acteur clé dans la lutte à la traite des femmes et des enfants telle qu'elle est menée dans le Bengale occidental. Vu toutefois l'ampleur et le caractère complexe du phénomène, il est tout aussi clair que cette ONG ne peut à elle seule prévenir et éliminer le problème. On revient dès lors à la notion de gouvernance, en particulier au rôle de l'État à qui incombe notamment la responsabilité de formuler des lois afférentes et de veiller à leur mise en application. D'où l'intérêt de nous pencher à présent sur l'Unité anti-traite des humains.

3.3.2 La *Anti-Human Trafficking Unit* (AHTU)

Créée en avril 2006, sous les auspices conjoints de l'UNODC et du ministère indien des Affaires intérieures (Ministry of Home Affairs), l'AHTU résulte d'un projet appelé *Strengthening Law Enforcement Response to Human Trafficking* dont le but est d'intensifier la lutte contre la traite des personnes par l'amélioration des compétences du personnel impliqué dans le processus judiciaire. Implantée pour l'heure dans cinq États indiens, soit l'Andhra Pradesh, le Bihar, Goa, le Maharashtra et le Bengale occidental, cette unité spéciale est une partie intégrante du service de police de l'État (UNODC, 2007 : 5-6). Elle a pour mandat général de veiller à la prévention des crimes reliés à la traite, aux poursuites judiciaires contre les malfaiteurs et à la protection des victimes secourues (*ibid.* : 7). De manière plus précise, l'AHTU est censée :

- a) Apporter une attention particulière aux crimes reliés à la traite des personnes;
- b) Fournir une approche multidisciplinaire et promouvoir une réponse commune par toutes les parties prenantes, incluant le corps policier, les procureurs de l'État, les ONG, la société civile et les médias;
- c) Promouvoir une collaboration entre les policiers et les autres départements gouvernementaux, dont celui des femmes et des enfants et ceux du travail et de la santé;
- d) Promouvoir une collaboration entre les départements gouvernementaux et les acteurs non gouvernementaux tels que les ONG et les entreprises;
- e) Promouvoir un réseau efficace avec les différents partenaires de la société civile, plus particulièrement ceux qui travaillent sur des aspects spécialisés de la traite des personnes;
- f) Assurer une approche basée sur les droits humains;
- g) Assurer une approche centrée sur la victime et prévenir la re-victimisation des personnes secourues;

- h) Assurer une approche sensible au genre et aux droits des enfants lorsqu'il est question de traite des personnes;
- i) Assurer une approche de « crime organisé » lorsqu'il est question de crimes reliés à la traite des personnes (*ibid.* : 7).

On voit ainsi comment, pour lutter contre la traite des personnes, l'AHTU est appelée à emprunter une approche holistique qui accorde une importance considérable à la coopération entre tous les acteurs qui sont engagés d'une façon ou d'une autre à combattre ce problème. Ce faisant, il s'agit là d'un outil qui devrait en principe favoriser grandement la mise en place d'une réelle gouvernance en matière de lutte à la traite. Plusieurs des personnes rencontrées lors de notre séjour dans le Bengale occidental ont déclaré d'ailleurs avoir bon espoir en cette nouvelle entité policière. Du fait cependant que l'AHTU en était encore à ses débuts à l'époque, nous ne saurions dire si cette confiance était méritée ou non. En revanche, et compte tenu surtout des commentaires de maints répondants et répondantes, ce que nous pouvons affirmer, c'est qu'au moment de notre recherche sur le terrain, la lutte ouest-bengalaise à la traite des femmes et des filles faisait toujours l'objet de multiples débats et critiques, et ce en dépit des impressionnants plans d'action mis de l'avant par des groupes comme Sanlaap et l'AHTU.

3.3.3 Regards critiques sur les mesures de lutte indiennes et ouest-bengalaises

À l'instar de nos interlocuteurs et interlocutrices, nous nous attarderons dans cette sous-section à six grands thèmes, lesquels reflètent les principaux sujets abordés autant dans la littérature académique que dans la documentation officielle portant sur la traite des personnes. Seront examinés ainsi, dans l'ordre, les difficultés liées à la poursuite des criminels, le débat sur la légalisation de la prostitution, le problème de la double-victimisation des personnes secourues, l'éducation publique et la réhabilitation des victimes. Nous verrons ensuite les mesures de lutte se rapportant au développement social et économique, lesquelles selon nous mériteraient d'être prioritaires pour une lutte plus efficace contre la traite des femmes et des filles sud-asiatiques.

3.3.3.1 La poursuite des criminels

Tel que démontré déjà, la poursuite des malfaiteurs est un objectif dominant de la lutte internationale à la traite des personnes au Bengale occidental. Or, comme ailleurs en Inde, cet objectif est difficile à atteindre à cause, entre autres, du caractère lacunaire de la plus importante loi en vigueur en matière de traite, les problèmes liés à sa mise en application, et l'attitude du corps policier.

3.3.3.1.1 La loi indienne et sa mise en application

Signalons, pour mémoire, que dans le contexte indien, la lutte à la traite est abordée principalement dans trois documents de base : la Constitution du pays, le *Immoral Traffic Prevention Act* (1956) et le Code pénal. Pour des raisons évidentes, certains dispositifs et autres éléments pertinents figurent également dans le *Bonded Labour System (Abolition) Act* (1976), le *Transplantation of Human Organs Act* (1994), le *Child Labour (Prohibition and Regulation) Act* (1986) et le *Child Marriage Restraint Act* (1929) (Kapur, 2007 : 115). Cela dit, sur le terrain nos répondants ont surtout commenté le *Immoral Traffic Prevention Act* (ITPA), à commencer par la clause 8 de cette loi, laquelle fait en sorte que les victimes de la traite sont plus susceptibles d'être poursuivies et punies que les trafiquants, comme l'a fait remarqué le porte-parole d'une ONG : « *Then Section 8 of the ITPA where it says that soliciting is an offense. Now what happens with that particular section, punishment for a man is lesser than for a woman. Number one* ». Le représentant d'une autre ONG a précisé pour sa part :

They call it Section 8. It says that seducing or alluring a person, a client, in a public place (public place is defined as within 200 m of a school, a church, a mosque, gurdwara...), she commits an offence under Section 8; she could be arrested. If you go to the National Crime Records Bureau reports for the last ten years, and if you go to ITPA, you will see that most of these cases were booked under Section 8.

On reproche aussi à l'ITPA le fait qu'elle ne définit pas ce qui est moral ou immoral. Qui plus est, elle ne comporte aucune définition de la traite des personnes. Or, la porte-parole d'un organisme international a signalé à cet égard que l'ITPA s'intéresse seulement à la traite pour fins du commerce sexuel et demeure silencieuse en ce qui concerne la traite

pour le travail forcé, la transplantation d'organes, la mendicité, l'adoption et le mariage forcé. Un fonctionnaire du gouvernement ouest-bengalais a ajouté de son côté que la loi comprend des anomalies qui laissent une trop grande marge de manœuvre aux policiers :

Because in this act, trafficking, or the trafficker, has not been defined. [...] And it has been stated in the statute itself that the commercial sexual exploitation is an offense, but prostitution is not an offense. Prostitution, per se, is not an offense. [Consequently,] it depends on the mercy of the investigating officer if it is an offense or not.

Un autre problème, plus technique celui-là, vient du fait qu'en vertu de l'ITPA, ce ne sont pas tous les policiers qui peuvent enquêter sur les cas de traite :

In the system of ITPA, no sub-inspector can investigate, but an inspector. Another problem is that in our country, most of the rural areas, the trafficking-problem areas, the officers in charge of police stations are sub-inspector police. [...] There must be special provisions for the enactment of this statute. [...] A sub-inspector officer in charge of a police station is capable of investigating the case of murder, of rape, of kidnapping for the purpose of ransom, and other cases of capital punishment, but he is not capable of investigating a case of trafficking. That is the problem. However, a new bill has been placed in Parliament and all these problems will be sorted out from the Amendment Act; I think so.

Il importe de noter finalement que, par contraste aux répondants cités ci-haut, certains de nos interlocuteurs étaient d'avis que ce n'est pas tant la loi comme telle qui fait défaut, mais plutôt la volonté de la part des instances publiques de l'appliquer convenablement :

Very interesting laws are there. It is not that the laws are not there; they are there, but at places the implementation lacks. I mean it is lacking in implementation. And also the number of police is so less in India; I mean the population - police ratio. It is sometimes becoming difficult for the police to investigate cases properly.

Le coordonnateur d'une ONG abonde dans le même sens : « *So this [ITPA] is an excellent legislation. But the infrastructure to use this legislation is not ready. We do not have enough soldiers to use this weapon. They are not trained* ». Un employé d'un centre d'accueil a été quant à lui encore beaucoup plus tranchant en accusant le gouvernement d'inaction :

The government, they have the plenary session, they have good planning sessions but in the implementing section they have done nothing. Most of the NGO people are doing better than the government. The work is mostly NGO-based.

3.3.3.1.2 Le corps policier

D'après plusieurs des acteurs rencontrés sur le terrain, l'attitude et le comportement des policiers chargés d'appliquer la loi sont d'autres facteurs qui complexifient considérablement la poursuite des criminels. Par exemple, lorsque nous avons demandé à un fonctionnaire de l'État du Bengale occidental quelles étaient selon lui les plus grosses difficultés à combattre la traite, il a répondu que c'était d'abord le nombre insuffisant de policiers et les priorités que ces derniers se fixent :

I can tell you the difficulties vis-à-vis the police. The first is an acute lack of manpower at the police station level. Now, if you have abundant manpower at the police station level, then all the police problems can be looked after. But if there is a severe shortage of manpower, where in place of 100 people, you have only 20 people, then only the top few problems will be looked at. And the top few problems will always be law and order, VIP protection, murder, dacoity, communal harmony; trafficking will come way down. In our training and sensitization courses, we have been trying to tell the thana⁴⁷ police officers in charge to raise the priority of trafficking in their list of priorities.

Le même interlocuteur s'est empressé d'affirmer par ailleurs que le corps policier n'est pas suffisamment sensibilisé au problème de la traite :

Second, there is a great lack of sensitization of police as to the magnitude and implications of trafficking. Magnitude: I mean they don't know how big a problem trafficking is. What a huge volume of girls are being trafficked, because very few cases are being reported to the police. Implications: I mean, the girl, once she is trafficked, she is essentially raped repeatedly. So it is a question of, you know, something being ten times more important than any individual rape because this girl is raped ten times, if you look at it that way. So this we try to explain to the thana heads and the thana head is all important in the thana. If we can sensitize the officer in charge, he can sensitize the others, and so on.

Il convient d'ajouter cependant que d'autres répondants n'étaient pas aussi convaincus que ce fonctionnaire quant au bien-fondé de la stratégie voulant que si on réussit à sensibiliser les hauts gradés du service de police, cela se répercutera sur les subalternes. À titre indicatif, voici ce qu'a déclaré la représentante d'une ONG :

In some parts, especially the upper parts of the police officials, at the state level, and the higher officials, the efforts have been very honest, but not always. These same efforts, same understanding has not percolated to the lower level to date. So, the

⁴⁷ Thana signifie poste de police.

intention, the effort, and the style and quality of the effort will be different. This is not sufficient.

L'effort émis par les policiers n'a évidemment pas fait l'objet d'une condamnation généralisée ou de critiques unanimes; au contraire, certains des acteurs interviewés ont été on ne peut plus élogieux à cet égard. À preuve :

[In] the areas where we have worked we have found many helpful police officers. Some are very helpful. They come up with many ideas. Sometimes they have so much work on their hands that they can't immediately act on our reports, but when you explain it to them they will help you.

À l'autre extrémité toutefois, on s'est plaint des cas de corruption. Ainsi, selon une intervenante en poste à l'extérieur de Kolkata, où elle est chargée d'un programme de sauvetage des victimes, il arrive que des trafiquants sont arrêtés mais sont ensuite relâchés sans être envoyés au tribunal. La coordonnatrice d'une autre ONG a laissé sous-entendre pour sa part que des policiers et des gardes-frontières étaient même impliqués dans la traite des filles :

You know maybe they were having too much work they were not interested in this concept. Often the panchayat has told us that the officers are involved in this. So they do not want to work against trafficking. Even the people in the area say that the officers prefer young girls when anybody comes to sell something. They want to see the girls at the age of 15-18.

Un cadre législatif déficient, un nombre insuffisant de ressources humaines, des officiers peu ou pas sensibilisés au problème, des priorités mal placées sans compter des instances de corruption, voilà donc autant de facteurs qui font en sorte que dans sa lutte contre la traite des femmes et des filles, le corps policier indien n'a pas à ce jour connu tous les succès escomptés, en particulier pour ce qui est de la poursuite des criminels. Dans les circonstances, on peut comprendre pourquoi les organismes civils engagés dans cette lutte ont généralement bien accueilli l'implantation, dans le Bengale occidental, d'une première Unité anti-traite (AHTU) et pourquoi, au moment de notre séjour en Inde, plusieurs parlaient déjà de l'extension de ce projet à l'échelle nationale :

The Ministry of Home Affairs is now launching its own independent government scheme, which is going to be for all of India. And based on this project model, they are going to be training law enforcement officials across India. They are going to be setting up 297 anti-trafficking units across India in all the districts.

3.3.3.2 Le débat sur la légalisation de la prostitution

La question, posée presque partout dans le monde, ne date pas d'hier : devrait-on ou non légaliser la prostitution? Or, au Bengale occidental, comme ailleurs en Inde, ce sujet suscite un débat parfois déchirant entre les individus et groupes qui luttent contre la traite des femmes et des filles. L'on pourrait arguer en fait que le coup d'envoi a été lancé par la fondatrice de Sanlaap, Indrani Sinha, qui s'est positionnée publiquement contre la légalisation de la prostitution, alléguant que les femmes ne peuvent volontairement faire le choix d'exercer un tel travail et que la légalisation serait une porte ouverte aux trafiquants :

Traditionally, women's groups have been an ideologically diverse agglomeration on the issue of legalizing prostitution. Indrani's conviction is that prostitution should not be legalized: she believes that 95 per cent of women in prostitution are coerced into the profession. She also speaks of the consequences of legalizing prostitution in a country like India, which would be akin to handing a gift to pimps, traffickers, and the sex industry, transforming them into legitimate "sexual entrepreneurs". Prostitution, she says unequivocally, is slavery, whichever way you look at it. What is needed is strengthening of the existing law against trafficking, and building in clauses that protect women and their human rights⁴⁸.

Les mêmes arguments existent, et ce, de l'échelle internationale⁴⁹ à l'échelle locale, comme l'atteste la déclaration provenant de la directrice d'un centre de recherche que nous avons rencontrée sur le terrain : « *The moment you legalize it, trafficking becomes a legal activity. You know, there is a linkage between the two. Trafficking is for other purposes but much more than for other purposes it is for prostitution* ». À l'opposé, on retrouve des groupes tels que Durbar, une ONG ouest-bengalaise qui affirme représenter 65 000 travailleuses du sexe, laquelle promeut activement la légalisation de la prostitution en même temps qu'elle s'attaque aux facteurs socio-culturels qui perpétuent la stigmatisation et l'exclusion des travailleuses du sexe⁵⁰. Selon son site Internet, Durbar a pour principes de base le respect du travail et des travailleuses du sexe, la confiance en la connaissance de ces femmes et la

⁴⁸ Source : <http://word.world-citizenship.org/wp-archive/1782>. Consulté le 11 mai 2009.

⁴⁹ Voir à cet effet, entre autres choses, le site de la Coalition contre la traite des femmes, une ONG internationale : <http://www.catwinternational.org/campaigns.php>. Consulté le 11 mai 2009.

⁵⁰ Voir le site Internet : <http://www.durbar.org/index.asp>. Consulté le 11 mai 2009.

reconnaissance du travail du sexe comme étant un métier au même titre que les autres. Aussi est-il clair pour cette ONG que les travailleuses du sexe ne pourront être respectées que si l'État légalise la prostitution, ce qui permettrait d'encadrer le travail de ces femmes et leur assurer une certaine sécurité.

Les termes du débat étant ainsi exposés, il faut signaler que la recommandation visant la réduction de la demande pour les services sexuels – réitérée sans arrêt par les organisations internationales de lutte anti-traite de même que par maints gouvernements nationaux - équivaut à toutes fins utiles à interdire la prostitution. Kapur (2005b : 119) affirme à cet égard que plusieurs des mesures indiennes contre la traite des femmes ont pour effet invariablement de proscrire la prostitution ou d'entraver le travail du sexe. Dans un texte paru quelques années plus tard dans le rapport du GAATW, Kapur (2007 : 114) a précisé :

[...] anti-trafficking initiatives in India have emerged almost exclusively from within the debates around the legality or illegality of prostitution. Existing legal and policy initiatives and proposed reforms on trafficking have invariably been displaced onto debates about whether or not prostitution constitutes violence against women, is against Indian cultural values and compromises the nation's integrity, and whether the women involved are exclusively victims of sexual predators and sexual exploitation, incapable of choosing to engage in such work.

Que l'on soit pour ou contre la légalisation de la prostitution, force est de constater par ailleurs que le débat sur cette question a grugé énormément d'énergie au fil des ans et, ce faisant, a miné de manière significative les efforts pour combattre la traite. Dans le Bengale occidental, cela a eu des répercussions, par exemple, sur l'efficacité de la gouvernance en matière de lutte anti-traite. Bien que nos interlocutrices et interlocuteurs aient été généralement réticents à en parler ouvertement, nous avons pu observer sur le terrain une absence palpable de collaboration entre les ONG qui s'opposent au sujet de la prostitution. Cela est d'autant plus regrettable du fait que cette controverse s'avère dans une certaine mesure un « faux débat » en ce sens que l'exploitation sexuelle n'est pas seulement une cause de la traite, mais également l'une de ses conséquences si l'on pense à toutes ces femmes et ces filles qui se retrouvent dans des espaces de traite *après* avoir fui *volontairement* l'extrême pauvreté de leur milieu d'origine. Dans un autre registre, il faut bien reconnaître qu'en liant aussi étroitement la lutte anti-traite au problème du commerce sexuel, le gouvernement indien

autant que les acteurs civils ont eu tendance jusqu'à maintenant à ne pas se préoccuper grandement des victimes qui sont exploitées pour des fins de mendicité ou de transplantation d'organes, ou pour le travail forcé. Comme l'affirme Ratna Kapur (*ibid.* : 137) : « [...] *failing to expand the application of anti-trafficking legislation beyond cases of trafficking for sexual exploitation has the effect of denying the harm done to persons who experience similar abuses but who are trafficked for other purposes* ». L'on ne peut ignorer, finalement, les vices de forme que comportent les politiques et mesures de lutte qui criminalisent la prostitution ou la demande pour des services sexuels :

Criminalising various aspects of prostitution in order to prevent trafficking, as is the case with the existing law, or criminalising the purchase of sexual services, as is being proposed by the government, penalises those trafficked for sexual exploitation rather than their traffickers. It renders persons trafficked for sexual exploitation more vulnerable to their traffickers, their clients and the police. (ibid.)

Ainsi, au lieu de secourir les victimes de la traite et de l'exploitation sexuelle, les lois et pratiques en vigueur les rendent vulnérables aux abus du corps policier et aux aléas du système judiciaire, ou à ce que plusieurs appellent désormais le phénomène de la double-victimisation.

3.3.3.3 La double-victimisation

Une femme victime de la traite qui a été forcée à se prostituer est perçue comme une criminelle parce qu'elle commet une infraction à la loi; en plus d'avoir été exploitée, elle est donc arrêtée et doit maintenant faire face à la justice. Voilà, en quelques mots, ce à quoi se résume la double-victimisation. En Inde, ce problème renvoie surtout à la clause 8 du *Immoral Traffic Prevention Act* (ITPA), comme l'a bien expliqué le représentant d'une ONG :

A woman who has been victimized by being brought into prostitution [through] trafficking gets doubly victimized if she is arrested; and police find it very easy to arrest someone who is soliciting. And so what happens? Say the police arrest someone, they write a case diary, then they put her up before the court the next day and the judge, or the magistrate, asks: Are you guilty of this offense? She says: Yes, sir. 50 rupees fine. And the case is closed. Now in that way they can show in their chart so many cases received and so many cases completed. So the police station, they get a good record. It is for that purpose they are doing it. And moreover, why do they have to arrest a woman when she is soliciting? They could warn her and send her back. And that is why it has been suggested that Section 8 be repealed. The

Women's Commission has suggested it, we have also suggested it: let this section be repealed.

On voit ainsi comment et pourquoi cette pratique se prête aisément à des excès de la part à la fois des services de police et du système judiciaire. Faisant allusion à des abus commis dans l'Andhra Pradesh, un autre répondant a mentionné quant à lui :

[It] has been suggested to delete the Section 8. Soliciting is still an offense under ITPA. Who solicits? They are the victims of trafficking. They have come in the industry by being induced, coerced, forced without any alternative options. If they are soliciting in public places they have committed an offense under Section 8 [...] they are arrested, and they come and plead guilty. They are convicted. The victims are victimized, re-victimized by this Section 8. It has come to our knowledge that there is a serious rate of conviction in Andhra Pradesh; we are very much eager to know what is the scenery, what is the cause behind that. Enhancement of convictions under the justice system?

Un problème supplémentaire se pose pour les victimes de la traite transfrontalière, car outre les accusations qui peuvent être portées contre elles en vertu de l'ITPA, ces femmes n'ont pas de documents valides pour demeurer en Inde et sont donc des criminelles selon la clause 14 du *Foreigners Act*. Un procureur d'État nous a rapporté à ce sujet que plusieurs intervenants et ONG font maintenant pression pour que la police ait recours dans ce cas à l'article 366B du Code pénal indien, lequel interdit « l'importation de femmes pour fins de prostitution » et dont l'application permettrait d'arrêter et de poursuivre les trafiquants plutôt que les victimes de la traite. Au moment de notre enquête sur le terrain, il semblerait toutefois que cette stratégie alternative n'était pas encore très répandue, si bien que le problème de la double-victimisation des ressortissantes étrangères persistait sans relâche :

It was found from our experience that in most of the cases, even if the trafficking victims are minors, the cases are registered under the Foreigners Act. But there are some provisions in the Indian Penal Code: if any foreigner is trafficked, or taken into, or brought by any person into India, a case of 366B of the Indian Penal Code can be registered. Despite that, the cases are registered under the Foreigners Act. Generally it is written that they entered into India without any valid passport and visa so they violated the provision of Section 14 of the Foreigners Act, so they may be prosecuted. Traffic victims are being accused. The victims are being re-victimized. So to combat these issues, at least in SAARC countries - India, Pakistan, Bangladesh, Sri Lanka - a treaty is needed so that this issue can be tackled or dealt with.

Nous avons indiqué plus tôt dans ce chapitre que nombre d'organisations internationales recommandent un contrôle plus serré aux frontières afin de détecter et prévenir la traite des personnes. Or, ne serait-ce qu'en raison du phénomène de la double-victimisation, on peut questionner l'efficacité à court comme à plus long terme d'une telle mesure. Si effectivement la législation et/ou les pratiques en vigueur dans différents pays font en sorte que ce sont surtout les victimes de la traite qui courent le risque d'être arrêtées et poursuivies en justice, il y a fort à parier qu'une vérification plus assidue des passeports et visas aux postes frontières n'aura pas un très gros effet dissuasif auprès des trafiquants. Ces derniers se feront tout simplement plus rusés et trouveront vite d'autres moyens de franchir les lignes. Quant aux victimes potentielles de la traite, si elles sont persuadées qu'un emploi ou une vie meilleure les attend de l'autre côté de la frontière, elles chercheront à la traverser, même de façon irrégulière s'il le faut. Ainsi, au lieu de prévenir la traite, le resserrement des frontières peut au contraire contribuer à son accroissement en augmentant le volume de migrations irrégulières ou clandestines. Une étude de l'Organisation internationale des migrations a démontré d'ailleurs comment les politiques visant à contrôler et restreindre l'immigration résultent très souvent en une croissance du nombre de migrants irréguliers, lesquels sont des travailleurs malléables et peu coûteux, parce que sans protection légale justement (Anderson et Davidson, 2003). Aussi peut-on se demander en finale si les gouvernements et organisations internationales ne doivent pas rediriger leur tir : plutôt que de s'attaquer à certains types de mobilité, ne serait-ce pas plus productif et humanitaire d'essayer de rendre ces déplacements plus sécuritaires? Nous y reviendrons.

3.3.3.4 L'éducation publique

Parmi les diverses mesures anti-traite mises de l'avant au fil des ans, celles préconisant la prévention par le biais de programmes de sensibilisation, axés entre autres sur les dangers potentiels des migrations, semblent particulièrement susceptibles de rallier les intervenants qui œuvrent à l'échelle locale ou régionale. D'après nos observations et échanges sur le terrain, il ne fait aucun doute que ce volet de la lutte à la traite est spécialement bien développé dans le Bengale occidental. On y recense en effet plusieurs ONG engagées dans une diversité de campagnes d'éducation publique qui s'étendent presque

partout dans le territoire de l'État, y compris les districts avoisinant le Népal et le Bangladesh. S'adressant tantôt aux femmes, tantôt aux enfants, tantôt à des groupes communautaires (tels les clubs de jeunes), tantôt aux autorités villageoises (dont les *panchayats* et comités de vigilance), ces programmes de sensibilisation se prêtent à l'occasion à des gestes *ad hoc*. Par exemple, la coordonnatrice d'une ONG qui milite près de la frontière du Bangladesh nous a rapporté que son équipe profite d'événements comme des spectacles de marionnettes et des fêtes dans la rue pour ériger des kiosques d'information.

On notera, par ailleurs, que maintes ONG qui mettent des efforts en matière d'éducation publique offrent des activités de prévention connexes. En guise d'illustration, il y en a une à Kolkata qui a pour mission de promouvoir l'empowerment des femmes, alors qu'à la frontière du Népal, on en trouve une autre qui vient en aide et qui procure de la formation à des veuves et à des femmes dans le besoin, ou qui ont des problèmes de santé, afin qu'elles puissent devenir autonomes. À l'instar de Sanlaap, les ONG collaborent aussi avec les *panchayats* ou comités de vigilance pour que soit ouvert dans chaque localité vulnérable un registre des migrations. Comme l'a expliqué une des répondantes, chacun de ces registres est tenu habituellement par un membre du village ou d'un *Self-Help Group*, et chacun comprend des informations concernant toute personne qui émigre : où est-elle allée? pour quelles raisons est-elle partie? dans quel contexte? qui l'a aidée? qui était l'intermédiaire, le cas échéant? un retour est-il prévu et si oui, quand? À en juger cependant par les propos d'un de nos interlocuteurs, la mise en opération de ces registres ne va pas nécessairement de soi :

Extensive campaigning we have done. But still the infrastructure... The person in charge of the panchayat had agreed that fine, I will provide one table and chair for one volunteer. He can sit and he can record these migrations. But the reality is, unless it is a GO, a Government Order, he cannot do that on his own. [...] We do a lot of advocacy and a committee was created to do the necessary amendment of the panchayat rules. It should be the duty of the panchayat to register migrations. Now it is a law. The gram panchayat, the village panchayat, will form a Women and Child Welfare Committee which should have so many members, should be headed by women, and they should look into each case of unsafe migration, trafficking, child marriage, dowry.

Outre leur mission éducative auprès des victimes potentielles et autres membres de la société civile, quelques-unes des ONG travaillent également à sensibiliser les policiers et le personnel du système judiciaire, ce qui, on s'en souviendra, est l'un des enjeux clés de la lutte à la traite. La représentante d'un organisme international a affirmé à cet égard :

We have NGOs who are also involved in that training because they give the perspective from the point of view of the victims, and how you should deal with them and how, you know, you need to look at them not as the accused, but rather as the victims. And about the kind of homes that are available and the kind of rehabilitation support that should be given to them.

Le porte-parole d'une ONG a indiqué pour sa part :

We have to train the judiciary, we have to train the prosecutors. All I need to do is tell them so-and-so book, page so-and-so; prosecutors are trained to do this, they are lawyers. But primarily, what I had to do in all these trainings, all of us try to speak the same language. We have to tell them that you have to FEEL that she is a victim. They have to feel the same way I feel for her. That she is your child. [...] If you can't feel like that, no kind of training will help. In the process, we have found many sensitized persons. I receive telephone calls late at night, 11:30 or 12:00 at night, from a distant police station in West Bengal. Sorry to disturb you, Sir. I have two traffickers and two girls, I'm writing the arrest. Where can I send the girls now? [...] In your training I have learned a lot but now I have forgotten. I don't have the handbook in front of me. Please tell me. I say: Okay, I will take care of this with you.

Cela étant dit, on se rappellera que la formation des policiers ouest-bengalais s'est étendue après 2006 grâce à l'implantation de l'AHTU, comme l'a souligné un procureur d'État :

With regard to the nodal training center, CID started training-cum-sensitization courses for police station officers in charge of the affected districts. These were two-day training courses, roughly one every month, where eventually a large number of police station heads were trained. And they were first sensitized about the problem of trafficking: that a trafficked woman is a victim, and not a criminal; they were sensitized about the magnitude of the problem; about the importance of the problem, that it is as important a crime as rape. And, finally, they were told about the illegal provisions, particularly the Immoral Traffic Prevention Act, with which they would fight trafficking. So we have had very successful training sessions – a total of eight or ten training sessions.

On aura remarqué, à la lecture des trois citations précédentes, que dans leurs séances de sensibilisation avec les policiers et les juristes, les ONG insistent sans relâche sur le fait que les victimes de la traite ne sont pas des criminelles; ce sont au contraire des personnes qui ont été sérieusement abusées et qui, au lieu d'être bafouées à nouveau, méritent en conséquence appui, sympathie et bienveillance. Or la question se pose : le message passe-t-

il? Si on s'en tient aux opinions recueillies sur le terrain, les avis demeurent largement partagés. À titre indicatif : par contraste aux témoignages plutôt favorables des deux derniers répondants cités, voici ce qu'a déclaré une intervenante rattachée à un organisme international au sujet des policiers et des gardes-frontières en poste dans le secteur nord-est du Bengale occidental :

If it is a case of cross-border, that is repatriation to Bangladesh or to Nepal, there has to be a lot of support of the administration or of the police and of the civil society. So a lot of our work has been to support trainings of the civil society and of the police in the cross-border areas. We have done large interventions in the northeast. Because I mean the BSF [border security force] and the police, they are incapable of handling the problem. They don't have training. And it is not like only one training can fetch them anything at all.

L'on peut donc conclure qu'il y a encore du chemin à faire avant que soient pleinement sensibilisés les différents acteurs impliqués dans la lutte contre la traite des femmes et des enfants. Paradoxalement, cela inclut aussi les employés de certaines ONG, comme l'a signalé la mandataire locale d'un organisme international :

When you are doing these rescues, you have to treat these women with dignity. You have to give them time. You have to involve NGOs, with proper counseling, you know. Even they need to be trained what to do because you need to spend time with these children and women. Their life has been like a nightmare. You cannot expect that in one day, suddenly their life will be like [...] picking children off the street and trying to give them a better life.

3.3.3.5 La réhabilitation des victimes

Par rapport aux activités éducatives et de sensibilisation, celles visant la réhabilitation des victimes se situent de toute évidence à l'autre bout du spectre dans la lutte contre la traite. L'on pourrait arguer en fait que ce ne sont pas à proprement parler des mesures « anti-traite » puisqu'elles ont pour objectif de venir en aide – après coup – aux personnes qui s'en sont réchappées. Quoi qu'il en soit, l'on ne saurait nier l'importance capitale de ce volet qui exige, on le verra, un investissement considérable en ressources humaines et financières ainsi qu'une collaboration étroite entre les ONG, les instances gouvernementales et les organismes internationaux.

Il convient de préciser par ailleurs que le terme « réhabilitation » recouvre en réalité un ensemble d'actions qui s'échelonnent dans le temps à compter de l'instant où les victimes sont secourues⁵¹ et ont besoin d'une attention immédiate. Elles sont transportées alors en des lieux sûrs où on les héberge, les nourrit, leur fournit un soutien psychologique et, le cas échéant, leur prodigue des soins médicaux. Cela nous amène à discuter des centres d'accueil, un sujet qui a suscité sur le terrain d'innombrables critiques et de vives accusations à l'endroit des gouvernements indien et ouest-bengalais.

Tel que mentionné précédemment, il existe en Inde un réseau public de centres d'hébergement pour les femmes et les enfants où se retrouvent les femmes sans ressources dont, entre autres, les victimes de la traite. De l'avis cependant de plusieurs de nos interlocutrices et interlocuteurs, ces foyers dépassent largement leur capacité d'accueil, sont mal entretenus et ne disposent pas d'un nombre adéquat d'employés et de personnes ressources; partant, ils arrivent difficilement à offrir aux victimes le support nécessaire pour mener à leur réinsertion sociale ou leur réhabilitation. C'est pourquoi certaines ONG gèrent leurs propres résidences. Cette solution de rechange a soulevé par contre de sérieux défis sur le plan monétaire. À cause en effet d'un financement gouvernemental insuffisant, les ONG ont dû se trouver des partenaires, y compris des donateurs privés et des organismes internationaux tels que Unicef et Unifem.

Nonobstant les gestes posés par les ONG, les centres d'accueil continuent d'inquiéter nombre d'intervenants ouest-bengalais, lesquels n'hésitent pas à accuser le gouvernement de ne pas faire de la traite une de ses priorités. Cette perspective toutefois est loin de faire l'unanimité, comme l'attestent les propos de cette répondante qui reconnaît d'emblée la nécessité pour le gouvernement de coopérer avec les ONG :

It is a fact that you have to have the next step which is the rehabilitation and counseling you are giving them. But that is something which NGOs alone cannot do. The government also needs to, kind of, prioritize this. Which I believe: now

⁵¹ Signalons au passage qu'il arrive que les ONG sont impliquées dans les opérations de sauvetage. Selon un procureur d'État ouest-bengalais, elles détiennent même à l'occasion des informations qui facilitent sinon assurent le succès des rafles policières. Des ONG participent également aux procédures judiciaires en fournissant, par exemple, des témoins.

trafficking is being recognized definitely as a priority area; earlier it was not being recognized as a priority.

Le porte-parole d'une organisation internationale abonde dans le même sens, faisant remarquer pour sa part le rôle que les médias ont joué à sensibiliser les autorités publiques :

Overall, there has been a general, positive outlook since the government has accepted that yes, trafficking does happen. Which was not there five years back. The governments wouldn't agree that there was trafficking. So the governments right now, they agree that there is trafficking. So there is a difference in the overall milieu. And of course with the media advocacy, with the kind of sensitization programs...

Il faut s'empresse d'ajouter que cette attitude plus conciliante est pleinement justifiée si on pense à la mise sur pied en 2006 de l'Unité anti-traite (AHTU), et au programme *Ujjwala* que le ministère indien du Développement des Femmes et des Enfants a implanté en 2007. Au dire de l'un de nos informateurs, *Ujjwala* est « *The first of its kind, which is purely looking at shelter homes for victims of trafficking* ». Si l'on se fie au site Internet du gouvernement indien, il s'agit en fait d'un projet ambitieux et multidimensionnel qui prévoit entre autres une augmentation des subventions accordées aux ONG, en particulier celles qui s'occupent de la réinsertion, la formation et la réhabilitation des victimes⁵². On en arrive ainsi à la mission à plus long terme des centres d'accueil.

De leur propre aveu, les intervenants rencontrés sur le terrain s'emploient dans un premier temps à rapatrier les victimes dans leur famille et communauté d'origine. Dans un contexte où les survivantes de la traite sont largement stigmatisées, qu'elles aient ou non œuvré dans l'industrie du sexe, cet objectif toutefois est très fréquemment irréalisable : soit parce que cela n'est pas sécuritaire pour les femmes et les filles rescapées, soit parce que les familles ou villages refusent carrément de les réintégrer ou, encore, parce que les victimes elles-mêmes s'y opposent. Une étude de la Banque de développement asiatique a fort bien résumé les motifs qui peuvent pousser les survivantes à prendre une telle décision :

The trafficked persons after some time might prefer to remain away from their original community, despite the exploitation and harm they have suffered. The options for returning home may involve further stigmatization, lack of control over their lives, and limited or no opportunities for economic survival. Many trafficked

⁵² Voir à cet effet : http://india.gov.in/spotlight/spotlight_archive.php?id=42. Consulté le 11 mai 2009.

persons remain migrants, often moving on to less exploitative situations. What is clear is that a trafficking episode changes a person's situation for life (ADB, 2003: 6).

Selon toute vraisemblance, les victimes de la traite transfrontalière partagent les mêmes sentiments, mais dans leur cas le rapatriement au pays d'origine n'est pas une question de choix, surtout depuis la mise en opération du programme *Ujjwala*, lequel comporte des directives claires là-dessus.

Lorsque la réintégration familiale s'avère impossible, s'amorce alors la réhabilitation proprement dite des victimes. Cela implique habituellement diverses formes d'apprentissage qui mèneront éventuellement à leur insertion sur le marché du travail et à un minimum d'indépendance financière. Une répondante a révélé par contre qu'en raison du nombre de survivantes qui ne peuvent pas rentrer au bercail, plusieurs ONG s'engagent maintenant dès le départ dans le processus de réhabilitation :

In a lot of cases the family does not want them back because they feel it is so shameful and disgraceful. Which is why a lot of NGOs now also just look at proper rehabilitation for these women. You know, try to provide them with vocational skills, that they continue to live on their own and maybe, in time, also get married and have a life of their own without having to go back. The first option, definitely, which should be explored is repatriation, but where that is not possible then, you know, you have to look at other options.

Une interlocutrice rattachée à un centre de recherche a déclaré de son côté que la réhabilitation elle-même pose d'énormes défis, à cause notamment de l'attitude sociétale, si bien que les victimes préfèrent souvent retourner dans les bordels :

Rehabilitation is a huge issue because the social mindset is totally against the rehabilitation of these girls. They are completely not acceptable to society. But then there are some very good models in India where people have offered help. For example, AMUL (this is a butter company). AMUL, they offered the milk booths to be run by these girls. And once they start making their own income and are on their own feet, they are fine. But there are also issues where they have been rescued and they ran back to that place; they themselves did not want to study, to do training, to get jobs.

On peut comprendre en revanche que pour une travailleuse du sexe qui a déjà acquis une certaine indépendance financière, il peut ne pas y avoir une très grande incitation à s'initier à un emploi peut-être moins rentable et à réintégrer une société où elle continuera de toute

façon à être stigmatisée. Cela étant dit, la question se pose : si l'État et la société civile sont prêts à investir *après coup* dans la formation et la réhabilitation des survivantes de la traite, pourquoi ne le font-ils pas dans les milieux d'origine, *avant* même que les femmes et les filles n'en deviennent des victimes?

3.3.3.6 Les mesures liées au développement social et économique

Malgré le fait que presque toutes les personnes interviewées aient mentionné que les causes principales de la traite sont l'extrême pauvreté, le chômage, le manque de scolarité et la discrimination en fonction du genre, aucune n'a fait état de mesures de lutte anti-traite passant par l'amélioration du milieu de vie et par la réduction de la vulnérabilité des victimes potentielles. En guise d'illustration, voici comment le porte-parole d'une organisation internationale a décrit la mission de son employeur :

We try to see how our interventions can maximize outreach for both direct and indirect services to these victims of trafficking. So that is more or less the kind of work that we support: whether that is awareness, sensitization, advocacy campaigns, lobbying with the governments, prevention and protection work at the grassroots. I mean that is both at transit, source and destination – at all the three places. And also supporting prosecution procedures because there is very little reportage on trafficking, which of course has increased since we have supported the media.

On remarque effectivement dans cet énoncé une absence totale de référence aux actions se rapportant au développement social et économique dans les lieux d'origine. C'est pourtant ce qui permettrait de réduire la vulnérabilité des femmes et des enfants, comme l'a si bien souligné la directrice d'un centre de recherche :

How it can be stopped is only when you provide livelihood where they are. That is the only way to stop it (nous ajoutons le gras). And also education, awareness, opportunity in the areas that people are migrating from. So you really have to create more opportunity for jobs and more employment; and more prosperity in the areas because after all, nobody wants to leave home and go anywhere. Especially India and South Asia. People are very attached to their land and their home. And they move out only in search of jobs.

Des opportunités doivent donc être créées dans les milieux ruraux afin que les femmes et les enfants n'aient pas à migrer et puissent vivre dignement dans leur communauté. Pour ceux et celles qui se dévouent à lutter contre la traite, cela suppose en conséquence un nouveau

paradigme axé davantage sur les causes sous-jacentes du problème, ce que nous examinerons plus à fond dans le chapitre IV.

3.3.4 Retour sur la gouvernance : les acteurs se prononcent

Nous avons écrit au début de ce chapitre que pour être le moins efficace, la lutte à la traite des personnes exige obligatoirement une coordination voire une complicité entre tous les acteurs qui y œuvrent, que ce soit à l'échelle locale, régionale, nationale ou internationale. Or, à la lumière des divers éléments déjà présentés dans les sous-sections précédentes, le lecteur aura deviné que les intervenantes et les intervenants ouest-bengalais ont des opinions divergentes quant à l'efficacité de la gouvernance telle qu'ils la vivent sur le terrain. Certes, la plupart reconnaissent volontiers qu'il y a eu, au cours surtout des quelques dernières années, d'importantes initiatives à tous les niveaux pour combattre la traite :

Initiatives are being taken, you know, at the government level, at the NGO level, with agencies like the UN. So it is not that the government is not doing anything. It is a big problem and you have to look at the numbers. You have to look at the population. You have to see all of that and then see how to tackle it.

De l'avis, par contre, de la coordonnatrice d'une ONG, ces efforts méritent non seulement d'être renforcés mais doivent aussi faire l'objet d'une concertation plus grande et plus harmonieuse :

Efforts are there but need to be strengthened more. Efforts should be concerted, harmonious and multi-dimensional. Nobody is able to counter this menace. Nobody. I feel there are efforts in a piece-meal way; there are efforts by NGOs, there are efforts with NGOs and governments together. But those are not sufficient, not yet. There should be some political efforts also. These efforts should be more concerted, more harmonious, and more together.

Se référant précisément à la notion de gouvernance, la mandataire d'un organisme international abonde dans le même sens :

And of course there has to be better governance because effectively, administration is not very great in our country. So unless there is better coordination, how do you reach out? I mean, the message has to be similar and they have to act together. So that is what I mean by a lack of coordination at the ground level.

Les points de vue sont également partagés si on s'en tient uniquement à ce qui se passe à l'intérieur du Bengale occidental. Par contraste, par exemple, à l'affirmation quelques fois répétée par les employés des ONG à l'effet que ces dernières coopèrent pleinement et ont de bonnes relations de travail, la représentante d'un organisme international nous a révélé que des tensions existent du fait que certaines ONG sont plus proéminentes que d'autres. Nous avons été nous-même en mesure d'observer l'espèce de schisme qui les sépare au sujet de la légalisation de la prostitution. Les rapports entre les ONG et les policiers s'étendent pour leur part sur un continuum qui va de l'hostilité réciproque au respect mutuel; il suffit de lire à cet égard l'éloquente déclaration d'un fonctionnaire qui a participé à l'implantation d'un programme de sensibilisation pour les officiers de l'Unité anti-traite :

What we have seen is that generally the police have a low, poor opinion of the NGOs. And the NGOs have an even more poor opinion of the police. But through this project, we managed to work together as a team because training is always conducted in partnership with NGOs in our states. Because we believe, given the different aspects that we highlight, the NGOs are integral to our training programs. We also believe they are integral to our anti-human trafficking units. So we have had the NGOs and the police working together beautifully. And the partnership eventually developed and they have come to respect each other and value each other; and realize that one cannot really achieve all the results without the other.

Quelques-uns des répondants, dont un procureur d'État, ont déploré de leur côté l'apport des autorités villageoises et des *panchayats*, arguant qu'ils doivent s'employer davantage à appuyer les ONG et les policiers.

Il a déjà été indiqué dans la sous-section sur la réhabilitation des victimes que nos interlocutrices et interlocuteurs étaient particulièrement divisés quant au rôle des gouvernements indien et ouest-bengalais. Or, pour compléter l'analyse là-dessus, il convient de reprendre ici les propos de la directrice d'un centre de recherche qui a soutenu que l'État doit « s'approprier » le dossier de la traite, car lui seul possède les outils nécessaires pour mener une lutte approfondie :

The state has to own this responsibility. We can do only this much and not more because after all this is not a small issue. We are talking about millions of people. [The NGOs] are putting pressure, creating awareness, rehabilitating, all that, but to get a law, to get a cross-border mechanism in place, to get the police sensitized to act, all that will have to be done by the state also. You see, I won't undermine the work done by either UNIFEM or smaller organizations or anything. I am not saying that that is not significant work, but that is really a drop in the ocean.

En cette ère de la mondialisation où nombreux sont les analystes qui prédisent une redéfinition sinon une remise en cause de la place et des fonctions de l'État-nation, il semblerait donc, au contraire, que pour s'attaquer à un problème aussi complexe que celui de la traite des personnes, les gouvernements nationaux conservent tous leurs pouvoirs et doivent demeurer des acteurs de premier plan. En termes clairs, les gouvernements doivent assurer le leadership dans ce domaine et ne pas être à la remorque des autres, dont par exemple les ONG, ce qui selon des répondants est le cas présentement en Inde : « *Compared to the previous years there is more[government] involvement now, but I think more has to be done. I think it is because of the NGOs that they are more into these kinds of programs* ».

Dans un registre complètement différent se pose la question suivante : une fois les ententes conclues, les politiques adoptées, les programmes implantés, les gouvernements font-ils ce qu'il faut pour assurer le suivi des dossiers? D'après la mandataire d'un organisme international qui a eu à transiger fréquemment avec divers fonctionnaires et départements des gouvernements indiens et ouest-bengalais, la réponse est non, ce qui à ses yeux constitue un autre problème de taille :

My experience also says that it is individual-centered. If the principal secretary of DWCD [Department of Women and Child Development] is good, very supportive, then he takes all the initiative to form all this and make it functional. If the principal secretary is not, it doesn't happen. Many times we have worked very well with a particular department, that person leaves, and the whole thing collapses. That is why I was talking to you in detail about the SOP [Standard operating procedure].

De poursuivre la répondante, il faut donc institutionnaliser les procédures et les mettre par écrit afin d'éviter les discontinuités dans les opérations lorsqu'il y a des changements de personnel :

I was talking about the terms of reference because these are documents that will actually institutionalize the process. It will not go away with the person moving out. Today the enthusiastic principal secretary of DWCD moves out, that document approved by the Home Department or by the Governor's Office remains, and the next PS who comes in has to work [with it]. It is very important to institutionalize what we do.

Aussi peut-on conclure, une fois de plus, qu'il faudrait un bien meilleur arrimage entre la théorie et la pratique, c'est-à-dire entre les mesures de lutte telles qu'introduites par les

décideurs politiques et leur mise en application par les bureaucrates et autres employés d'État.

Du fait, peut-être, qu'elles travaillent essentiellement au niveau local ou à l'échelle du Bengale occidental, les personnes rencontrées sur le terrain ont été généralement moins volubiles au sujet des efforts internationaux en matière de lutte contre la traite. Il est intéressant de noter d'ailleurs que lorsque nous avons abordé ce thème, maints intervenants se sont référés, dans un premier temps, uniquement à leurs voisins sud-asiatiques; certains se sont tout simplement plaints de l'absence de coopération régionale pour combattre la traite. La critique hélas est fondée. Depuis l'adoption de la convention de la SAARC en 2002, il n'y a pas eu en effet beaucoup de gestes posés par les États signataires en vue d'élaborer des accords bilatéraux ou des programmes conjoints visant, par exemple, une poursuite concertée des trafiquants ou le rapatriement des victimes de la traite transfrontalière. On peut néanmoins citer une exception notoire, soit l'entente bilatérale conclue entre l'Inde et le Bangladesh en 2006 en vertu de laquelle les deux pays se sont mis à collaborer avec Unicef pour venir en aide aux enfants bangladais victimes de la traite qui se retrouvent en Inde. Cette entente a pour objectif précis de renforcer les mesures de sauvetage, de rapatriement et de réintégration des enfants et comporte un plan d'action commun qui a pour but de développer une procédure standard concernant le processus de rapatriement⁵³.

Excluant les pays membres de la SAARC, l'apport international à la lutte contre la traite a suscité en finale une variété d'opinions. Si quelques-uns des répondants nous ont donné l'impression que, selon eux, le problème de la traite ne concerne pas vraiment le monde sis à l'extérieur de l'Asie du Sud, d'autres ont affirmé sans hésitation que la communauté internationale, y compris nommément les pays de l'Ouest, les États-Unis en tête, intervient d'abord et avant tout sur le plan de l'aide financière :

Already there is intervention by the international community in the sense, for example, there is a lot of work that you see happening on trafficking, even through the UN agencies, that is through the donor funding. So it is not like the international community is not doing anything. There is a lot of good work that

⁵³ UNICEF. 2008. South Asia in action: preventing and responding to child trafficking, p.18, http://www.unicef.org/media/files/IRC_CT_Asia_Summary_FINAL4.pdf. Consulté le 11 mai 2009.

they are supporting. I think there is a lot of support from the donor countries, especially, for anti-trafficking work. I mean, how else are they supposed to help, you know? There is support from the western governments. A lot of the money is US money because they do have this large grant for trafficking in persons programs under their State Department.

Ce soutien toutefois ne doit surtout pas mener à de l'ingérence dans les projets et programmes anti-traite, comme l'a souligné éloquentement la mandataire d'un organisme international qui est d'avis que seuls les gouvernements des pays donateurs sont bien placés pour savoir ce qu'il faut faire :

I think it is nobody but the government of that country who can actually understand the situation better. Of course, even this project was run with our donors [who] were the US government. But the intervention was limited to the understanding that there is a problem and it was left to us, how we were going to deal with it and handle it.

Le représentant d'une ONG a mentionné de son côté que la communauté internationale joue également un rôle clé en faisant pression sur des pays comme l'Inde afin qu'ils soient davantage proactifs dans la lutte à la traite :

In terms of policies, if it is international policy, the US [...] have threatened sanctions that if India - we are in the Tier 2, Tier 3 - if you are not promoted to Tier 3 next year, we are going to stop so-and-so program, so the government is under pressure, they have to do it. These kinds of initiatives. But the saddest part is that there is a lot of trafficking in their own country.

Le même répondant a déclaré par ailleurs que la traite devrait faire l'objet d'une condamnation mondiale :

At least in terms of terminology, in terms of doctrine, we should reject this idea internationally. It should be rejected by one and all. There should be a forum under the UN or any other international board. And it should be rejected unanimously by a vote. [...] There cannot be one strategy for every country. That is why I say an international forum is important, the international community coming together is important.

Notre étude sur la lutte à la traite des femmes et des filles démontre que dans le Bengale occidental, un modèle de gouvernance s'est développé impliquant une gamme d'acteurs œuvrant à différentes échelles allant du local à l'international. De nombreuses mesures anti-traite ont pu ainsi être mises en place, en particulier pour ce qui est de la

poursuite des trafiquants, la sensibilisation de la société ouest-bengalaise et la réhabilitation des victimes. Malgré tout cela, il semble que la gouvernance n'ait pas à ce jour donné tous les fruits escomptés, en partie, au dire même des porte-parole interviewés sur le terrain, parce qu'il n'y a pas suffisamment de coordination entre eux pour mener une lutte plus efficace. À cela s'ajoutent, selon nous, d'autres problèmes fondamentaux dont, notamment, l'engagement parfois timide des gouvernements indien et ouest-bengalais, lesquels mettent du temps à assumer pleinement le leadership qui leur revient dans cet épineux dossier. Lié de près à cela, il faut aussi mentionner les difficultés récurrentes à mettre en opération ou à actualiser les mesures pourtant bien pensées qu'adoptent les instances tant gouvernementales qu'internationales. S'ajoutent, en outre, les difficultés liées aux fonctionnaires qui manquent parfois de sensibilité envers les victimes, qui ne font pas de la traite une priorité, qui n'assurent pas toujours le suivi des dossiers, qui perpétuent le débat sur la légalisation de la prostitution à l'intérieur des mesures de lutte anti-traite ou, encore, qui sont insuffisants en nombre. Il en est ainsi également pour les policiers qui sont trop peu nombreux pour lutter efficacement contre la traite, qui n'en font pas une priorité ou, encore, qui appliquent la loi d'une façon telle que plusieurs femmes exploitées sont re-victimisées. Viennent finalement les difficultés de mise en opération par les autorités locales. Mais avant tout, le problème majeur des mesures de lutte, telles que véhiculées actuellement à toutes les échelles, c'est qu'elles ne visent pas le problème de fond de la traite : la citoyenneté inachevée des femmes et des filles aux lieux d'origine. De plus, aucune mesure ne porte sur la migration sécuritaire pour les femmes et les filles. Or, tel que soulevé par certains acteurs, il semble que des mesures portant sur le développement humain et sur les droits des migrants sont essentiels pour assurer une lutte plus efficace.

CHAPITRE IV

DÉVELOPPEMENT HUMAIN, EMPOWERMENT ET LIBERTÉ DE MOBILITÉ: VERS UN CHANGEMENT PARADIGMATIQUE UTOPIQUE

Nous avons vu dans le chapitre précédent que malgré le travail assidu des ONG, des associations communautaires, des *panchayats*, des comités de vigilance, des gouvernements et des organismes reliés aux Nations Unies, la lutte contre la traite des femmes et des filles dans le Bengale occidental n'a pas à ce jour donné tous les résultats escomptés. Aussi, la plupart des acteurs ne s'attardent pas aux inégalités sociales et économiques de même qu'à la discrimination en fonction du genre. Afin de mieux comprendre ce que nous entendons par inégalités sociales, considérons certains chiffres provenant du rapport sur le développement humain du PNUD de 2005. Il en ressort que 948,3 millions de personnes habitent les pays les plus riches, lesquelles jouissent d'une espérance de vie moyenne à la naissance de 78,8 ans, d'un taux de scolarité combiné (primaire et secondaire) de 94% et d'un indice de développement humain (IDH) moyen de 0,910. Quant à la population des pays les plus pauvres, elle est de 2,6 milliards et présente une espérance de vie moyenne de 58,4 ans, un taux de scolarité de 54% et un IDH moyen de 0,593 (Klein, 2007 : 97). De plus, 1,1 milliard de personnes à travers le monde vivent avec moins de 1\$ par jour, 831 millions souffrent de malnutrition, plus d'un milliard n'ont pas accès à une source d'eau aménagée, 2,75 milliards n'ont pas accès à des installations sanitaires convenables et 11 millions d'enfants meurent chaque année de causes évitables et ce, principalement en Afrique subsaharienne mais aussi en Asie (*ibid.*). Dans un tel contexte d'inégalités, nous pouvons comprendre que les plus vulnérables cherchent à obtenir de meilleures conditions de vie, lesquelles semblent s'obtenir par la migration, sécuritaire ou non, d'un membre de la famille, vers des milieux qui ont plus d'opportunités à offrir. Certains et certaines arriveront à bon port alors que d'autres seront exploités dans le processus migratoire, voire même trafiqués. Lorsque l'on fait référence aux

inégalités sociales et à la vulnérabilité des femmes et des filles, il semble que les plus pauvres des pauvres seront plus tentés de migrer de façon non sécuritaire et de vendre leurs services pour peu d'argent afin d'acquérir un peu plus de liberté. Ils seront aussi plus tentés par les promesses d'un emploi, en ville ou ailleurs, faites par un agent. En outre, plus l'écart entre les riches et les pauvres s'accroît, les services de personnes exploitées sont de plus en plus accessibles à la population. C'est pourquoi il devient essentiel que l'on s'attarde aux liens incontournables entre la mobilité, la vulnérabilité et l'exploitation des personnes. C'est aussi pourquoi il est impératif que la lutte à la traite passe par des actions et mesures visant à diminuer les écarts sociaux, économiques et politiques.

Un autre problème majeur qui ressort de notre recherche et que l'on constate plus particulièrement au chapitre III, c'est que la migration sécuritaire des femmes et des filles et le développement humain ne font pas partie des mesures de lutte. Une des faiblesses de ces dernières est qu'elles ne tiennent pas suffisamment compte avant tout de ceux et celles qui vivent dans l'extrême pauvreté. En effet, ces mesures favorisent les campagnes de sensibilisation, mais malgré cela, les femmes et les filles qui vivent dans une pauvreté extrême migrent quand même et prennent le risque dans l'espoir de s'en sortir. Ce dernier chapitre reprend donc les concepts de mobilité, de citoyenneté et de gouvernance abordés précédemment afin de proposer des pistes de solution en matière de lutte à la traite. C'est dans ce sens qu'il faut réfléchir à des moyens qui permettraient aux victimes potentielles d'avoir un milieu de vie adéquat, d'être reconnues citoyennes à part entière et d'avoir la possibilité de migrer de façon sécuritaire. La priorité devrait donc être de protéger ceux et celles qui souffrent le plus des inégalités et de parvenir à un changement paradigmatique de l'ordre mondial actuel, aussi utopique que cela puisse paraître, et ce, par les moyens interreliés du développement humain, de l'empowerment et des migrations sécuritaires.

Pour permettre d'élargir les choix qui s'offrent aux individus mais aussi de leur offrir la capacité d'en profiter, les Nations Unies parlent aujourd'hui de développement humain. Cette vision du développement doit tenir compte des conditions tant économiques que politiques, sociales et culturelles pour tous les citoyens des différents pays du monde (Klein, 2007 : 98). Ainsi, le développement humain questionne les conditions de citoyenneté, de

participation, de gouvernance, de réponse aux inégalités économiques et sociales et le respect des droits des minorités (*ibid.*) En bref, « *Le “développement humain” comporte autant la revendication de l’équité économique que l’exigence de la liberté, de la reconnaissance et du respect* » (*ibid.*).

Le développement humain est un concept qui a été grandement influencé par les travaux de Amartya Sen, économiste renommé connu pour ses études sur la famine et sur la pauvreté (voir, par exemple, Sen, 1982; 1987; 2000). Or Sen considère la vie humaine comme une combinaison de différentes capacités, incluant la liberté humaine en tant que caractéristique centrale de la vie (cité dans Hogan et Marandola, 2005 : 459). Il affirme de plus que l’expansion des capacités est liée à l’empowerment, ou prise de pouvoir (*ibid.* : 458). Sarah Longwe (1991) mentionne de son côté que l’empowerment est un processus menant à l’égalité entre les femmes et les hommes. Elle établit un modèle comportant différents niveaux hiérarchiques pour arriver à l’égalité et à l’empowerment: 1) le bien-être, 2) l’accès aux ressources 3) la conscientisation 4) la participation dans les prises de décision et 5) le contrôle sur les ressources. Dans une perspective de développement humain, l’empowerment repose sur quatre piliers : productivité, justice sociale, durabilité, contrôle des personnes sur leur destinée (Marques-Pereira et Raes, 2003 : 151). Pour qu’il y ait empowerment, pour donner du pouvoir à une personne, cette dernière doit avoir la capacité d’agir librement et d’élargir ainsi ses autres capacités (Hogan et Marandola, 2005 : 459). En d’autres termes, une personne doit pouvoir jouir d’une citoyenneté complète et achevée. Le contraire de l’empowerment est la vulnérabilité, laquelle réduit les capacités et le pouvoir d’action (*ibid.*). Il est intéressant de noter que tout au long de notre recherche sur le terrain, nos interlocutrices et interlocuteurs n’ont pas cessé de parler de la notion de vulnérabilité. En effet, les victimes de la traite ont peu ou pas de liberté au lieu d’origine et la perdent encore davantage au fil de leur migration, ce qui ajoute à leur vulnérabilité et mène à l’exploitation, voire même à la traite. Et le genre et l’âge contribuent davantage à cette vulnérabilité.

Lorsque les conditions du développement humain sont bien remplies, il est possible de se questionner sur la notion de citoyenneté avec tous les droits que cela comporte. Castles et Davidson (2000 : 2) font état de la crise de la citoyenneté qui est liée aux défis auxquels

fait face le modèle de l'État-nation au début du 21^e siècle. Ils affirment (*ibid.* : 3) que lorsqu'on évoque la question de citoyenneté, il faut aussi aborder la notion de mondialisation qui est vue comme un déterminant important des conditions humaines dans le monde contemporain. Le développement économique sous les conditions de libre marché et de non-intervention de l'État semble inévitablement mener à de plus grandes inégalités (*ibid.* : 5). Cela signifie aussi un déclin dans l'éducation, la santé et même l'espérance de vie. Des nations entières sont exclues de ce nouvel ordre mondial et même aux États-Unis, les revenus sont de plus en plus inégalitaires : les riches sont devenus plus riches, il y a plus de pauvres et la classe moyenne s'est désagrégée (*ibid.*).

De plus, la nationalité ou la citoyenneté légale ne donne plus de réponses aux défis soulevés par la mondialisation et par l'augmentation de la mobilité des personnes (Castles et Davidson, 2000 : 24). Avec la mondialisation, il semble qu'il y ait une construction d'espaces civiques « *qui ne sont plus nécessairement congruents avec le cadre territorial de l'État national* » (Nootens, 2001 : 110). La citoyenneté pour une société globale devrait se fonder sur la séparation entre la nation et l'État, ce qui signifie un nouveau type d'État qui n'est pas constitué exclusivement ou principalement autour du lien de territorialité et d'appartenance (Castles et Davidson, 2000 : 24). La dimension spatiale de la citoyenneté prendrait ainsi tout son sens. L'allégeance citoyenne devrait donc composer avec d'autres types d'allégeance, infraétatiques et supraétatiques, d'où il pourrait émerger de nouvelles pratiques sociales et de nouveaux espaces d'interaction (Nootens, 2001 : 112). La citoyenneté ne devrait donc pas être connectée à la nationalité; elle devrait être une communauté politique sans être liée à une identité culturelle commune tout en étant sensible aux questions de genre. Les mécanismes politiques qui permettent aux gens d'être citoyens devraient tenir compte des droits égaux en tant qu'individus et de leurs besoins, intérêts et valeurs en tant que membres de collectivités sociales et culturelles. Ajoutons que la notion de genre doit aussi être mise de l'avant. Pour que les femmes vivent l'égalité, il faudrait que les droits des individus soient sensibles aux différences de genre et qu'ils visent à obtenir un impact important sur le sort des femmes (Longo, 2001 : 280). L'énergie devrait être dirigée vers la création d'un monde où les femmes peuvent se sentir confortables, un monde fait pour les hommes et les femmes avec leurs ressemblances et leurs différences. Cela ajouterait un

niveau de complexité à la définition de la citoyenneté politique, économique et sociale qui représenterait mieux la complexe réalité de la vie des femmes. Il faut ainsi repenser la signification du processus et des institutions démocratiques et se questionner sur la conception patriarcale de citoyenneté. En effet, la démocratie devrait reconnaître la multitude de logiques sociales avec la façon de les articuler entre elles. La forme de leur expression devrait continuellement être recrée et renégociée en ce que les groupes se moulent et se forment entre eux pour créer des alliances (*Ibid.* : 282). Ne serait-ce pas ainsi une ouverture pour la prévention de la traite des personnes?

La citoyenneté pour une société globale nécessite aussi une nouvelle notion de frontières : elles ne peuvent être abolies puisque les États distincts vont demeurer la règle dans le futur, mais les frontières ne peuvent plus demeurer rigides si on tient compte de la mobilité intrinsèque dans le monde contemporain, avec la mondialisation (Castles et Davidson, 2000 : 24). Des frontières poreuses sont nécessaires, avec des règles d'admission et des droits fondés sur de vraies adhésions sociales, c'est-à-dire qu'il devrait y avoir un lien entre les procédures d'admission à la citoyenneté (et au territoire de l'État) et le contenu de la citoyenneté. Cela nécessiterait différentes formes de droits qui tiendraient compte de besoins et valeurs variés et nécessiterait d'autres formes de représentation et de participation (*ibid.*). Par conséquent, cette nouvelle citoyenneté ne devrait-elle pas comprendre le droit de migrer et une institution internationale qui protégerait les droits des migrants et assurerait des migrations plus sécuritaires pour tous et toutes?

Nederstigt et Almeida (2007 : 105), qui se sont penchées sur le phénomène de la traite au Brésil, affirment que dans un contexte de mondialisation, il y a beaucoup de mouvement de population. Il serait donc naïf de penser que pour éviter les abus, il faudrait passer par des mesures qui visent à prévenir les migrations. Cela irait de toute façon à l'encontre de la liberté de mouvement des individus. Nous pouvons invoquer dans le même sens les propos d'une représentante d'un organisme international interviewée sur le terrain : « *Migration has to be positive migration not just safe migration. Because migration as such is not a negative concept. People have the right to mobility* ». En plus d'avoir le droit de migrer, la mobilité spatiale devrait donc être considérée un phénomène positif, ce qui

n'empêche pas que des mesures soient prises pour s'assurer qu'elles soient sécuritaires. D'ailleurs, Ratna Kapur, dans un texte pour l'Alliance globale contre la traite des femmes (2007 : 137) suggère, entre autres, des politiques migratoires pour assurer la sécurité et un passage légal pour ceux qui sont vulnérables et qui en ont le plus besoin. La répondante citée plus haut abonde dans le même sens :

The problem is that there is discrimination and there are social issues involved at every stage. There is nothing wrong with aspiring for a better and bigger life but the point is that the choice has to be a good choice because you need to have support structures to support that choice. If there is a positive environment that is built in where a woman can make choices for herself and those remain safe choices, then that is also a step forward in our anti-trafficking mobilization. So everybody does not have to land up in a brothel.

Nederstigt et Almeida affirment aussi que les inégalités sociales et le manque de travail sont les raisons principales qui poussent les personnes à quitter leur pays et que ce sont ces causes qui devraient recevoir l'attention concernant la traite des personnes tant à l'intérieur d'un pays qu'au niveau international. Selon ces auteurs, les raisons de la traite des personnes sont les politiques macro-économiques et sociales actuelles associées à la croissance sans limite du capitalisme et la mondialisation basée sur les politiques de libre-marché et le principe de non-intervention de l'État (Nederstigt et Almeida, 2007 : 104).

Par ailleurs, lors d'une conférence internationale organisée par l'Alliance globale contre la traite des femmes, tenue à Bangkok du 6 au 9 août 2008, il a été question des différentes façons de lutter contre la traite des personnes. Des intervenants ont affirmé alors que les Nations Unies devraient abandonner le strict cadre criminologique pour s'attarder à la possibilité d'en créer un basé sur le droit du travail, ce qui ferait en sorte que les personnes qui migrent pour travailler et qui se font exploiter par leur employeur pourraient être protégées par les lois du travail. Les migrantes exploitées seraient alors considérées comme des victimes de violation des lois du travail. Toutefois, un problème qui pourrait apparaître dans ce cadre est que les syndicats seraient réticents à représenter un migrant travailleur. Qui plus est, les femmes n'étant pas vraiment représentées par les syndicats, puisqu'elles sont en général davantage impliquées que les hommes dans le secteur informel, ne seraient pas protégées par ce cadre de toute façon. De plus, certains secteurs d'emploi où se retrouvent souvent les travailleuses migrantes sont considérés des emplois dévalorisés, de seconde

classe, et ne reçoivent donc pas toute l'attention requise; nous pouvons penser au travail d'aide familiale relié à des services pour les enfants ou les aînés. À une autre échelle, Castles et Miller (2009 : 13) font ressortir que le manque de volonté des pays riches importateurs de migrants à reconnaître les droits des migrants travailleurs et à faire des concessions qui amélioreraient les conditions de vie dans les pays d'origine provient du fait que cela augmenterait le coût des travailleurs migrants. Lors de cette conférence, on a aussi fait ressortir la possibilité d'adopter un cadre basé sur les migrations, en adoptant par exemple des lois qui protègent les migrantes qui travaillent. Cela mettrait l'accent sur le fait que les femmes ont le droit de migrer. Cependant, dans le contexte sud-asiatique, des migrations légales ne garantiraient pas le travail dans des endroits sécuritaires et des conditions de vie adéquates pour elles. De plus, il faudrait s'assurer qu'on ne s'attarde pas uniquement aux migrations transnationales, que les migrations internes soient aussi protégées.

La question des migrations transfrontalières entre certains États sud-asiatiques ne peut faire fi par ailleurs non seulement de la population importante du sub-continent indien mais aussi de son histoire et de sa partition, un sujet encore très sensible de nos jours. La directrice d'un centre de recherche nous dit à cet égard :

The migration issue between India and Bangladesh is a very sensitive issue. It is a development issue and also, you cannot talk of it just in terms of trafficking and open the whole thing: Pandora's box. Yes, it is a Pandora's box. We don't want to do that. Migration between India and Bangladesh and Nepal? We should better keep our hands off and not talk in terms of migration and trafficking. Because migration is a very separate and very huge issue between India and Bangladesh.

Or il nous semble bien difficile de séparer traite et migration puisque les victimes de la traite ont souvent le désir de migrer dans l'espoir d'une meilleure vie, pour soi ou pour sa famille. Cependant, l'Inde étant le deuxième pays le plus peuplé au monde, avec plus d'un milliard d'habitants, cela peut causer des remous de voir des étrangers se joindre à ce nombre alors qu'une importante partie de la population indienne a déjà du mal à survivre. Comme l'a précisé la directrice du centre de recherche :

In spite of that, we have millions of Bangladeshis here. They are coming. They are all over. But we cannot talk because it is a development problem for us. We have our own population to feed on top of their coming. And we are not very open to them. Frankly speaking, we can't be. First you have to save your own house. Then

do charity. Essentially to talk about migration and trafficking, you have to be very sensitive. You have to be very, very clear.

Cette même répondante confirme en outre que dans les cas où les Bangladais viennent en Inde de façon irrégulière, il y a plus de risques de traite parce qu'elles n'ont pas une citoyenneté *de jure* ou parce qu'elles la perdent en cours de route :

If there are illegal migrations there is bound to be trafficking. Because after all, these people have come illegally, and they have to survive. So they sell their girls, they sell their women. If you go to the bustis (slums) of Delhi, besides all the other internal prostitution there is so much of prostitution going on between these girls who have come willingly from their families, their parents, for household work.

On voit bien qu'on ne peut faire fi du lien entre traite et migration. Cependant, cela cause des problèmes qu'on ne peut mettre de côté. Nous croyons en effet que les Nations Unies doivent en tenir compte dans leurs politiques de lutte à la traite internationale pour éviter toute confusion qui pourrait intervenir entre différents États, tant du Nord que du Sud. Par ailleurs, la Banque de développement asiatique soulève le fait que les Nations Unies cultivent plutôt cette confusion et ne reconnaissent pas l'importance de rendre les migrations sécuritaires pour ceux et celles qui choisissent de migrer :

United Nations definitions do not place trafficking clearly into the context of ongoing migration. Distinctions between involuntary and voluntary migration are unclear in all existing definitions and have not recognized the need to make migration safe for those who choose to move, especially across borders. For example, in response to cases where employers have abused women who migrated voluntarily, some South Asian governments have sought to "protect" women by restricting their right to leave the country as unskilled migrant workers. This implies that any migrant woman who is abused is trafficked, which is not necessarily an accurate reflection of her experiences. This response also excludes unskilled women who still migrate outside their country from any protection from their government once they fall into difficult circumstances. Adult women should have the same rights as adult men to migrate (ADB, 2003: 13).

Nous croyons qu'à l'échelle mondiale, les lois des pays plus riches devraient s'ouvrir davantage à l'immigration sans discrimination. Exception faite des « réfugiés politiques » qui sont reconnus comme tels selon la Convention relative au statut des réfugiés, ce sont en général les plus riches, les plus qualifiés et les plus instruits qui peuvent migrer de façon légale alors que ceux qui sont moins qualifiés et moins scolarisés ont moins de chance de pouvoir migrer légalement en même temps que, paradoxalement, leur travail moins qualifié

est en demande croissante. À titre d'illustration, nous pouvons penser à la situation des Mexicains illégaux aux États-Unis qui n'ont pas de mal à se trouver un emploi. Or, en acceptant une migration sans discrimination, l'inégalité entre les pays dits riches et les pays plus pauvres pourrait diminuer. De nouvelles conditions de la citoyenneté de même que la notion de citoyenneté globale prendraient alors tout son sens. En effet, si une plus grande liberté de mobilité était permise et accessible à l'échelle mondiale, les inégalités économiques et sociales pourraient diminuer. Il faudrait aussi que de nouvelles institutions mondiales voient le jour sur ces questions migratoires. Castles et Miller (2009 : 13) soulignent à cet égard que la mondialisation a amené un renforcement des institutions internationales comme le Fonds monétaire international pour la finance et la Banque mondiale pour le développement économique, mais la coopération entre les États n'a pas été aussi soutenue en ce qui concerne les migrations. Il n'y a donc aucune institution internationale qui veille aux droits des migrants. Il y a l'Organisation internationale des migrations, mais elle ne fait pas partie des agences des Nations Unies et ne détient pas les pouvoirs nécessaires pour apporter des changements significatifs (*ibid.*). Nous voyons ainsi que la gouvernance en matière de migration internationale apparaît comme une nécessité vu la complexification des décisions à prendre à l'intérieur même des sociétés et dans l'espace mondial. Sans un modèle de gouvernance mondial qui cherche à s'attarder aux causes premières des migrations, aux inégalités dans les migrations et à leur gestion, la tâche sera bien complexe puisque les États n'ont pas la capacité de réguler tous les flux migratoires.

Nous croyons en finale que la lutte à la traite passe par une redéfinition de la citoyenneté, laquelle devrait englober une égalité économique, sociale et politique pour tous et toutes, partout sur le globe. Les acteurs aux échelles internationale, sud-asiatique, nationale et locale doivent revoir ce qu'ils entendent par citoyenneté et comment ils désirent qu'elle soit appliquée aux plus pauvres, aux femmes et aux enfants, aux migrantes et aux membres des minorités ethniques. Sinon, celles qui se trouvent à la queue du processus de mondialisation continueront à migrer, à l'intérieur ou à l'extérieur de leur pays, avec les risques que cela comporte, incluant le risque de devenir victimes de l'exploitation.

CONCLUSION

La communauté internationale cherche depuis plus d'un siècle à lutter contre la traite des personnes, la première Convention internationale là-dessus ayant vu le jour à Paris en 1904. Par la suite, d'autres ententes internationales ont été adoptées, notamment la *Convention pour la répression de la traite des êtres humains et de l'exploitation de la prostitution d'autrui* en 1949 et la *Convention sur l'élimination de toutes formes de discrimination contre les femmes* en 1981. Plus près de nous, c'est à la fin de l'année 2000 que les Nations Unies ont remis à l'agenda la lutte à la traite en signant le *Protocole visant à prévenir, réprimer et punir la traite des personnes, en particulier des femmes et des enfants, additionnel à la Convention des Nations Unies contre la criminalité transnationale organisée*. Parallèlement, plusieurs mesures et plans d'action aux échelles nationale et régionale ont été institués dans de nombreux pays et régions du monde pour prévenir et réprimer la traite. Malgré tout cela, le problème persiste. Bien qu'il soit difficile de quantifier le nombre de victimes à cause de son caractère illicite et informel, tous les intervenants semblent s'entendre pour affirmer que le problème de la traite ne s'est pas résorbé mais semble au contraire avoir pris de l'ampleur à travers le monde ou, à tout le moins, qu'il est mieux connu et donc plus dénoncé aux autorités en place. Quoi qu'il en soit, la traite des personnes est désormais considérée comme étant le commerce illégal qui génère le plus de revenus après le commerce de la drogue et celui des armes. Dans le Bengale occidental, par exemple, malgré les actions entreprises et les mesures adoptées pour lutter contre la traite des femmes et des filles, il y a eu une augmentation de 66,7% du nombre de bordels à Kolkata de 1993 à 2002 et il est estimé que le nombre de victimes de la traite et du commerce de l'exploitation sexuelle a augmenté d'autant⁵⁴. Plusieurs questions viennent alors en tête. Comment se fait-il que la traite existe toujours aujourd'hui alors que, avec la mondialisation, il est de plus en plus facile de se déplacer d'un endroit à l'autre? Quelles sont les causes de la traite? Quelles sont les caractéristiques des victimes de la traite?

⁵⁴ <http://orgs.tigweb.org/3032>. Consulté le 11 mai 2009.

Quelles sont les mesures en place pour lutter contre la traite et ce, à toutes les échelles? Comment les intervenants font-ils concrètement pour prévenir et lutter contre la traite? Quels sont les résultats de la lutte et de la prévention?

La présente recherche avait pour but de mieux comprendre le phénomène de la traite des humains, en particulier celle des femmes et des filles, telle qu'elle se manifeste dans l'État indien du Bengale occidental. C'est par le biais d'une analyse de trois grands concepts que nous avons voulu y arriver, soit la mobilité spatiale, dans ses diverses formes; la citoyenneté, elle-même complexe et multiforme; et la gouvernance, un outil désormais incontournable à l'ère de la mondialisation économique et culturelle. Pour ce faire, nous avons effectué une recherche qualitative sur le terrain afin de mieux comprendre à la fois comment s'opère le phénomène de la traite des femmes et des filles en Asie du Sud, les causes de ce phénomène et les mesures de lutte retenues à ce jour pour éliminer ce problème. Au total, nous avons réalisé trente-cinq entretiens semi-directifs, dont treize avec des représentants d'ONG, trois avec des porte-parole d'organisations internationales, trois avec des chercheuses et quatre avec des employés de l'appareil administratif du Bengale occidental. De plus, une entrevue s'est tenue avec le dirigeant d'un village, une autre avec un sous-inspecteur de la police locale et deux avec les responsables d'un comité villageois mis sur pied pour lutter contre la traite. Huit entretiens collectifs ont également eu lieu avec des victimes, des parents de victimes, un groupe d'adolescentes et un groupe de femmes.

Il faut rappeler que la structure du mémoire n'est pas traditionnelle dans le sens où la revue de la littérature n'est pas concentrée dans le même chapitre pour tous les concepts, et pour cause vu le sujet abordé. En effet, la traite est un phénomène complexe et multidimensionnel. Il valait donc mieux intégrer la recension des écrits à travers le mémoire pour comprendre plus à fond le phénomène à l'étude, ses causes et les mesures de lutte. D'abord, la traite est une forme de mobilité. Cette recherche s'est donc intéressée avant tout à l'aspect migratoire de la traite plutôt qu'à son aspect criminel. Cela n'est pas abordé dans la littérature, sauf quelques exceptions. C'est pourquoi le mémoire a débuté avec une analyse de la littérature sur la mobilité, question de situer la traite dans un contexte plus général (chapitre 1). Les migrations exigent des ressources et un savoir-faire inégalement répartis au

sein des populations : les personnes les plus scolarisées, les plus qualifiées et les plus riches bénéficient d'un rayon de migration plus grand alors que les plus pauvres et les moins scolarisés ont un rayon de migration beaucoup moins grand. Les femmes migrent davantage aujourd'hui parce que la demande pour leur travail a augmenté, plus particulièrement dans le secteur des services. Or, la féminisation de la pauvreté et des stratégies de survie combinée à la migration font en sorte que plusieurs migrantes deviennent encore plus vulnérables et se retrouvent dans des emplois plus que précaires et risquent de devenir des victimes de la traite.

Le mémoire a ensuite cherché à mieux comprendre les causes de la traite, lesquelles sont multiples et liées, entre autres, au phénomène de la mondialisation (chapitre II). Les causes se retrouvent notamment dans les facteurs de vulnérabilité incluant, entre autres, l'extrême pauvreté et la discrimination en fonction du genre que nous avons préféré appeler la citoyenneté inachevée. À la base, la traite est une conséquence directe de la citoyenneté inachevée des femmes et des filles, en l'occurrence en Asie du Sud. Pour mieux comprendre ce concept, nous avons brossé un portrait de la citoyenneté tel qu'élaboré par le célèbre sociologue Thomas H. Marshall qui affirme qu'une personne se voit la citoyenneté reconnue lorsqu'elle peut faire valoir ses droits tant civils que politiques et sociaux et qu'elle a accès aux institutions qui y sont rattachées, notamment les tribunaux, les institutions gouvernementales, les hôpitaux et les écoles. Nous en venons à la conclusion que certaines femmes et filles du Bengale occidental ne voient pas leur droit à la citoyenneté reconnu au même titre que les autres, n'ayant peu ou pas accès en réalité à leurs droits civils, politiques et sociaux, ni aux institutions afférentes. En effet, les femmes et les filles provenant de milieux d'exclusion détiennent souvent une citoyenneté inachevée au lieu d'origine puisqu'elles ont du mal à faire valoir leurs droits, que ce soit à cause de leur genre, leur âge ou leur manque de ressources et de qualification. Lorsqu'elles migrent, certaines d'entre elles deviennent encore plus vulnérables et sans pouvoir, à la merci de l'intermédiaire qui facilite leur déplacement ou de leur employeur. Rendues au lieu de destination, plusieurs de celles qui se retrouvent dans des espaces de traite deviennent apatrides *de facto*, puisque leur citoyenneté ne leur permet plus de faire valoir leurs droits, ni de s'adresser aux institutions qui pourraient leur venir en aide. Sans réseau social pour leur venir en aide, ni argent pour partir, il devient difficile voire impossible pour elles de faire reconnaître leurs droits, d'autant

plus si elles n'ont pas de documents prouvant leur citoyenneté. Bien sûr, quelques victimes auront la chance de rencontrer, rapidement après s'être retrouvées dans un espace de traite, un bon policier, un travailleur social ou un intervenant d'une ONG qui les aideront à sortir de ce milieu. Nos entrevues nous ont toutefois démontré qu'il s'agit là d'un espoir bien fragile.

Au fil des ans, dans la région sud-asiatique, et plus particulièrement en Inde et dans le Bengale occidental, plusieurs mesures ont été mises en place et plusieurs actions ont été prises afin de lutter contre la traite. C'est ce que nous avons analysé dans le chapitre III, lequel a exigé que nous nous penchions sur la notion de gouvernance dans la mesure où un problème comme la traite des femmes et des filles exige un très grand nombre d'intervenants opérant à différentes échelles allant du local à l'international. Nous en venons à la conclusion que malgré le travail acharné des différents intervenants, les résultats sont mitigés à cause, entre autres, du manque de coordination entre les acteurs et de l'intérêt insuffisant de la part de certains gouvernements nationaux mais surtout, l'objectif est mal ciblé : les organismes et les gouvernements ne misent pas suffisamment sur les causes de base de la traite, soit la citoyenneté inachevée des femmes et des filles, la pauvreté, le statut des femmes. Deux autres problèmes majeurs sont soulevés dans la lutte à la traite, soit l'absence de mesures pour rendre les migrations sécuritaires pour tous et toutes et le fait que les mesures ne visent pas le développement humain. Cela nous a amené finalement au chapitre IV du mémoire dans lequel nous affirmons que la priorité devrait passer par la protection de ceux et celles qui souffrent le plus des inégalités sociales, ce qui devrait se faire par un changement paradigmatique de l'ordre mondial, tout aussi utopique que cela puisse paraître. Pour diminuer le nombre de victimes de la traite, l'accent doit être mis sur le développement humain, social et économique des pauvres et des victimes potentielles de la traite afin que ces derniers et dernières puissent avoir un milieu de vie adéquat qui leur permet de vivre décemment. En plus du développement humain, nous croyons, à l'instar de Castles et Miller (2009), qu'il faut repenser la citoyenneté afin qu'elle puisse être globale et qu'elle réponde à la réalité d'aujourd'hui en tenant compte des droits civils, politiques, sociaux *et de migration* et ce, tant pour les minorités que pour les hommes et les femmes. Pour y arriver, il faudrait instaurer une meilleure gestion des migrations nationales et internationales, par exemple par l'entremise d'une organisation internationale des migrations avec des pouvoirs accrus,

laquelle verrait à protéger les droits des migrants. Mais aussi, pour apporter des changements réels, il faut, comme l'ont proposé certains chercheurs, un nouveau cadre de référence de la traite basé sur les migrations afin que le déplacement des victimes potentielles puisse se faire de façon sécuritaire.

Cette recherche nous a permis de découvrir qu'un grand défi qui se pose actuellement pour garantir la pleine citoyenneté à toutes et à tous, notamment aux femmes, est d'y inclure le droit à la mobilité spatiale, une mobilité à la fois sécuritaire, positive, et qui permet à chacun et chacune de devenir plus autonome. D'autres études devraient être consacrées à l'impact des politiques de développement et d'immigration des pays de l'Ouest sur les femmes qui vivent dans des milieux d'exclusion où leur citoyenneté est inachevée. Des études devraient porter aussi sur la façon dont les institutions internationales et/ou les États peuvent assurer un milieu de vie et des déplacements sécuritaires pour les femmes, peu importe leurs origines. Je ne puis m'empêcher d'ajouter, finalement, que tout au long de cette recherche, plusieurs personnes, en Inde comme ici au Québec, m'ont demandé pourquoi je me suis intéressée à la traite des femmes et des filles sud-asiatiques. Or, la réponse, en partie, c'est que ce problème concerne aussi les pays dits développés, dont le Québec et le Canada. Il faudrait maintenant déterminer comment ces derniers pourraient assurer un milieu de vie et une migration plus sécuritaires pour toutes les femmes et ainsi lutter contre la traite de façon plus efficace.

APPENDICE A

QUESTIONNAIRE

1. Name, age, position in the organization, since when you work?
2. What is the mandate of the organization?
3. Since when does it exist? Who is the founder? Why did he start it?
4. What are the activities of the organization?
5. Who are the persons you try to reach?
6. How many victims approximately try to get help every month in the center?
Keep statistics?

Characteristics

7. From what you have seen in the organization, who are more at risk of human trafficking?
 - a. Men?
 - b. Women?
 - c. Children Why?
8. From your experience, what are the characteristics of the women being trafficked?
9. What are the obstacles of spatial mobility of South Asian women?
10. From what you have seen in your organization, can women migrate by themselves in general? Within India? In South Asia? Do women migrate by themselves?
 - a. If not, why?
 - b. Are there any risks for a woman to migrate by herself?
 - c. How is perceived a woman migrating by herself?
 - d. Does the organization work on safe migration of women? Is there other organizations working on safe migration of women?

11. To your knowledge, what are the reasons for the victims to quit the place where they live with their family?
12. From your experience, how does trafficking contribute to the vulnerability of women?

Places of origin and of destination

13. Following your experience, do women found in trafficking spaces are mostly from villages or from cities? Why?
14. What type of help can they have if they need it or if they want to get out from the trafficking area?
 - a. Do they usually know people at the destination place?
 - b. Do they have money to go back to their place of origin if they want to go back?
 - c. Can they find other jobs at the destination place if they do not want to stay into the trafficking spaces?
15. From your knowledge, what do women know about the place of destination before they leave their place of origin?
16. Do they speak the language of the destination place?
17. Where are located most of the organizations working on the prevention of human trafficking? Why?

West Bengal

18. Why your organization is located in West Bengal?
19. As far as you know, what are the roads taken for trafficking?
 - a. Origin?
 - b. Transit?
 - c. Destination?
 - d. Are Kolkata and West Bengal origin, transit and destination places for traffickers? Why?
 - e. What are the transportations used?
20. What are the characteristics of West Bengal so there is trafficking of women in the state? Characteristics of Kolkata?

21. Do the Nepalese and Bengladeshi borders influence the trafficking activities in West Bengal? Proximity of the tribal areas?
22. Why your organization is located here? Other institutions in West Bengal? Where?

Work done to prevent trafficking and results

23. From your experience, have you seen a diminishing or increasing of trafficking of women in the last years? Since when? How would you explain it?
24. What are the efforts done up until now to stop trafficking of women by the different actors? (society, police, NGOs, national and state Gvt, SAARC, international community)
25. Do you think international community should intervene in trafficking of women in South Asia? If yes, how? What should be done by international community?
26. Does your organization work with other organizations? If yes, which ones? What type of cooperation do you have together? At which level (regional organization, international organization, national...)
27. Are there links between organizations that work on trafficking of women? What do they do?
28. From your experience, how would you explain that trafficking of women still exists in 2008?
29. If you would have all the facilities you require to stop trafficking of women, what would you do?
30. What are your recommendations to stop trafficking at the present time?

APPENDICE B

FORMULAIRE DE CONSENTEMENT

This questionnaire was created within a master project in geography in Université du Québec à Montréal concerning the trafficking of women in South Asia with a perspective from the State of West Bengal in India. We want to understand how come the trafficking of women still exists in the context of globalisation in which larger spatial mobility of people is possible. More specifically, we want to understand what are the obstacles of spatial mobility of some women in South Asia and we want to analyse the role of international migrations on the phenomenon of trafficking of women. Finally, we want to analyse the efforts done, at different geographical scales, to fight trafficking of women.

I thank you for your participation. The interview is composed by approximately thirty questions, should require no more than two hours of your time, and it will take place at your organization. Please note, however, that for technical reasons, your statement must be recorded on an audio tape. That said, your participation in this project entails no prejudice. Accordingly, you will be free to end the interview at any time and nothing will be held against you should you do so. Moreover, your remarks will be treated in an anonymous and confidential manner: your name as well as any other detail that could lead to your identification will effectively be withheld in all my research. For its part, the audio tape will be kept in security under lock. It will be destroyed when the project is concluded. It is understood, finally, that your participation in this project is entirely voluntary: no payment will be forthcoming.

If you have any questions, please, do not hesitate to ask them to me. Also, if a question do not seem clear to you or if you did not understand it, I can repeat it to you or bring necessary specifications.

This research is accomplished by Pascale McLean, student at Université du Québec à Montréal in Québec, Canada. It is possible to join her at the following email address: mc_lean.pascale@courrier.uqam.ca.

The research is done under the supervision of Frank Remiggi, professor at the geography Department in Université du Québec à Montréal. It is possible to reach him at the following address :

Université du Québec à Montréal
Département de géographie
Postal Box 8888
Succursale Centre-Ville
Montréal (Québec)
H3C 3P8

Tel : 514-987-3000 ext. 4131.

The faculty's commity on research ethic on human beings can by reached by the intermediary of Mario Bédard, professor in geography at Université du Québec à Montréal. It is possible to reach him at the following email address: bedard.mario@uqam.ca. The project is sanctioned by this comity.

The student undertakes to give a copy of the thesis, if you wish, to your organization in order for you to take notes of the data of the research.

Whereof I, the undersigned, consent to participate in the research project of the student, and this in full knowledge of the case.

Name of the participant in print

Signature of the participant

Date

Name of the interviewer in print

Signature of the interviewer

Date

BIBLIOGRAPHIE

- Adhikari, Jagannath. 2006. « Poverty, Globalisation and Gendered Labour Migration in Nepal ». Dans Arya, S. et Roy, A. (Dir.), *Poverty, Gender and Migration*. New Delhi: Sage Publications India Pvt Ltd., p. 87-106.
- Agrawal, Anuja. 2006. *Migrant Women and Work*. New Delhi: Sage Publications India Pvt Ltd.
- Agustin, Laura. 2006. « The Disappearing of a Migration Category: Migrants who Sell Sex », *Journal of Ethnic and Migration Studies*, vol. 32, no. 1, p. 29-47;
- Anderson, Bridget et Julia O'Connell Davidson. 2003. *Is Trafficking in Human Beings Demand Driven? A Multi-Country Pilot Study*. Genève: Organisation internationale des migrations.
http://www.compas.ox.ac.uk/fileadmin/files/pdfs/Bridget_Anderson/BA1_Anderson%20IOM%20report.pdf. Consulté le 9 novembre 2009.
- Arya, Sadhna et Anupama Roy. 2006. *Poverty Gender and Migration*. New Delhi: Sage Publications India Ltd.
- Asian Development Bank. 2003. *Combating Trafficking of Women and Children in South Asia. Regional Synthesis Paper for Bangladesh, India and Nepal*.
http://www.adb.org/Documents/Books/Combating_Trafficking/Regional_Synthesis_Paper.pdf. Consulté le 11 mai 2009.
- Asian Development Bank. 2002. *Combating Trafficking of Women and Children in South Asia: Summary Regional Synthesis Paper*.
- Banerjee, Paula. 2007. « Protection des personnes déplacées au niveau national en Asie du Sud ». *Revue migration forcée*, p. 18-20.
- Banerjee, Paula. 2006a. *Women and Forced Migration. A Compilation on IDP and Refugees*. Kolkata: Timir Printing Works Pvt. <http://www.mcrp.ac.in/pp10.pdf>. Consulté le 9 novembre 2009.
- Banerjee, Paula. 2006b. « Women Trafficking and Statelessness in South Asia ». *Refugee Watch*, no 27, p. 42-53.
- Banarjee, Paula. 2005. « Femmes en Inde : législation et réalités ». *Diogène*, vol.4, no. 212, p. 107-127.

- Banerjee, U.D. 2003. « Globalization and its Links to Migration and Trafficking: the Crisis in India, Nepal and Bangladesh ». *Canadian Woman Studies*, vol. 22, no. 3/4, p. 124-130.
- Batchelor, Carol A. 1995a. « UNCHR and Issues related to Nationality ». *Refugee Survey Quarterly*, vol. 14, no. 3, p. 91-112.
- Batchelor, C.A. 1995b. « Stateless Persons: Some Gaps in International Protection ». *International Journal of Refugee Law*, vol. 7, no. 2, p. 232-259.
- Baudelle, Guy. 2003. *Géographie du peuplement*. 2e édition. Paris : Armand Colin.
- Bédard, Mario. 2008. *Méthodologie et méthodes de la recherche en géographie*. 6e édition revue et augmentée. Montréal, Université du Québec à Montréal, Département de Géographie, Notes et Documents de cours.
- Bourque Gilles, Jules Duchastel, Eric Pineault. 1999. « L'incorporation de la citoyenneté ». *Sociologie et sociétés*, vol. 31, no. 2, p. 41-64.
- Boyle, Paul. 2002. « Population Geography : Transnational Women on the Move ». *Progress in Human Geography*, vol. 26, no. 4, p.531-543.
- Bribosia, Emmanuelle. et Andra Rea. 2002. *Les nouvelles migrations, un enjeu européen*. France : Éditions complexes.
- Castles, Stephen, Miller, Mark. 2009. *The Age of Migration*. 4^e édition. New York: The Guilford Press.
- Castles, Stephen. 2007. *Migration and Social Transformation. Inaugural Lecture for the Migration Studies Unit*. London.
<http://www2.lse.ac.uk/government/research/resgroups/MSU/documents/eventsRelated/castles151107-presentation.pdf>. Consulté le 9 novembre 2009.
- Castles Stephen et Alastair Davidson. 2000. *Citizenship and Migration : Globalization and the Politics of Belonging*. New-York: Routledge.
- Chakraborty, Indrani. 2006. *In Search of Justice: A Report on the Pilot Study on Low Rate Conviction of Cases Related to Trafficking for Prostitution*. Kolkata : Sanlaap.
- CIA World Fact Book. 2005. <https://www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/index.html>. Consulté le 29 novembre 2009.
- CMMI. 2005. *Les migrations dans un monde interconnecté : nouvelles perspectives d'action*. Rapport de la commission mondiale sur les migrations internationales.

- Coomaraswamy, Radhika. 2001. *Addendum Report to the Human Rights Commission regarding Mission to Bangladesh, Nepal and India on the Issue of Trafficking of Women and Children* (October-November 2000). Integration of the Human Rights of Women and the Gender Perspective Violence Against Women. New York: UN.
- Courville, Serge. 2002. *Immigration, colonisation et propagande: du rêve américain au rêve colonial*. Québec : Éditions MultiMondes.
- Coutu, Michel. 2000. « Introduction : droits fondamentaux et citoyenneté ». Dans Michel Coutu et al. (dirs.), *Droits fondamentaux et citoyenneté : une citoyenneté fragmentée, limitée, illusoire?* Montréal : Éditions Thémis, p. 1-20.
- Crépeau, François. 2002. « La politique canadienne d'immigration : les défis de la mondialisation » dans Bribosia E. et. Rea, A. 2002. *Les nouvelles migrations, un enjeu européen*. France : Éditions complexes.
- Das, Samir Kumar. 1998. *Ethnic Assertion and women's question in Northeastern India*. New Delhi: Indian politics at the Crossroads.
- David, Olivier. 2004. *La population mondiale : répartition, dynamique et mobilité*. France : Armand Colin.
- Derruau, Max. 2002. *Géographie humaine*. Paris : Armand Colin.
- Delcourt, Laurent. 2007. *Explosion urbaine et mondialisation*. France : Syllepse.
- Dhungana, Shiva K. 2006. « Les défis de la lutte contre la traite des êtres humains au Népal ». *Revue migration forcée*, vol. 25, p.21-22.
- Domosh, Mona. et Joni Seager. 2001. *Putting women in Place*. New-York: Gilford Press.
- Draganova, Diana. 2007. *Migration irrégulière : portrait de la situation actuelle*. www.cerium.ca/La-migration-irreguliere-portrait. Consulté le 29 novembre 2009.
- Duchastel, Jules et René Audet. 2008. « Démocratie, société civile et institutionnalisation de la gouvernance transnationale à l'OIT et à l'OMC ». *Études internationales*, vol. 39, no. 4, p. 511-536.
- Economic and Social Council. 2002. *Integration of the human rights of women and the gender perspective*. <http://www.unhchr.ch/Huridocda/Huridoca.nsf/0/a9c6321593428acfc1256cef0038513e?Opendocument>. Consulté le 9 novembre 2009.
- GAATW. 2007. *Collateral Damage: The Impact of Anti-Trafficking Measures on Human Rights around the World*. Bangkok: Publishing Public Company.

Limited http://www.gaatw.org/Collateral%20Damage_Final/singlefile_CollateralDamagefinal.pdf. Consulté le 17 février 2009.

- Gangoli, Geetanjali. 2006. « Sex Work, Poverty and Migration in Eastern India ». Dans Arya, S. et A. Roy (Dirs.), *Poverty, Gender and Migration*. New Delhi: Sage Publications India Pvt Ltd., p. 214-235.
- Ganguly-Scrase, Vogl et Gillian Ruchira. 2008. « Ethnographies of Gendered Displacement: Women's Experiences in South Asia under Neo-Liberal Globalisation ». *Women's Studies International Forum*, vol. 31, p.1-15.
- Gonon, Emmanuel. 2007. « Asie du Sud, entre Occident et Orient ». Dans Klein, J-L. et F. Lasserre (dirs.), *Le monde dans tous ses États*. Montréal. Presses de l'Université du Québec, p. 401 à 434.
- Guillon, Michelle et Nicole Stokman.. 2004. *Géographie mondiale de la population*. 2e édition, Paris: Ellipses.
- Hennink, Monique et Padam Simkhada. 2004. *Sex Trafficking in Nepal: Context and Process*. U.K.: University of Southampton.
- Hoerder, Dirk. 2002. *Cultures in Contact. World Migrations in the Second Millennium*. London: Duke University Press.
- Hogan, Daniel Joseph et Eduardo Marandola. 2005. « Towards an Interdisciplinary Conceptualisation of Vulnerability ». *Population, Space and Place*, vol.11, p. 455-471.
- Hugo, Graeme. 2007. « Population Geography ». *Progress in Human Geography*, vol. 31(1), p. 77-88.
- International Labor Organisation. 2006. « The Demand Side of Human Trafficking in Asia: Empirical Findings ». *Regional Office for Asia and the Pacific, Regional Project on Combating Child Trafficking for Labour and Sexual Exploitation* http://www.humantrafficking.org/uploads/publications/ilo06_demand_side_of_human_tiaef.pdf. Consulté le 13 décembre 2007.
- Jaffrelot, Christophe. 2006. *L'Inde contemporaine de 1950 à nos jours*. Lilles: Fayard Ceri.
- Kapur, Ratna. 2007. « India ». *Collateral Damage: The impact of Anti-Trafficking Measures on Human Rights around the World*. Bangkok: Publishing Public Company. http://www.gaatw.org/Collateral%20Damage_Final/singlefile_CollateralDamagefinal.pdf, p. 114-141. Consulté le 17 février 2009.

- Kapur, Ratna. 2005a. *Conceptual and Legal Approaches to Trafficking in South Asia, with a Focus on India, Bangladesh and Nepal*. Presented at the First International Forum on Child Development. http://www.unicef.org/china/P3_KAPUR_Ratna_paper.pdf. Consulté le 9 novembre 2009.
- Kapur, Ratna. 2005b. « Travel Plans: Border Crossings and the Rights of Transnational Migrants ». *Harvard Human Rights Journal*, vol. 18, p. 107-138.
- Klein, Juan-Luis. et Frédéric Lasserre. 2007. *Le monde dans tous ses États: une approche géographique*. Montréal : Presses de l'Université du Québec.
- Labelle, Micheline, François Rocher et Rachad Antonius. 2009. *Immigration, diversité et sécurité : les associations arabo-musulmanes face à l'État au Canada et au Québec*. Québec : Presses de l'Université du Québec.
- Leduc, Albanie et Johanne Lebel. 2008. « Questions de gouvernance ». *Découvrir*, vol. 29, no 4, p. 36-47.
- Lévy, Jacques et Michel Lussault (dirs.). 2003. *Dictionnaire de géographie et de l'espace des sociétés*. Paris: Belin.
- Longo, Patrizia. 2001. « Revisiting the Equality/Difference Debate: Redefining Citizenship for the New Millennium ». *Citizenship Studies*, vol. 5, no. 3, p. 268-283.
- Longwe, Sarah. 1991. « Gender Awareness : the Missing Element in the Third World Development Project » dans Wallace, T. et C. March, *Writings on Gender and Development*. London: Oxfam, p. 149-157.
- MacLeod Alex, Alexandra Ricard-Guay. 2006. « Quand on transforme une question sociale en problème de sécurité et discours sécuritaire en France et en Grande-Bretagne ». Dans Jouve, B. et Y. Roche (dirs.), *Des flux et des territoires : vers un monde sans États?* Montréal : Presses de l'Université du Québec, p. 21-45.
- Malecki Edward J. et Michael C. Ewers. 2007. « Labor Migration to World Cities : with a Research Agenda for the Arab Gulf ». *Progress in Human Geography*, vol. 31(4), p. 467-484.
- Markovich, Malka. 2006. « La traite des femmes dans le monde ». dans Ockrent, C. (dir.), *Le Livre noir de la condition des femmes*. France : XO Éditions, p. 449-490.
- Marques-Pereira, Bérengère et Florence Raes. 2003. « Genre, femmes et développement ». Dans Nahavandi (Dir.), *Repenser le développement et la coopération internationale*. Paris : Kartala, Coll. Hommes et sociétés, p. 141-159.
- Marshall, Thomas H. 1963. *Class, Citizenship and Social Development*. New York: Doubleday.

- Marshall, Thomas H. 1950. *Citizenship and Social Class*. Cambridge: Cambridge University Press.
- Massey, Doreen. 1998. *Space, place and gender*. Great Britain: Blackwell Publishers Ltd.
- Masud Ali, A.K.M. 2005. « Treading along a Treacherous Trail: Research on Trafficking in Persons in South Asia ». *International Migration*, vol. 43 (1/2), p. 141-164.
- McDowell, Linda. 1999. *Gender, Identity and Place*. Great Britain: Polity Press in association with Blackwell Publishers Ltd.
- Ministry of Women and Child Development. 2006. *Handbook on The Prohibition of Child Marriage Act*.
<http://www.solutionexchange-un.net.in/gender/cr/res25110901.pdf>. Consulté le 29 novembre 2009.
- Nederstigt Frans et Luciana C. R. Almeida. 2007. « Brazil ». *Collateral Damage: The impact of Anti-Trafficking Measures on Human Rights around the World*. Bangkok: Publishing Public Company.
http://www.gaatw.org/Collateral%20Damage_Final/singlefile_CollateralDamagefinal.pdf, p. 87-113. Consulté le 17 février 2009.
- Noin, Daniel. 2005. *Géographie de la population*. 7^e Édition. Paris : Armand Colin.
- Nootens, Genevieve. 2001. « Identité, citoyenneté, territoire : la fin d'un paradigme? ». Dans Maclure, J. et Gagnon, A. (dirs.), *Repères en mutation. Identité et citoyenneté dans le Québec contemporain*. Montréal : Québec/Amérique, p. 105-125.
- Ockrent, Christine. 2006. *Le livre noir de la condition des femmes*. France: XO Éditions.
- Pande, Rekha. 2007. « Gender, Poverty and Globalization in India ». *Development*, vol. 50 (2), p. 134-140.
- Paquet, Gilles. 2005. *Gouvernance : une invitation à la subversion*. Montréal : Liber.
- Paquet, Gilles. 2004. *Pathologies de gouvernance: essais de technologie sociale*. Montréal : Liber.
- Pattanaik, Bandana. 2006. « Perceptions, réponses et défis en Asie du Sud ». *Revue Migration forcée*, vol. 25, p. 17-19.
- PNUD. 2007-2008. *Rapport sur le développement humain*.
<http://hdr.undp.org/en/reports/global/hdr2007-2008/chapters/french/>. Consulté le 29 novembre 2009.

- Poulin, Richard. 2004. *La mondialisation des industries du sexe : Prostitution, pornographie, traite des femmes et des enfants*. Montréal : Les Éditions l'Interligne.
- Poulin, Richard. 2005. *Prostitution : la mondialisation incarnée*. Montréal: Syllepse.
- Rajalakshmi. 2003. « Delinking Prostitution from Trafficking : A Look at India's Immoral Traffic Prevention Act, 1956 ». *Canadian Woman Studies*, vol. 22, no. 3/4, p. 110-115.
- Ramachandran, Sujata. 2005. « Indifference, Impotence, and Intolerance: Transnational Bangladeshis in India ». *Commission mondiale sur les migrations internationales*.
- Ravenstein, Ernest G. 1889. « The Laws of Migration ». *Journal of the Statistical Society of London*, vol. 48, no. 2, p. 167-235.
- Ravenstein, Ernest G. 1885. « The Laws of Migration ». *Journal of the Royal Statistical Society*, vol. 52, no. 2, p. 241-305.
- Ravenstein, Ernest G. 1876. « Census of the British Isles, 1871, Birthplaces and Migration ». *The Geographical Magazine*, vol. 3, p. 173-177, 201-206, 229-233.
- Robinson, Lillian. 2002. « Sex and the city : la prostitution à l'ère des migrations mondiales ». *Recherches féministes*, vol. 15, no 2, p. 41-64.
- Rocher, Guy. 2000. « Droits fondamentaux, citoyens minoritaires, citoyens majoritaires ». Dans Michel Coutu et al. (dirs.), *Droits fondamentaux et citoyenneté: une citoyenneté fragmentée, limitée, illusoire?* Montréal: Éditions Thémis, p. 23-43.
- Roy, Anupama. 2005. *Gendered Citizenship: Historical and Conceptual Explorations*. New Delhi: Orient Longman Private Limited.
- Sanlaap. 2006a. *Tracking our Children: A Brief Situational Analysis on the Trend of Migration, Child Marriage and Trafficking in Eight Districts of West Bengal*. http://www.childtrafficking.com/Docs/sanlaap_tracking_oct07.pdf. Consulté le 12 novembre 2009.
- Sanlaap. 2006b. *Annual Report 2005-2006*. <http://www.sanlaapindia.org/AnnualReport.pdf>. Consulté le 17 février 2009.
- Sanlaap. 2006c. *In search of Justice : A Report on the Pilot Study on Low Rate Conviction of Cases Related to Trafficking for Prostitution*. Kolkata: Sanlaap.
- Sanlaap. 2004. *In Disguise : A study on Vulnerabilities in Mobility, Migration and Trafficking in Persons*. http://www.childtrafficking.com/Docs/sanlaap_in_disguise_oct07.pdf. Consulté le 12 novembre 2009;

- Seeley, Janet, Sheila Ryan, Iqbal Alam Khan et Munshi Israil Hossein. 2006. « Just Surviving or Finding Space to Thrive? The Complexity of Internal Migration of Women in Bangladesh ». Dans Arya. S. et A. Roy. (dirs.), *Poverty, Gender and Migration*. New Delhi: Sage Publications India Pvt. Ltd, p. 171-191.
- Sen, Amartya. 2000. *Repenser l'inégalité*. Paris : Du Seuil.
- Sen, Amartya. 1987. *Commodities and Capabilities*. Oxford: India Paperbacks.
- Sen, Amartya. 1982. *Poverty and Famines : An Essay on Entitlements and Deprivation*. Oxford: Clarendon Press.
- Sen, Sankar. et P.M. Nair. 2005. *Trafficking in Women and Children in India*. New Delhi: Orient Longman Private Ltd.
- Silvey, Rachel. 2004. « Power, Difference and Mobility: Feminist Advances in Migration Studies ». *Progress in Human Geography*, vol. 28, no. 4, p. 490-506.
- Silvey, Rachel. 2006. « Geographies of Gender and Migration : Spatializing Social Difference ». *International Migration Review*, vol. 40, no. 1, p. 64-81.
- Simmons, Alan. 2002. « Mondialisation et migration internationale : tendances, interrogations et modèles théoriques ». *Cahiers québécois de démographie*, vol. 31, no. 1, p. 7-33.
- South Asian Forum For Human Rights. 2002. *Dislocating Women and Making the Nation*. http://www.safhr.org/refugee_watch17_1.htm. Consulté le 10 octobre 2008.
- South Asia Research Society. 1996. *Population Explosion in West Bengal: A Survey*. Calcutta. <http://voiceofdharma.org/books/tfst/appi1.htm>. Consulté le 10 juin 2008.
- Tardan-Masquelier, Ysé. 1999. *L'hindouisme : des origines védiques aux courants contemporains*. Paris: Bayard.
- Terre Des Hommes. 2005. *Summary of Findings: A Study of Trafficked Nepalese Girls and Women in Mumbai and Kolkata, India*. Nepal : Terre des hommes Foundation.
- UNDP. 2006. *International Migration 2006*. http://www.un.org/esa/population/publications/2006Migration_Chart/Migration2006.pdf. Consulté le 20 novembre 2009.
- UNESCO. 2004. *Trafficking Statistics Project*. http://www.unescobkk.org/fileadmin/user_upload/culture/Trafficking/project/Graph_Worldwide_Sept_2004.pdf. Consulté le 20 novembre 2009.

- UNFPA. 2006. *Vers l'espoir : les femmes et la migration internationale*.
http://www.unfpa.org/upload/lib_pub_file/651_filename_sowp06-fr.pdf. Consulté le 20 novembre 2009.
- UNFPA. 2003 *State of World Population*,
<http://www.unfpa.org/swp/2003/english/ch2/page4.htm>, consulté le 6 mai 2008.
- UNFPA. 2002. *Trafficking in Women, Girls and Boys. Key Issues for Population and Development Programmes*. Report of the Consultative Meeting on Trafficking in Women and Children Bratislava, Slovak Republic 2-4 October 2002.
- UNICEF. 2007. *Trafficking in Women and Children, Child Marriage and Dowry : A Study for Action Plan in West Bengal*. Kolkata: Unicef.
- UNICEF. 2008. *South Asia in action: Preventing and Responding to Child Trafficking*.
http://www.unicef.org/media/files/IRC_CT_Asia_Summary_FINAL4.pdf. Consulté le 29 novembre 2009.
- UNIFEM. 2005. *Key gender Issues in South Asia : A Resource Package*.
<http://www.unifem.org.in/publications.html>. Consulté le 13 décembre 2007.
- UNIFEM. 2004. *Status and Dimensions of Trafficking within Nepalese Context*. Kathmandu: Unifem.
- UNIFEM. 1999. « Trafficking in Persons: a Gender and Rights Perspective, Briefing kit, sheets 1,3,4,5,6 ». *Communiqué of the ministerial conference of the G-8 Countries on Combating Trans-national Organised crime*, Moscou.
<http://www.un.org/womenwatch/daw/egm/trafficking2002/reports/EP-DCunha.PDF> . consulté le 13 décembre 2007.
- UNODC 2009. *Global Report on Trafficking in Persons*. Vienne.
http://www.unodc.org/documents/Global_Report_on_TIP.pdf. Consulté le 23 mai 2009.
- UNODC. 2008. *South Asia Regional Conference: Responding to Trafficking for Sexual Exploitation in South Asia*. New York.
<http://www.ungift.org/docs/ungift/pdf/world/INDIA.pdf>. Consulté le 9 novembre 2009.
- UNODC 2007. *Synergy in Action : Protocol on the Structure and Function of the Integrated Anti Human Trafficking Unit (IAHTU) in India*. Delhi.
<http://www.ungift.org/docs/ungift/pdf/knowledge/iahtu.pdf>. Consulté le 11 mai 2009.
- UNODC 2006a. *Référentiel d'aide à la lutte contre la traite des personnes: programme mondial contre la traite des êtres humains*. Vienne.

<http://www.unodc.org/documents/human-trafficking/HT-toolkit-fr.pdf>. Consulté le 11 mai 2009.

UNODC. 2006b. *Trafficking in Persons: Global Patterns*. Vienne.
http://www.unodc.org/pdf/traffickinginpersons_report_2006-04.pdf. Consulté le 29 novembre 2009.

USA. 2006. *Trafficking in Persons Report*.
<http://www.state.gov/g/tip/rls/tiprpt/2006/65981.htm>. Consulté le 9 novembre 2009.

Van Den Anker, Christien. 2006. « Trafficking and Women's Rights: Beyond the Sex Industry to 'Other Industries' ». *Journal of Global Ethics*, vol. 2, no. 2, p. 163-182.

Yousaf, Faisal. 2006. « La réponse de la société civile à la traite des êtres humains en Asie du Sud ». *Revue Migration forcée*, vol. 25, p.16.

Zolberg, Aristide. 1994. « Un reflet du monde. Les migrations internationales en perspectives ». Dans Badie, B., *Le défi migratoire*. Paris : Presses de Sciences Po, p 41 à 57.